



Site Natura 2000 *FR7200688*

Bocage humide de Cadaujac et Saint-Médard-d'Eyrans

Document d'objectifs

Volume II : programme opérationnel

2008



Opérateurs



Assistance technique



Table des matières

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPERATIONNELS.....	3
1.1. DEFINITION DES ENJEUX DE CONSERVATION	3
1.2. PRESENTATION DES OBJECTIFS OPERATIONNELS	4
2. PROGRAMME OPERATIONNEL	5
2.1. ORGANISATION DE LA DEMARCHE	5
2.1.1 <i>Les outils mis en place.....</i>	5
2.1.2 <i>Définition des priorités d'action.....</i>	5
2.1.3 <i>Définition des entités de gestion.....</i>	10
2.2. LA CHARTE NATURA 2000	11
2.2.1 - <i>Engagements et recommandations de portée générale.....</i>	11
2.2.2 - <i>Engagements et recommandations par grands types de milieux.....</i>	12
2.2.2.1 - Milieux forestiers.....	12
2.2.2.2 - Formations herbueses mésophiles : pelouses, prés et prairies.....	13
2.2.2.3 - Eaux dormantes et eaux courantes.....	13
2.2.2.4 - Milieux temporairement humides (mégaphorbiaies, marais, prairies humides) ..	14
2.2.2.5 - Gravières.....	14
2.2.2.6 - Autres formations arborées (haies, bosquets, arbres isolés, alignements d'arbres, peupleraies).....	15
2.2.3 - <i>Engagements et recommandations pour les activités de loisirs.....</i>	16
2.3. LES MESURES CONTRACTUELLES.....	17
2.3.1 <i>Cahiers des charges des mesures agro-environnementales.....</i>	18
2.3.2 <i>Cahiers des charges des mesures non agricoles.....</i>	40
2.3.3 <i>Evaluation financière.....</i>	79
2.3.3.1 - Mesures agro-environnementales.....	79
2.3.3.2 - Mesures non agricoles.....	80
2.3.3.3 - Répartition des coûts par financeur	82

2.4. LES MESURES HORS CONTRAT	83
2.4.1 <i>L'animation</i>	83
2.4.1.1 - Descriptif de la mesure	83
2.4.1.2 - Evaluation financière.....	85
2.4.2 <i>Autres actions hors contrat</i>	86
2.4.2.1 - Etudes et suivis.....	86
2.4.2.2 - Organisation de la maîtrise des pollutions et autres nuisances.....	89
2.4.2.3 - Maîtrise de la déprise agricole	91
2.4.2.4 - Informer les acteurs locaux et communiquer auprès du public.....	92
2.4.2.5 - Evaluation financière.....	95
 Sigles et abréviations	 96

1. ENJEUX DE CONSERVATION ET OBJECTIFS OPERATIONNELS

1.1. Définition des enjeux de conservation

Le site du bocage humide est caractérisé par des intérêts patrimoniaux diffus, une homogénéité assez marquée de l'occupation du sol sur la majorité de son territoire, mais une biodiversité plus grande au niveau des vallées du Saucats et de l'Eau Blanche.

Ces caractéristiques résultent de la prédominance de l'activité d'élevage et d'un abandon progressif de cette activité, particulièrement au niveau des deux vallées. Cette déprise en cours induit également un abandon de l'entretien du réseau hydraulique et du réseau de haies.

On retrouve la contradiction fréquente sur les sites en cours d'abandon où une première phase aboutit à une diversification des milieux et des habitats, mais où l'évolution ultérieure aboutit à l'expansion générale des boisements, résultant sur le site de la forte dynamique de colonisation du frêne. On assiste alors à la régression des espèces exploitant les prairies et leurs lisières (lépidoptères, agrion de Mercure, avifaune), ainsi que de certains milieux (prairies de fauche, mégaphorbiaies et même les aulnaies-frênaies).

Enfin, on peut noter que les espèces animales qui sont présentes sur le site exploitent essentiellement les lisières ou des milieux complémentaires (haies ou bosquets et prairies, cours d'eau ou plan d'eau et prairies). Les continuités fonctionnelles sont donc fondamentales pour ces espèces.

Trois principaux enjeux ont donc été dégagés sur le site.

1 - Le premier de ces enjeux concerne la conservation et restauration des habitats naturels et d'espèces (papillons, chauves-souris en particulier) d'intérêt communautaire présents dans les milieux ouverts, tels que les prairies exploitées ou en cours d'abandon. Cet enjeu, comme l'a montré le diagnostic, est lui-même fortement lié à la maîtrise des activités d'élevage.

2 - Le second se rapporte à la conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire des corridors écologiques (ripisylve, forêt alluviale, berges, haies, alignements d'arbres) et les milieux annexes.

Cet enjeu est partiellement lié à la maîtrise des activités agricoles, mais encore plus à la gestion des milieux non exploités, ainsi qu'à la gestion de l'eau (annexes hydrauliques).

3 - Le dernier concerne la gestion et l'amélioration de la répartition de la ressource en eau, ainsi que la qualité de cette ressource, notamment par l'entretien des rivières et fossés et de leurs annexes hydrauliques.

Lors du déroulement du dossier, un dernier enjeu de conservation avait été proposé, concernant les aménagements et activités de loisirs. Ces derniers étant toutefois limités du fait du caractère non urbanisable du site (zone rouge du PPRI), cet enjeu sera considéré comme complémentaire aux trois précédents.

1.2. Présentation des objectifs opérationnels

La réponse à ces enjeux se décline au travers d'une série de 13 objectifs opérationnels, un même objectif pouvant répondre à plusieurs enjeux, en raison notamment du lien évident entre la gestion des milieux et la gestion de l'eau.

	Enjeu 1	Enjeu 2	Enjeu 3
A Maîtriser la progression des ligneux sur les prairies et autres milieux herbacés.	X		
B Entretien des formations ligneuses linéaires	X		
C Adapter les pratiques de culture et d'élevage aux enjeux écologiques du site	X		X
D Lutter contre les espèces invasives	X	X	X
E Adapter les techniques de populiculture aux enjeux et recommandations du DOCOB	X	X	
F Adapter les aménagements aux enjeux et recommandations du DOCOB	X	X	X
G Accompagner les activités de loisir et de découverte afin de conforter la gestion des milieux	X	X	
H Maîtriser la déprise agricole	X		
I Améliorer les connaissances et mettre en place des suivis	X	X	X
J Préserver ou restaurer les milieux herbacés, particulièrement les mégaphorbiaies		X	X
K Maintenir des zones humides inondables		X	X
L Entretien et restaurer les habitats rivulaires et les berges de cours d'eau		X	X
M Assurer l'écoulement régulier de l'eau et l'accessibilité des terrains			X

Trois objectifs (A, B et H) répondent spécifiquement à la question de l'abandon progressif de l'entretien des terres, qui induit une régression importante des espèces des milieux ouverts, notamment le cuivré des marais.

Un seul objectif (M) répond à la question de la mauvaise répartition de l'eau sur le site, phénomène qui a certainement favorisé la disparition de l'azuré de la sanguisorbe sur le site.

La majorité des objectifs (9 au total), correspondent à une démarche plus globale répondant à 2 ou 3 enjeux, ce qui tient compte du fait que les différents enjeux sont le plus souvent liés en termes fonctionnels et ne peuvent être traités indépendamment les uns des autres.

2. PROGRAMME OPERATIONNEL

2.1. Organisation de la démarche

2.1.1 Les outils mis en place

Les mesures proposées dans ce document d'objectifs correspondent à différents outils

- des mesures contractuelles sur des parcelles agricoles : **MAE** (mesures agro-environnementales territorialisées)
- des mesures contractuelles sur des parcelles non agricoles : **CN** (contrats Natura 2000 non agricoles).
- des mesures hors contrat, qui ne constitueront pas des contrats Natura 2000 mais se mettent en place à l'aide de financements divers, FEADER ou non. Ces mesures correspondent notamment à l'animation du DOCOB et aux suivis : **HC** (mesures hors contrat).
- des mesures non contractuelles, qui correspondent désormais en priorité à la charte Natura 2000.

2.1.2 Définition des priorités d'action

Il est indispensable de rappeler que la démarche est basée sur le volontariat. La signature de contrats se fera donc en fonction des opportunités.

Les niveaux de priorités servent à l'animateur pour structurer sa démarche de concertation afin de rechercher et de motiver les candidats à la contractualisation :

Niveau 1 : actions prioritaires et urgentes pour l'amélioration de l'état de conservation des habitats, en essayant d'enrayer la déprise agricole, donc le développement des friches, le dysfonctionnement du réseau hydraulique et la progression des espèces invasives (la déprise agricole aboutit toujours à un manque d'entretien général du territoire). Ces actions concernent la majeure partie du bocage.

Elles nécessitent donc un début de mise en œuvre rapide afin de lancer une dynamique sur les 5 ans à venir et au-delà.

Niveau 2 : actions importantes pour la restauration ou l'amélioration de la diversité écologique du bocage. Ce sont généralement des actions localisées dans l'espace, qu'il n'est pas nécessaire de généraliser, mais qui jouent un rôle fondamental dans la préservation de la biodiversité.

Leur mise en œuvre ne nécessite pas une programmation particulière, mais, en raison de leur intérêt, il est souhaitable de pouvoir les commencer dès que possible durant cette première phase de mise en œuvre du DOCOB.

Niveau 3 : actions utiles mais ne présentant ni un caractère d'urgence, ni une obligation.

Leur mise en œuvre ne nécessite pas de programmation particulière et peut même se faire sur un prochain programme quinquennal si la dynamique locale n'est pas favorable.

Enjeux de conservation	Objectifs opérationnels	Actions	Mesures
<p>1</p> <p>Conservation ou restauration des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire, en lien avec les activités productives ou de valorisation du site.</p>	A - Maîtriser la progression des ligneux sur les prairies et autres milieux herbacés.	<ul style="list-style-type: none"> Entretien des prairies pâturées (HE1) / Priorité 1 Entretien des prairies de fauche (HE2) / Priorité 1 Entretien de haies (HA1) / Priorité 2 	MAE
	B - Entretenir les formations ligneuses linéaires	<ul style="list-style-type: none"> Entretien des haies (HA1) / Priorité 2 Entretien des alignements d'arbres (HA2) / Priorité 2 	MAE
	C - Adapter les pratiques de culture et d'élevage aux enjeux écologiques du site.	<ul style="list-style-type: none"> Entretien des prairies pâturées (HE1) / Priorité 1 Entretien des prairies de fauche (HE2) / Priorité 1 Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau hydraulique principal (GC1) / Priorité 2 Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau de fossés (GC2) / Priorité 2 	MAE
		Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte
	D - Lutter contre les espèces invasives.	Entretien des fossés et rigoles (FO) / Priorité 1	MAE
		<ul style="list-style-type: none"> Organisation d'un groupe de travail (PN2) / Priorité 1 Chantier d'élimination de la jussie, de l'écrevisse de Louisiane, du ragondin et de la tortue de Floride (LEI2) / Priorité 2 Diffusion des documents de l'AEAG (INFO2) / Priorité 1 Élaboration d'un petit manuel spécifique au site (INFO2) / Priorité 1 	HC
		Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte
	E - Adapter les techniques de populiculture aux enjeux et recommandations du DOCOB.	Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
	F - Adapter les aménagements aux enjeux et recommandations du DOCOB.	Aménagements légers : engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
		Autres : études d'incidence	Mesures d'insertion
	G - Accompagner les activités de loisir et de découverte afin de conforter la gestion des milieux.	Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte
		Plaquette d'information et de recommandations (INFO4) / Priorité 3	HC
	H - Suivi (et maîtrise) de l'évolution du foncier.	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise raisonnée du foncier (DA1) / Priorité 1 Faciliter l'accès au foncier (DA2) / Priorité 1 Favoriser l'attractivité du territoire (DA3) / Priorité 1 	HC
	I - Etudes et suivis	<ul style="list-style-type: none"> Recherche et suivi du cuivré des marais (ES1) / Priorité 2 Étude et suivi éventuel de la laineuse du prunellier (ES1) / Priorité 2 Diagnostics floristiques et suivis des plantes rares ou protégées (ES2 et ES3) / Priorité 2 Protection d'accès à Cadaujac (ES7) / Priorité 2 Étude sur la dissémination des peupliers hybrides (ES8) / Priorité 3 	HC

Enjeux de conservation	Objectifs opérationnels	Actions	Mesures
<p>2</p> <p>Conservation des corridors écologiques et des milieux annexes sur les terrains non agricoles</p>	J - Préserver ou restaurer les milieux herbacés, particulièrement les mégaphorbiaies	<ul style="list-style-type: none"> • Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage (GMH1) / Priorité 2 • Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts (GMH2_variante1) / Priorité 1 • Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger (GMH2_variante2) / Priorité 1 • Création ou rétablissement de clairières (GMH3) / Priorité 3 • Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles (EAU2) / Priorité 1 	CN
	K - Maintenir des zones humides inondables	<ul style="list-style-type: none"> • Rétablissement de mares (GZH1) / Priorité 2 • Entretien de mares (GZH2) / Priorité 1 • Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats (GZH3) / Priorité 2 • Restauration de frayères (+ restauration et gestion des ouvrages de petite hydraulique) EAU3 / Priorité 2 	CN
	L - Entretenir et restaurer les habitats rivulaires et les berges de cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Chantier d'entretien d'alignements d'arbres en bord de rivières et esteyes (pas de ripisylves) (GHR1) / Priorité 3 • Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (GHR2) / Priorité 1 • Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (GHR3) / Priorité 1 • Prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes (GHR4) / Priorité 3 	CN
		<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion des documents de l'AEAG (INFO3) / Priorité 1 • Élaboration d'un petit manuel spécifique au site (INFO3) / Priorité 1 	HC
		• Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte
	D - Maîtriser l'expansion des espèces envahissantes	<ul style="list-style-type: none"> • Curages locaux des canaux et fossés dans les zones humides (EAU1) / Priorité 1 • Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce en milieux forestier (LEI1) / Priorité 2 	CN
		<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un groupe de travail (PN2) / Priorité 1 • Chantier d'élimination de la jussie, de l'écrevisse de Louisiane, du ragondin et de la tortue de Floride (LEI2) / Priorité 2 • Diffusion des documents de l'AEAG (INFO2) / Priorité 1 • Élaboration d'un petit manuel spécifique au site (INFO2) / Priorité 1 	HC
		• Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte

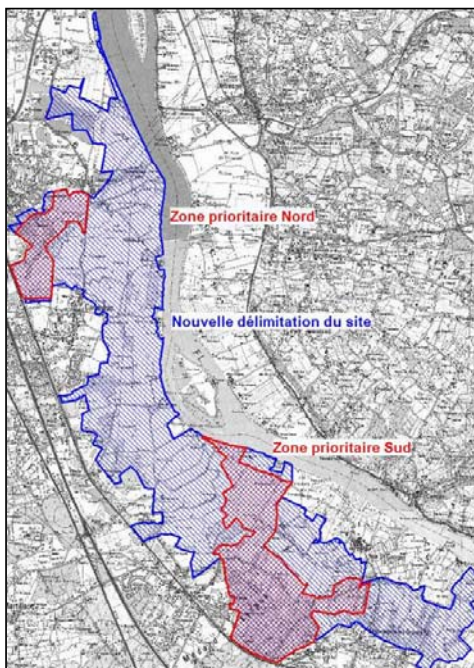
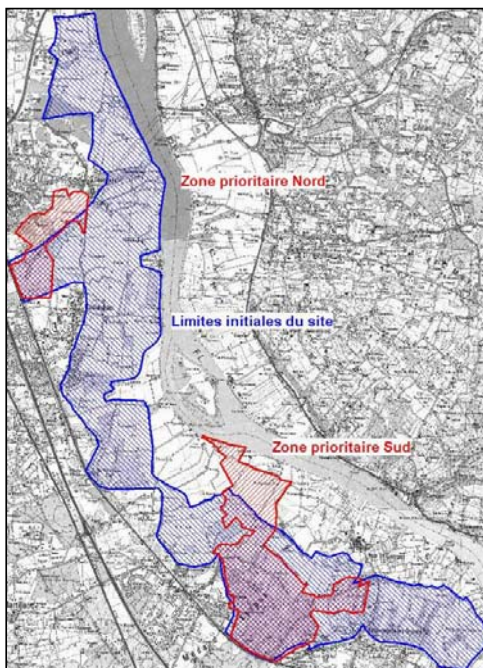
Enjeux de conservation	Objectifs opérationnels	Actions	Mesures
<p style="text-align: center;">2</p> <p>Conservation des corridors écologiques et des milieux annexes sur les terrains non agricoles</p>	E - Adapter les techniques de populiculture aux enjeux et recommandations du DOCOB	• Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
	F - Adapter les aménagements aux enjeux et recommandations du DOCOB	• Aménagements légers : engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
		• Autres : études d'incidence	Mesures d'insertion
	G - Accompagner les activités de loisir et de découverte afin d'assurer et conforter la gestion des milieux	• Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
		• Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact, dans et hors forêts (INFO1) / Priorité 3	CN
		• Plaquette d'information et de recommandations (INFO4) / Priorité 3 • Gestion et élimination des déchets sur le site (PN3) / Priorité 3	HC
	I - Etudes et suivis	• Étude des mustélidés sur le site (ES4) / Priorité 2 • Recherche et suivi du cuivré des marais (ES1) / Priorité 2 • Diagnostics floristiques et suivis des plantes rares ou protégées (ES2 et ES3) / Priorité 2 • Étude sur le potentiel de dissémination des peupliers hybrides / Priorité 3	HC

Enjeux de conservation	Objectifs opérationnels	Actions	Mesures
3 Gestion raisonnée de la répartition et de la qualité de la ressource en eau	M - Assurer l'écoulement régulier des eaux et l'accessibilité des terrains	<ul style="list-style-type: none"> • Entretien des fossés et rigoles (FO) / Priorité 1 • Curages locaux des canaux et fossés dans les zones humides (EAU1) / Priorité 1 	MAE
	J - Préserver ou restaurer les milieux herbacés, particulièrement les mégaphorbiaies	• Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles (EAU2) / Priorité 1	CN
	K - Maintenir des zones inondables	• Restauration de frayères (+ restauration et gestion des ouvrages de petite hydraulique) EAU3 / Priorité 2	CN
	C - Adapter les pratiques de culture et d'élevage aux enjeux écologiques du site.	<ul style="list-style-type: none"> • Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau hydraulique principal (GC1) / Priorité 2 • Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau de fossés (GC2) / Priorité 2 	MAE
	L - Entretenir et restaurer les habitats rivulaires et les berges de cours d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (GHR2) / Priorité 1 • Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles (GHR3) / Priorité 1 	CN
	D - Maîtriser l'expansion des espèces envahissantes	• Curages locaux des canaux et fossés dans les zones humides (EAU1) / Priorité 1	CN
		<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un groupe de travail (PN2) / Priorité 1 • Chantier d'élimination de la jussie, de l'écrevisse de Louisiane, du ragondin et de la tortue de Floride (LEI2) / Priorité 2 	HC
		<ul style="list-style-type: none"> • Diffusion des documents de l'AEAG (INFO2) / Priorité 1 • Élaboration d'un petit manuel spécifique au site (INFO2) / Priorité 1 	HC
		• Engagements et recommandations / Priorité 1	Charte
	F - Adapter les aménagements aux enjeux et recommandations du DOCOB	• Aménagements légers : engagements et recommandations / Priorité 1	Charte Information
		• Autres : études d'incidence	Mesures d'insertion
	I - Etudes et suivis	<ul style="list-style-type: none"> • Étude géomorphologique et hydraulique de l'Eau Blanche (ES6) / Priorité 1 • Suivi de la qualité de l'eau (cours d'eau et fossés) (ES5) / Priorité 1 • Amélioration des connaissances sur les sources de pollution (PN1) / Priorité 2 	HC

2.1.3 Définition des entités de gestion

Compte tenu de la faible diversité globale des habitats sur le bocage humide des bords de Garonne, les entités de gestion n'ont pas été définies selon une typologie des milieux présents. Le bocage humide constitue donc une entité de gestion globale, à l'exception de 2 zones définies comme prioritaires (cf. cartes ci-après). Ces deux secteurs sont caractérisés par une diversité d'habitats et d'espèces particulièrement importantes, les distinguant du reste du site où les habitats et espèces d'intérêt patrimonial sont moins nombreux et dispersés.

Ces zones sont prioritaires dans la mise en œuvre des mesures de gestion (dans la mesure de l'adhésion des propriétaires ou ayant droits) et dans certains cas, des mesures ne sont proposées que pour ces deux secteurs. Dans la charte, des engagements sont proposés sur ces deux zones prioritaires, qui deviennent de simples recommandations sur le reste du site.



2.2. La charte Natura 2000

La charte complète est fournie en annexe à ce document. Ne sont rappelés ici que les engagements et recommandations préconisés.

Cette charte fait désormais partie intégrante des documents d'objectifs et regroupe les bonnes pratiques, agro-environnementales et autres. Si un propriétaire ou ayant droit d'une parcelle ne souhaite pas ou ne peut pas s'engager dans un contrat Natura 2000, il peut adhérer à la charte et sera en contrepartie exonéré de la taxe sur le foncier non bâti. Seuls les engagements sont soumis à contrôle et leur non respect entraîne une suspension provisoire de l'exonération.

2.2.1 - Engagements et recommandations de portée générale

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_DPG_1 : Autoriser les personnes mandatées par la structure animatrice à réaliser des travaux d'inventaires et d'évaluation de l'état de conservation des habitats naturels et des espèces, sur les parcelles engagées. L'adhérent recevra au moins deux semaines avant l'intervention, une information préalable par la structure animatrice ou des services de l'Etat qui indiquera le nom des personnes et organismes ainsi que les objectifs de leur intervention. Il sera destinataire des résultats des travaux réalisés sur sa propriété. <u>Point de contrôle</u> : Courrier de la structure animatrice ou de l'Etat et constat de l'absence de refus d'accès aux experts.
<input type="checkbox"/> E_DPG_2 : Informer les mandataires ou prestataires des engagements souscrits dans le cadre de la charte afin que ceux-ci s'y conforment. <u>Point de contrôle</u> : Document signé par le mandataire ou prestataire attestant que l'adhérent les a informés des engagements souscrits.
<input type="checkbox"/> E_DPG_3 : Lorsque l'adhérent envisage la réalisation de travaux sur une parcelle ou un changement de destination (culture, élevage, boisement), il lui est demandé de le signaler à la structure animatrice du site afin que celle-ci puisse lui fournir des conseils en fonction des enjeux connus et puisse suivre l'évolution de l'occupation du sol <u>Point de contrôle</u> : Courrier de l'adhérent et réponse de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_DPG_4 : Ne pas introduire de façon volontaire d'espèces végétales et animales exotiques (souvent invasives), et prévenir la structure animatrice en cas d'observation de la présence de telles espèces. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_DPG_5 : Permettre l'accès au personnel chargé des opérations de lutte contre les espèces invasives (piégeage de ragondins, pêche pour destruction d'écrevisses, arrachage de jussie, etc.), dans le cadre d'opération organisées. L'adhérent recevra au moins deux semaines avant l'intervention, une information préalable par la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Courrier de la structure animatrice et constat de l'absence de refus d'accès aux experts.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_1 : Eviter l'apport direct d'amendements organiques et minéraux, et de pesticides (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).
<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_2 : Lors de la coupe de ligneux, les techniques de compostage ou de broyage sont à favoriser par rapport à celle du brûlage.
<input checked="" type="checkbox"/> R_DPG_3 : En cas de doute sur l'impact éventuel des techniques d'exploitation des terrains, le propriétaire ou le gestionnaire peut avertir la structure animatrice qui pourra ainsi lui apporter des conseils.

- ✓ **R_DPG_4** : Eviter l'utilisation des vermifuges, tels que les molécules antiparasitaires de la famille des avermectines, ainsi que les molécules phénothiazine, coumaphos, ruélène, pipérazine, dichlorvos.
Privilégier, pour le bétail, des molécules antiparasitaires ayant moins d'impact sur les invertébrés (coléoptères et diptères coprophages) : benzimidazoles, imidathiazoles, saliucylanilides, isoquinoléine.
En cas d'utilisation de l'ivermectine, le traitement des animaux est à réaliser de préférence un mois avant la mise à l'herbe.

2.2.2 - Engagements et recommandations par grands types de milieux

2.2.2.1 - Milieux forestiers

Engagements :

- | |
|---|
| <p>❑ E_FOR_1 : Dans les zones prioritaires, en cas de défrichement, conserver la formation forestière sur la moitié de la surface d'une parcelle ou d'un groupe de parcelles jointives (même propriétaire ayant signé la charte pour ces parcelles jointives).
<u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.</p> |
| <p>❑ E_FOR_2 : Dans les zones prioritaires, ne pas réaliser de travaux lourds du sol (dessouchage, labour profond, sous-solage) et d'assainissement (création de fossés de collecte ou de drains) sans l'avis technique de la structure animatrice. Cet accord ne préjuge en rien d'une autorisation de la DDAF pour des opérations s'inscrivant dans un régime d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.
<u>Point de contrôle</u> : courrier d'information à la structure animatrice et avis écrit de la structure animatrice. Contrôle sur place.</p> |
| <p>❑ E_FOR_3 : Dans les zones prioritaires, ne pas modifier la composition du boisement par la mise en place de monocultures, hormis chênes, frênes ou aulnes, si la nature des terrains est favorable et après en avoir informé la structure animatrice et reçu son avis. Favoriser les essences locales pour ce genre d'opération.
<u>Point de contrôle</u> : courrier d'information à la structure animatrice et avis écrit de la structure animatrice. Contrôle sur place et certificats de provenances pour chaque lot de semences ou de plants utilisés.</p> |
| <p>❑ E_FOR_4 : Proscrire l'utilisation de produits phytosanitaires ou de pesticides, sauf pour un traitement collectif suite à une infection déclarée par les autorités. Le signaler à la structure animatrice.
Limiter l'utilisation d'engrais, de fumures organiques ou d'amendements aux besoins réels correspondant à la nature des sols.
<u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et justificatif en cas d'utilisation.</p> |
| <p>❑ E_FOR_5 : Ne pas autoriser, ni procéder soi-même à tout dépôt de déchets ou matériaux de quelque nature que ce soit. Cet engagement ne concernera pas les rémanents de coupe, sauf s'ils sont déplacés d'une parcelle à une autre.
<u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place</p> |

Recommandations :

- | |
|--|
| <p>✓ R_FOR_1 : Dans le même esprit que l'engagement E_FOR_1 mais hors des zones prioritaires, éviter les défrichements sur la totalité de la superficie d'une parcelle boisée.</p> |
| <p>✓ R_FOR_2 : Dans le même esprit que l'engagement E_FOR_2 mais hors des zones prioritaires, éviter de réaliser des travaux lourds du sol (dessouchage, labour profond, sous-solage) et de drainage.</p> |
| <p>✓ R_FOR_3 : Lors de travaux éventuels, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.</p> |
| <p>✓ R_FOR_4 : En cas de travaux (tous types), intervenir entre le 1^{er} septembre et fin février.</p> |

2.2.2.2 - Formations herbueses (non exploitées) : pelouses, prés et prairies non humides

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_HRB_1 : Maintenir les éléments fixes (haies, fossés, arbres isolés, petit bâti, ...), sauf en cas de procédure de réorganisation foncière, de danger pour le public ou de nécessité liée à la propagation d'un agent pathogène. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place, document de la structure animatrice donnant son accord pour une intervention.
<input type="checkbox"/> E_HRB_2 : En cas d'entretien, intervenir entre le 1 ^{er} septembre et le 31 octobre, sauf accord de la structure animatrice. Ne pas laisser de déchets liés à ces opérations d'entretien, de quelque nature que ce soit. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place, document de la structure animatrice donnant son accord pour une intervention en dehors de la période fixée.

Recommandations :

✓ R_HRB_1 : En cas d'entretien par pâture, privilégier une charge moyenne de pâture inférieure ou égale à 1 UGB/ha/an.
✓ R_HRB_2 : Sur les parcelles non pâturées, réaliser annuellement une fauche d'entretien ou un gyrobroyage (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).

2.2.2.3 - Eaux dormantes et eaux courantes

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_EDC_1 : Sauf opération indispensable et planifiée par un organisme gestionnaire, ne pas drainer, ni assécher (temporairement ou en permanence), ni modifier artificiellement le régime hydraulique (par recalibrage, comblement, déblaiement, terrassement, piétinement, décapage, modification du lit des cours d'eau, obstruction ou modification de l'écoulement...). <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de la non destruction des habitats et de l'absence de traces visuelles de travaux.
<input type="checkbox"/> E_EDC_2 : Ne pas détruire les ripisylves (ni arrachage, ni destruction chimique ou mécanique), ne pas planter en bordure de cours d'eau des essences exotiques ou non adaptées et donc privilégier les espèces locales. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_EDC_3 : Lorsque l'adhérent envisage de réaliser ou de faire réaliser un curage de fossé, il lui est demandé de le signaler à la structure animatrice du site afin que celle-ci puisse lui fournir des conseils en fonction des enjeux connus. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de l'adhérent.
<input type="checkbox"/> E_EDC_4 : Ne pas stocker les déchets végétaux ou les produits de curage sur les berges. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.

Recommandations :

✓ R_EDC_1 : Être particulièrement attentif à la présence d'espèces exotiques dans tous les milieux aquatiques. Prévenir la structure animatrice en cas d'observation d'une espèce de la liste en annexe 2 ou inhabituelle et inconnue de l'adhérent.
--

2.2.2.4 - Milieux temporairement humides (mégaphorbiaies, marais, prairies humides)

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_MTH_1 : Ne pas modifier la nature des zones humides par drainage, assèchement permanent ou prélèvements d'eau dans les cours d'eau alimentant ces zones humides. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de traces de travaux d'assainissement et de pompages.
<input type="checkbox"/> E_MTH_2 : Dans les zones prioritaires (cf. carte), ne pas réaliser de boisements volontaires, ni de mise en culture, avec ou sans labour, y compris par sur semis et réensemencement. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de nouveaux boisements ou cultures.
<input type="checkbox"/> E_MTH_3 : Ne pas procéder à la destruction chimique du couvert végétal. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de coupes de boisements, de retournements et autres destructions.
<input type="checkbox"/> E_MTH_4 : En cas d'entretien ou de restauration (hors terrains exploités), intervenir au maximum une fois par an, pendant les périodes les moins perturbantes pour la faune et la flore (octobre - novembre ou à défaut septembre - décembre). <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et vérification de la date de réalisation des travaux.
<input type="checkbox"/> E_MTH_5 : En cas d'entretien par pâture, respecter une charge moyenne inférieure ou égale à 1 UGB/ha/an et évacuer le bétail lorsque les terrains sont engorgés ou inondés. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_MTH_6 : Ne pas pratiquer l'écobuage des zones marécageuses pour ne pas faire évoluer les habitats et provoquer leur disparition. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_MTH_1 : Limiter au maximum la pénétration d'engins.
<input checked="" type="checkbox"/> R_MTH_2 : Hors zones prioritaires, dans le même esprit que l'engagement E_MTH_2, éviter les boisements volontaires et les mises en culture, avec ou sans labour, y compris par sur semis et réensemencement.

2.2.2.5 - Gravières

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_GRA_1 : Conserver ou restaurer les éléments fixes du paysage (arbres morts hormis motif de sécurité, îles, boisement sur au moins une des rives, de préférence dos aux vents dominants). <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_GRA_2 : Ne pas effectuer d'entretien mécanique des bordures entre le 1 ^{er} mars et le 31 août. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_GRA_3 : Ne pas utiliser de produits phytosanitaires, ni de fertilisation minérale sur ou à proximité des berges des gravières. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_GRA_4 : En cas de vidange, autoriser la présence des gardes de l'ONEMA pour permettre le suivi et la destruction des espèces invasives éventuellement présentes. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et constat de l'absence de refus d'accès aux gardes de l'ONEMA.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_GRA_1 : Être particulièrement attentif à la présence d'espèces exotiques dans tous les milieux aquatiques. Prévenir la structure animatrice en cas d'observation d'une espèce de la liste en annexe 2 ou inhabituelle et inconnue de l'adhérent.
--

2.2.2.6 - Autres formations arborées (haies, bosquets, arbres isolés, alignements d'arbres, peupleraies)

Engagements :

<p>❑ E_AFA_1 : Dans les zones prioritaires, conserver ces autres formations arborées (travaux éventuels limités au tronçonnage, taille, élagage, émondage, <u>sans dessouchage</u>).</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et sur photo aérienne.</p>
<p>❑ E_AFA_2 : Dans les zones prioritaires, ne pas utiliser de produits chimiques, hormis pour lutter contre une infection déclarée par les autorités.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et copie du document officiel justifiant le traitement.</p>
<p>❑ E_AFA_3 : Dans les zones prioritaires, maintenir des arbres feuillus à cavités, morts ou déperissants, sauf s'ils présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cet engagement ne concerne pas les éventuelles formations d'arbres de production (valorisation économique).</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de souche ou de dessouchage.</p>
<p>❑ E_AFA_4 : Dans les zones prioritaires, ne pas implanter de nouvelles peupleraies.</p> <p><u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place de l'absence de plantations nouvelles.</p>
<p>❑ E_AFA_5 : Sur le reste du site, pour les projets de plantation de peupliers, prévenir la structure animatrice et respecter les démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contacter un technicien du GIPA ou du CRPF pour définir les caractéristiques de la plantation et de son mode d'exploitation, - sélectionner en priorité les terrains et les cultivars permettant d'éviter les apports en N, P, K, même les premières années, - préserver une distance minimale de 2 m par rapport à un fossé et de 5 m par rapport à un cours d'eau, - pas de désherbage chimique. Nettoyage mécanique des terrains pendant les 3 premières années (si nécessaire), puis un gyrobrage tous les 2 ans au maximum, - pas de pénétration d'engins lourds sur sols mouillés, - si nécessaire, un discage annuel sera réalisé pendant les 2 ou 3 premières années, - traitements fongicides et insecticides s'ils sont nécessaires, à utiliser rapidement en début d'attaque (pas avant l'attaque). <p><u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par le GIPA ou le CRPF, contrôles sur place.</p>
<p>❑ E_AFA_6 : Sur l'ensemble du site, pour les peupleraies existantes de plus de 3 ans, respecter les démarches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si ce n'est déjà fait, contacter un technicien du GIPA ou du CRPF, - ne pas déposer les rémanents de coupes dans les cours d'eau et fossés ou sur leurs berges, - pas d'apports en N, P, K pour les plantations de plus de 3 ans, - pas de désherbage chimique, - pas de pénétration d'engins lourds sur sols mouillés, - pas de discage et un gyrobroyage bisannuel au maximum, entre septembre et décembre, - traitements fongicides et insecticides s'ils sont nécessaires, à utiliser rapidement en début d'attaque (pas avant l'attaque). <p><u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par le GIPA ou le CRPF, contrôles sur place.</p>

Recommandations :

<p>✓ R_AFA_1 : Eviter l'élargissement des haies en nettoyant la lisière tous les ans ou tous les 2 ans (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).</p>
<p>✓ R_AFA_2 : Préserver les arbres têtards encore présents sur ou autour des parcelles (<i>dans certains cas, cette recommandation peut devenir une mesure finançable dans le cadre d'un contrat Natura 2000</i>).</p>
<p>✓ R_AFA_3 : Hors zones prioritaires, préserver dans la mesure du possible les formations arborées (dans le même esprit que les engagements E_AFA_1, E_AFA_2 et E_AFA_3).</p>

2.2..3 - Engagements et recommandations pour les activités de loisirs

Engagements :

<input type="checkbox"/> E_LOI_1 : Signaler au porteur de projet la présence d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire, dès lors qu'un aménagement destiné à la pratique des loisirs ouverts au public est prévu. <u>Point de contrôle</u> : Courrier préalable à la structure animatrice et réponse de cette dernière.
<input type="checkbox"/> E_LOI_2 : N'organiser des manifestations sportives ou de loisirs en site Natura 2000 qu'avec l'accord de la structure animatrice. Ceci ne concerne que des opérations exceptionnelles telles que des concours de pêche, des courses à pieds, des battues aux « nuisibles », etc. Les activités courantes de chasse, de pêche, de randonnée, etc. ne sont pas impliquées. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_LOI_3 : Ne créer de nouveaux chemins d'accès aux sites sensibles identifiés dans le Docob (zones prioritaires), qu'en concertation et avec l'accord de la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place et courrier de la structure animatrice.
<input type="checkbox"/> E_LOI_4 : Ne pas autoriser ou pratiquer d'activités motorisées de loisirs hors des pistes aménagées et ouvertes à la circulation publique. <u>Point de contrôle</u> : Contrôle sur place.
<input type="checkbox"/> E_LOI_5 : Ne pas effectuer d'introductions de gibier, sauf en accord avec la fédération départementale des chasseurs et l'ONCFS et après avoir averti la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par l'ONCFS et la fédération.
<input type="checkbox"/> E_LOI_6 : Ne pas réaliser d'alevinage ou d'empoisonnement sans l'accord de l'AAPPMA et de l'ONEMA. Avertir la structure animatrice. <u>Point de contrôle</u> : Courrier à la structure animatrice, visé par l'AAPPMA et l'ONEMA.

Recommandations :

<input checked="" type="checkbox"/> R_LOI_1 : Dans le même esprit que E_LOI_3, limiter la création de nouveaux chemins, dans le cadre d'un schéma de circulation utile et cohérent, y compris hors des zones prioritaires. Prévenir la structure animatrice des projets de cheminements à créer.
--

2.3. Les mesures contractuelles

Certaines des mesures proposées dans ce DOCOB vont se recouper avec d'autres politiques territoriales, notamment avec la gestion des cours d'eau (berges et lits mineurs), voire des fossés.

Toutefois, les opérations identifiées dans le DOCOB ne concernent que le secteur du bocage, pas la totalité du réseau hydrographique et encore moins les bassins versants. Il faut donc voir ces mesures comme une possibilité de compléter les programmes d'actions déjà élaborés ou en projet, que ce soit en termes de types d'intervention ou de localisation des interventions. Les programmes doivent donc se compléter et se renforcer l'un l'autre, celui du DOCOB visant prioritairement à préserver les habitats et les espèces de la directive « Habitats ».

Priorité	Action	Mesure	Objectif opérationnel	Enjeu de conservation
1	EAU1	CN	D N	2 3 3
	EAU2	CN	J	2 3
	FO	MAE	D N	1 3
	GHR2	CN	L	2 3
	GHR3	CN	L	2 3
	GMH2.1	CN	J	2
	GMH2.2	CN	J	2
	GZH2	CN	K	2
	HE1	MAE	A C	1 1
	HE2	MAE	A C	1 1
2	EAU3	CN	K K	2 3
	GC1	MAE	C C	1 3
	GC2	MAE	C C	1 3
	GMH1	CN	J	2
	GZH1	CN	K	2
	GZH3	CN	K	2
	HA1	MAE	A B	1 1
	HA2	MAE	B	1
3	GHR1	CN	L	2
	GHR4	CN	L	2
	GMH3	CN	J	2
	INFO1	CN	G	2
	LEI1	CN	D	2

2.3.1 Cahiers des charges des mesures agro-environnementales

Liste des actions : codes et intitulés

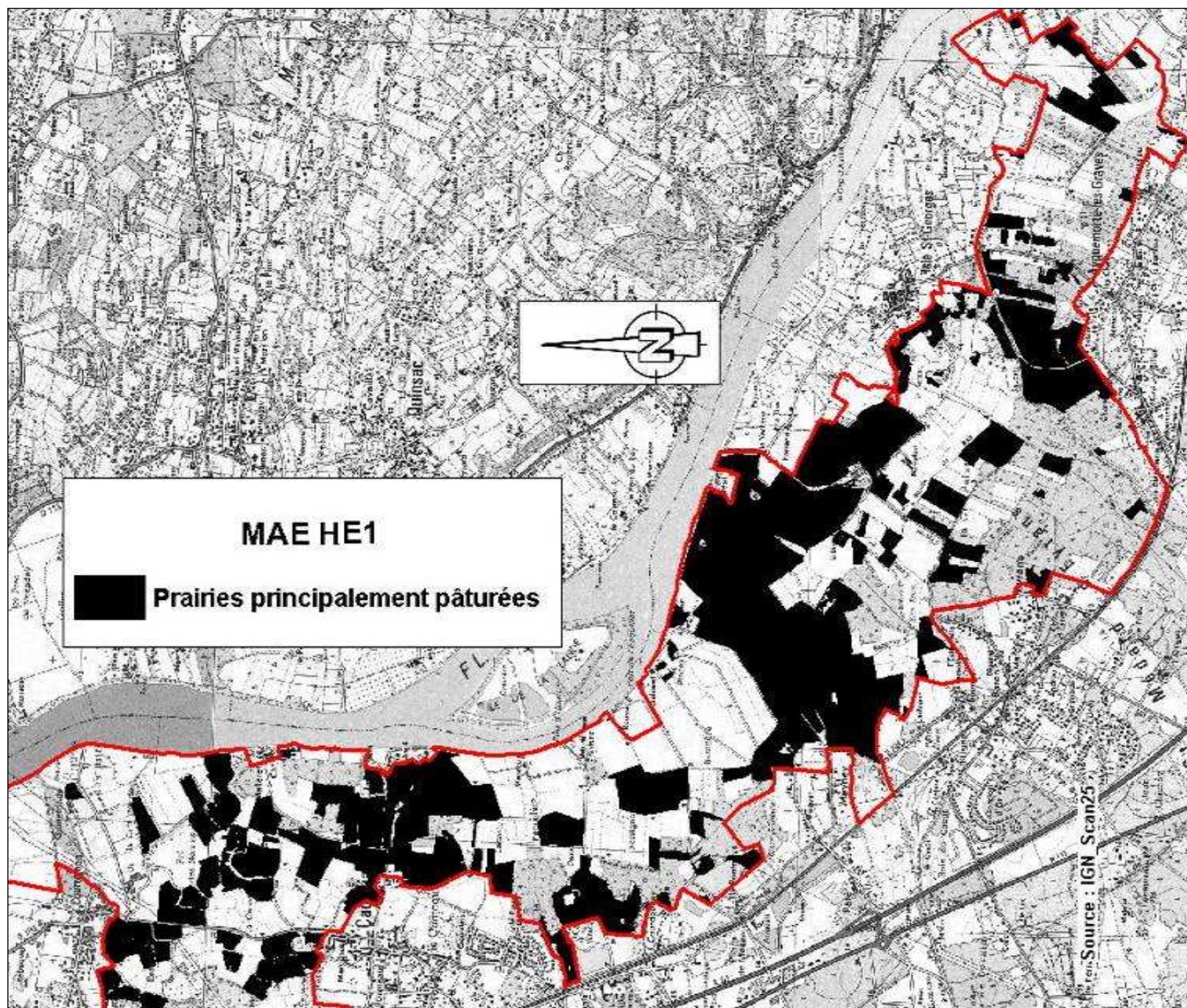
HE1	• Entretien des prairies pâturées
HE2	• Entretien des prairies de fauche
HA1	• Entretien de haies
HA2	• Entretien des alignements d'arbres
GC1	• Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau de fossés
GC2	• Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau hydraulique principal
FO	• Entretien des fossés et rigoles

Code Action : AQ_BOC_HE1 Engagements unitaires : MILIEU01, HERBE05, HERBE01 et SOCLEH01 Libellé action : Entretien des prairies pâturées (habitats d'espèces).		Montant forfaitaire : 175,445 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 1
Objectifs	Prioritaire : préserver les biotopes de reproduction du cuivré des marais. Secondaire : préserver les biotopes d'alimentation des odonates		
Périmètre d'application	485 ha de prairies pâturées sur les 700 ha de prairies. Objectif de réalisation sur 5 ans : 121,25 ha.		
Codes habitats / espèces	1060-Cuivré des marais , (azuré de la sanguisorbe), 1044-agrion de Mercure, 1041-cordulie à corps fin.		
Conditions d'éligibilité	Prairies permanentes uniquement ou essentiellement pâturées ; Demandeur à titre individuel uniquement.		
Engagements	<p>Éléments techniques</p> <p>➔ HERBE_01 : Enregistrement des interventions mécaniques et des pratiques de pâture. (montant = 17 €/ha/an)</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> identification de l'élément engagé (parcelle ou groupe de parcelles menées selon la même pratique). <input checked="" type="checkbox"/> pâturage : dates d'entrées et de sorties par parcelle, nombre d'animaux (par classe d'âge) et d'UGB correspondantes, date et type de traitement antiparasitaire du bétail (et localisation). <input checked="" type="checkbox"/> broyage : date(s), matériel utilisé, localisation (lisières, toute la parcelle, etc.). <input checked="" type="checkbox"/> fauche : date(s), matériel utilisé (fauche, récolte, conditionnement), modalités (centrifuge, en bande, etc.). <p>➔ HERBE_05 : pas de pâturage de janvier à mi-juin inclus (le montant de l'aide sera calculé selon le retard par rapport à l'usage habituel) sur 50% de la surface engagée (montant = 2,35 x 40 jours retard x % surface engagée = 47 €/ha/an). Les parcelles concernées par le retard pourront être modifiées une fois au cours des 5 ans de contrat (déplacement sans réduction de la surface concernée).</p> <p>➔ MILIEU_01 : mise en défens jusqu'au mois de septembre de milieux remarquables (5 % de la surface engagée). Montant = 30,32 + 102,5 x % surface engagée = 35,445 €/ha/an</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> définition des zones d'intervention, en collaboration avec l'animateur ou un organisme agréé. Les secteurs à préserver en priorité sont les secteurs humides (proches des fossés ?) et/ou à forte présence de rumex, ou bien ceux où des cuivrés des marais ont été observés. Afin d'éviter la progression des ronces et autres ligneux, les zones mises en défens seront déplacées chaque année sur les terrain humides et tous les 2 ans sur les terrains plus sains. <input checked="" type="checkbox"/> pose des clôtures avant la mise en pâture. Après la dépose des clôtures et si nécessaire, la zone sera gyrobroyée au plus tôt fin août et au plus tard au mois de novembre, l'idéal étant fin septembre ou octobre. <p>➔ SOCLEH_01 (montant = 76 €/ha/an)</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> pas de destruction ou renouvellement des prairies permanentes. S'il est indispensable, un seul retournement pourra être réalisé au cours des 5 ans d'engagement. <input checked="" type="checkbox"/> conformément aux pratiques courantes sur le site, pas de fertilisation des prairies hors apports naturels par pâturage. <input checked="" type="checkbox"/> absence de désherbage chimique sur les parcelles engagées. <input checked="" type="checkbox"/> maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage, mais pas de brûlage dirigé sur les parcelles engagées. 		<p>Obligation</p> <p>Secondaire</p> <p>Principale</p> <p>Principale</p> <p>Principale</p> <p>Principale Principale Principale Secondaire</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<p>Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3.</p> <p>Cahier d'enregistrement des pratiques.</p> <p>Attestation par le COPIL (ou organisme le représentant) sur 3 points : présence certaine, absence certaine ou manque d'information, en ce qui concerne les rumex, le cuivré des marais, l'agrion de mercure et la cordulie à corps fin.</p>		
Suivi de l'action	<p><u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites</p> <p>➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale des prairies sur le site.</p> <p><u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : Vérification à mi-parcours et en fin de contrat des éléments enregistrés (maintien, apparition ou disparition des espèces concernées).</p>		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
SOCLEH01	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...). Le cas échéant, un seul renouvellement par travail superficiel du sol	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Pour chaque parcelle engagée, absence de fertilisation	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées ».	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
HERBE_01				
Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Enregistrement des pratiques de pâturage, sur chacune des parcelles engagées	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
HERBE_05				
Absence de pâturage pendant la période de janvier à mi-juin inclus sur au minimum 20 % de la surface engagée	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale, Totale
Respect de la période d'interdiction de pâturage de janvier à mi-juin inclus	Visuel et vérification du cahier de pâturage et de fauche	Cahier de pâturage et de fauche	Réversible	Principale, Seuils
MILIEU01				
Faire établir chaque année, avec une structure agréée, un plan de localisation des zones à mettre en défens au sein des surfaces engagées dans la mesure, au plus tard le 15 juin	Vérification du plan de localisation annuel	Document de localisation annuel établi avec la structure agréée	Réversible	Principale, Totale
Respect de la surface à mettre en défens pendant la période de janvier à septembre, selon la localisation définie avec la structure compétente	Visuel + mesurage	Document de localisation annuel	Réversible	Principale, Totale

Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- Pâturage : respecter une charge moyenne inférieure à 1 UGB/ha/an (Bovins : un bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB ; un bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB ; Ovins : une brebis-mère ou antenaise âgée au moins d'un an = 0,15 UGB).
- Eviter l'utilisation des vermifuges, tels que les molécules antiparasitaires de la famille des avermectines, ainsi que les molécules phénothiazine, coumaphos, ruélène, pipérazine, dichlorvos. Privilégier, pour le bétail, des molécules antiparasitaires ayant moins d'impact sur les invertébrés (coléoptères et diptères coprophages) : benzimidazoles, imidathiazoles, saliucylanilides, isoquinoléine. En cas d'utilisation de l'ivermectine, le traitement des animaux est à réaliser de préférence un mois avant la mise à l'herbe.
- Si une fauche est pratiquée occasionnellement sur une parcelle engagée dans la mesure, éviter la période entre avril et mi-juin inclus.
- Si la prairie est bordée d'éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour l'une des mesures linéaires **AQ_BOC_HA1** ou **AQ_BOC_HA2**.
- Si la prairie est bordée de fossés et qu'il existe des problèmes d'écoulement, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure linéaire **AQ_BOC_FO**, en concertation avec l'animateur du site pour définir un plan de gestion cohérent.

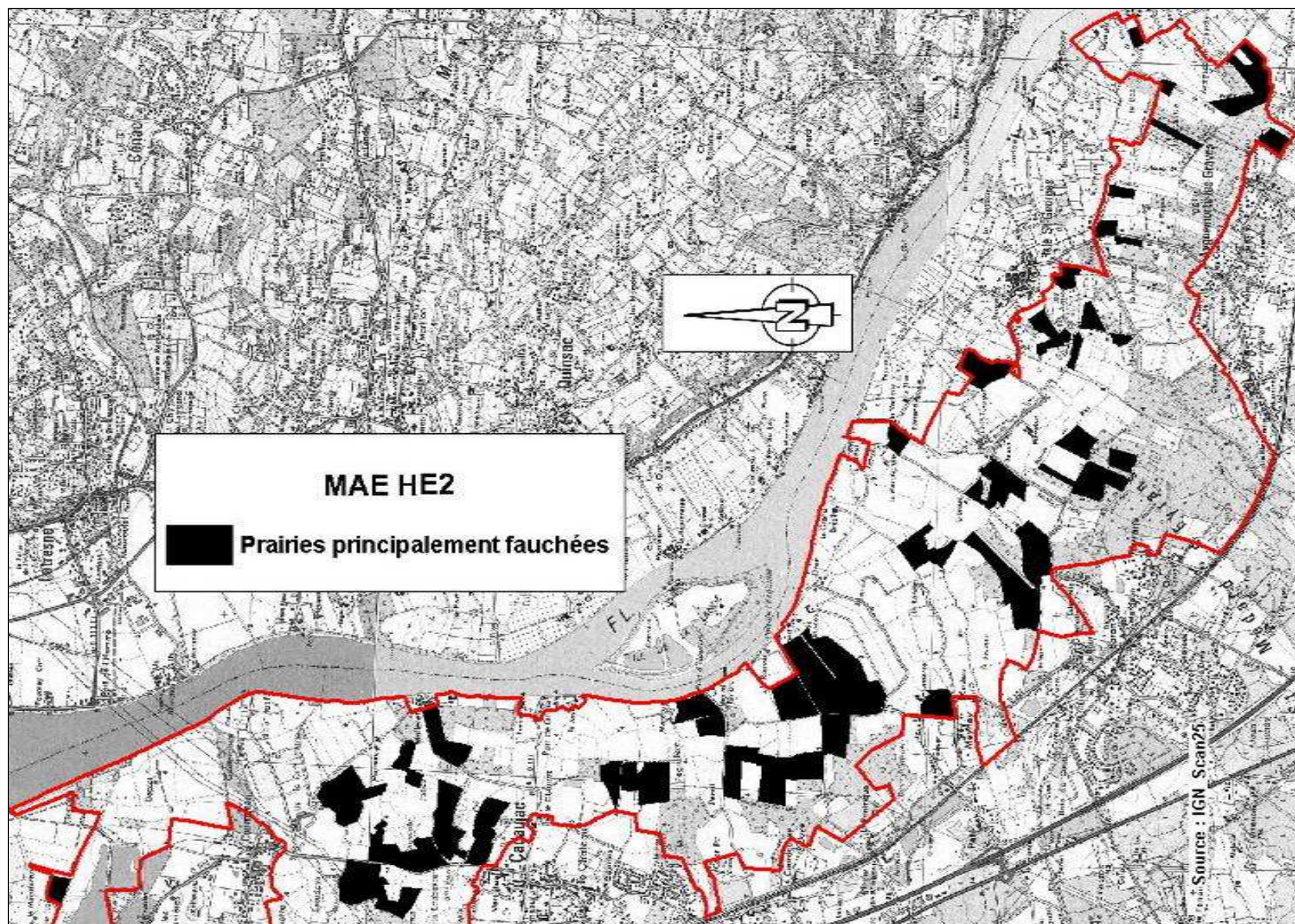


Code Action : AQ_BOC_HE2 Engagements unitaires : HERBE06, HERBE01 et SOCLEH01 Libellé action : Entretien ou restauration des prairies de fauche (habitat et biodiversité).		Montant forfaitaire : 160,2 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 1
Objectifs	Prioritaire : favoriser le maintien ou le développement des espèces caractéristiques des prairies humides à mésophiles, tout particulièrement les espèces rares et protégées telles que la fritillaire, l'orchis à fleurs lâches et l'oënanthe à feuilles de silaüs. Secondaire : préserver les biotopes de reproduction du cuivré des marais et les biotopes d'alimentation des odonates		
Périmètre d'application	Tout le site (700 ha de prairies).		
Codes habitats / espèces	« Prairies maigres de fauche » (6510) 1060-Cuivré des marais, 1044-agrion de Mercure, 1041-cordulie à corps fin.		
Conditions d'éligibilité	Prairies permanentes uniquement fauchées ; Demandeur à titre individuel uniquement.		
Engagements	Éléments techniques ➔ HERBE_01 : Enregistrement des interventions mécaniques. (montant = 17 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> identification de l'élément engagé (parcelle ou groupe de parcelles menées selon la même pratique). <input checked="" type="checkbox"/> fauche : date(s), matériel utilisé (fauche, récolte, conditionnement), modalités (centrifuge, en bande, etc.). <input checked="" type="checkbox"/> broyage : date(s), matériel utilisé, localisation (lisières, toute la parcelle, etc.). ➔ HERBE_06 : retard de fauche de 30 jours (fin juillet – début août) sur 50% de la surface engagée. (montant = 4,48 x 30 jours retard x % surface engagée = 67,20 €/ha/an). Les parcelles concernées par le retard pourront être modifiées une fois au cours des 5 ans de contrat (déplacement sans réduction de la surface concernée). ➔ SOCLEH_01 (montant = 76 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> pas de destruction ou renouvellement des prairies permanentes. S'il est indispensable, un seul retournement pourra être réalisé au cours des 5 ans d'engagement. <input checked="" type="checkbox"/> conformément aux pratiques courantes sur le site, pas de fertilisation des prairies. <input checked="" type="checkbox"/> absence de désherbage chimique sur les parcelles engagées. <input checked="" type="checkbox"/> maîtrise des ligneux par gyrobroyage, mais pas de brûlage dirigé sur les parcelles engagées.		Obligation Secondaire Principale Principale Principale Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3 (parcelles et portions de parcelles concernées). Cahier d'enregistrement des pratiques. Attestation par le COPIL (ou organisme le représentant) sur 3 points : présence certaine, absence certaine, manque d'information, en ce qui concerne la fritillaire, l'orchis à fleurs lâches et l'oënanthe à feuilles de silaüs (cartographie si disponible dans le DOCOB).		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale des prairies sur le site. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : ➔ Vérification à mi-parcours et en fin de contrat des éléments enregistrés (maintien, apparition ou disparition des espèces concernées, voire progression si l'état initial permet un comparatif). ➔ En fin de contrat, analyse phytosociologique de l'habitat pour vérifier ses caractéristiques par rapport à l'habitat tel que décrit dans les cahiers d'habitats.		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide		Contrôles sur place		Sanctions	
SOCLEH01		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Absence de destruction des prairies permanentes engagées, notamment par le labour ou à l'occasion de travaux lourds (pose de drain, nivellement...). Le cas échéant, un seul renouvellement par travail superficiel du sol		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Pour chaque parcelle engagée, absence de fertilisation		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Sur les parcelles engagées, absence de désherbage chimique, à l'exception des traitements localisés visant : à lutter contre les adventices et plantes envahissantes conformément à l'arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et à l'arrêté DGAL « zones non traitées ».		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Maîtrise des refus et des ligneux par gyrobroyage		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
Absence d'écobuage ou de brûlage dirigé		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale
HERBE_01					
Enregistrement des interventions mécaniques (fauche, broyage) sur chacune des parcelles engagées		Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Enregistrement des pratiques de fauche, sur chacune des parcelles engagées		Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
HERBE_06					
Absence de fauche (et de pâturage) pendant la période de janvier à juillet inclus sur 50 % de la surface engagée		Visuel et vérification du cahier de fauche	Cahier de fauche	Réversible	Principale, Totale
Respect de la période d'interdiction de fauche de janvier à juillet inclus		Visuel et vérification du cahier de fauche	Cahier de fauche	Réversible	Principale, Seuls

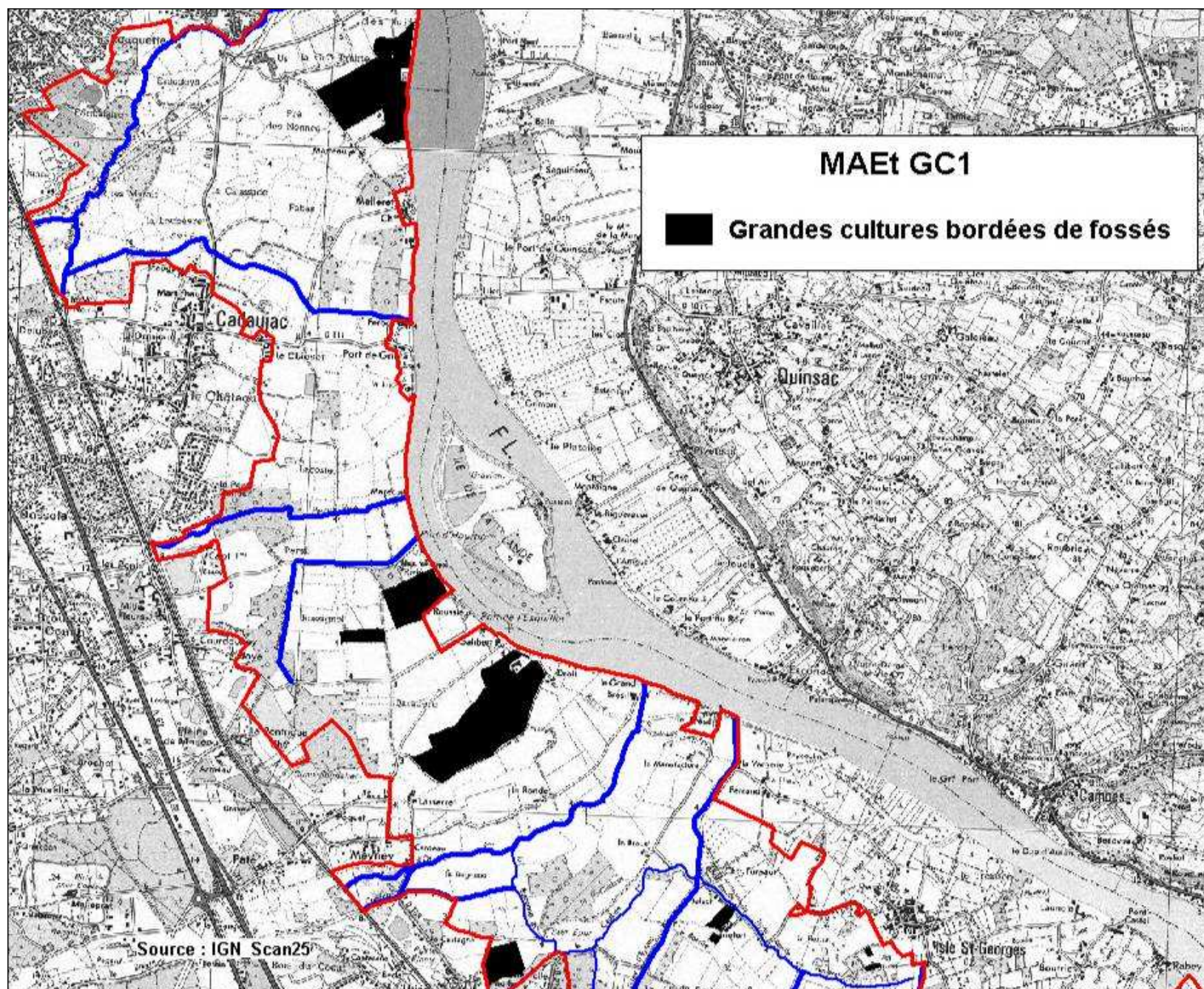
Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- Si la bonne gestion de l'exploitation nécessite l'introduction exceptionnelle de bétail, respecter une charge moyenne inférieure à 1 UGB/ha/an (Bovins : un bovin de 6 mois à 2 ans = 0,6 UGB ; un bovin de plus de 2 ans ou vache ayant vêlé = 1 UGB ; Ovins : une brebis-mère ou antenaise âgée au moins d'un an = 0,15 UGB) et éviter la mise en place du bétail avant la mi-juin.
- Si la prairie est bordée d'éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour l'une des mesures linéaires **AQ_BOC_HA1** ou **AQ_BOC_HA2**.
- Si la prairie est bordée de fossés et qu'il existe des problèmes d'écoulement, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure linéaire **AQ_BOC_FO**, en concertation avec l'animateur du site pour définir un plan de gestion cohérent.



Code Action : AQ_BOC_GC1 Engagements unitaires : FERTI01, PHYTO01, PHYTO04 et PHYTO06 + CI1 ou CI2 Libellé action : Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau de fossés.		Montant forfaitaire : 355,075 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 2
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l'eau sur le bocage et favoriser la présence d'espèces animales amphibiennes et aquatiques. Secondaire : favoriser l'hivernage de l'avifaune (ressource alimentaire de qualité et refuge).		
Périmètre d'application	Toutes les parcelles actuellement cultivées en céréales.		
Codes habitats / espèces	1044-Coenagrion mercuriale, 1041-Oxygastra curtisii , (1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola), poissons + avifaune en hivernage.		
Conditions d'éligibilité	Grandes cultures en bordure de réseau hydraulique tertiaire (fossés). Le maïs, le tournesol ainsi que les prairies temporaires intégrées dans la rotation sont éligibles mais leur proportion dans la surface engagée est limitée à 60 % de la surface totale engagée dans cette mesure car elles ne sont pas concernées par l'objectif de réduction du recours aux produits phytosanitaires autres qu'herbicides. En revanche, le gel sans production (hors gel industriel) n'est pas éligible. Les surfaces engagées dans cette mesure ne pourront donc pas être déclarées en gel (hors gel industriel) pendant toute la durée de votre engagement.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques		Obligation
	➔ CI1 ou CI2 : Formation (montant plafonné à 20 % du montant total de la mesure = 71,015). <input checked="" type="checkbox"/> suivi d'une formation agréée d'au moins 3 jours, au total, dans les 2 ans suivant la signature de l'engagement ou dans un délai défini au niveau régional avant la demande d'engagement.		Secondaire
	➔ FERTI_01 : limitation de la fertilisation azotée totale et minérale. Montant = (2,34 x 70 unités d'azote économisées) - 26,74 € /ha /an <input checked="" type="checkbox"/> analyse annuelle de la valeur fertilisante de chaque type d'effluent épandu. <input checked="" type="checkbox"/> limitation des apports azotés totaux à 140 UN/ha/an en moyenne sur l' ensemble des parcelles engagées , dont 40 UN/ha/an d'azote minéral. <input checked="" type="checkbox"/> limitation des apports azotés totaux à 210 UN/ha/an en moyenne sur l' ensemble des parcelles non engagées .		Principale Principale Secondaire
	➔ PHYTO_01. Montant = 11 €/ha/an . <input checked="" type="checkbox"/> réalisation de 5 bilans annuels de la stratégie de protection des cultures, avec l'appui d'un technicien agréé . <input checked="" type="checkbox"/> réalisation des bilans en fin de campagne culturale et dans tous les cas au plus tard le 30 septembre de chaque année		Secondaire Principale
	➔ PHYTO_04 : réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements herbicides (montant = 77 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> respect de l'IFT « herbicides » maximal fixé pour l'année pour l'ensemble des parcelles engagées (au minimum 50% de la superficie de l'exploitation sur le site). <input checked="" type="checkbox"/> respect de l'IFT « herbicides » de référence du territoire pour les parcelles non engagées dans PHYTO04.		Principale Secondaire
	➔ PHYTO_06 : réduction progressive du nombre de doses homologuées de traitements phytosanitaires hors herbicides sur grandes cultures avec une part importante de maïs (montant = 59 €/ha/an) <input checked="" type="checkbox"/> respect d'un pourcentage maximal de 60 % de maïs sur les parcelles engagées. <input checked="" type="checkbox"/> respect de l'IFT « hors herbicides » maximal fixé pour l'année pour l'ensemble des parcelles engagées (au minimum 50% de la superficie de l'exploitation sur le site). <input checked="" type="checkbox"/> respect de l'IFT « hors herbicides » de référence du territoire pour les parcelles non engagées dans PHYTO06.		Principale Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation de l'ensemble de l'exploitation et des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3 (parcelles et portions de parcelles engagées) + documents demandés lors des contrôles (cf. tableau suivant).		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale des grandes cultures. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : ➔ suivi des concentrations en azote et de certains produits phytosanitaires dans l'émissaire le plus à l'aval des exploitations engagées.		

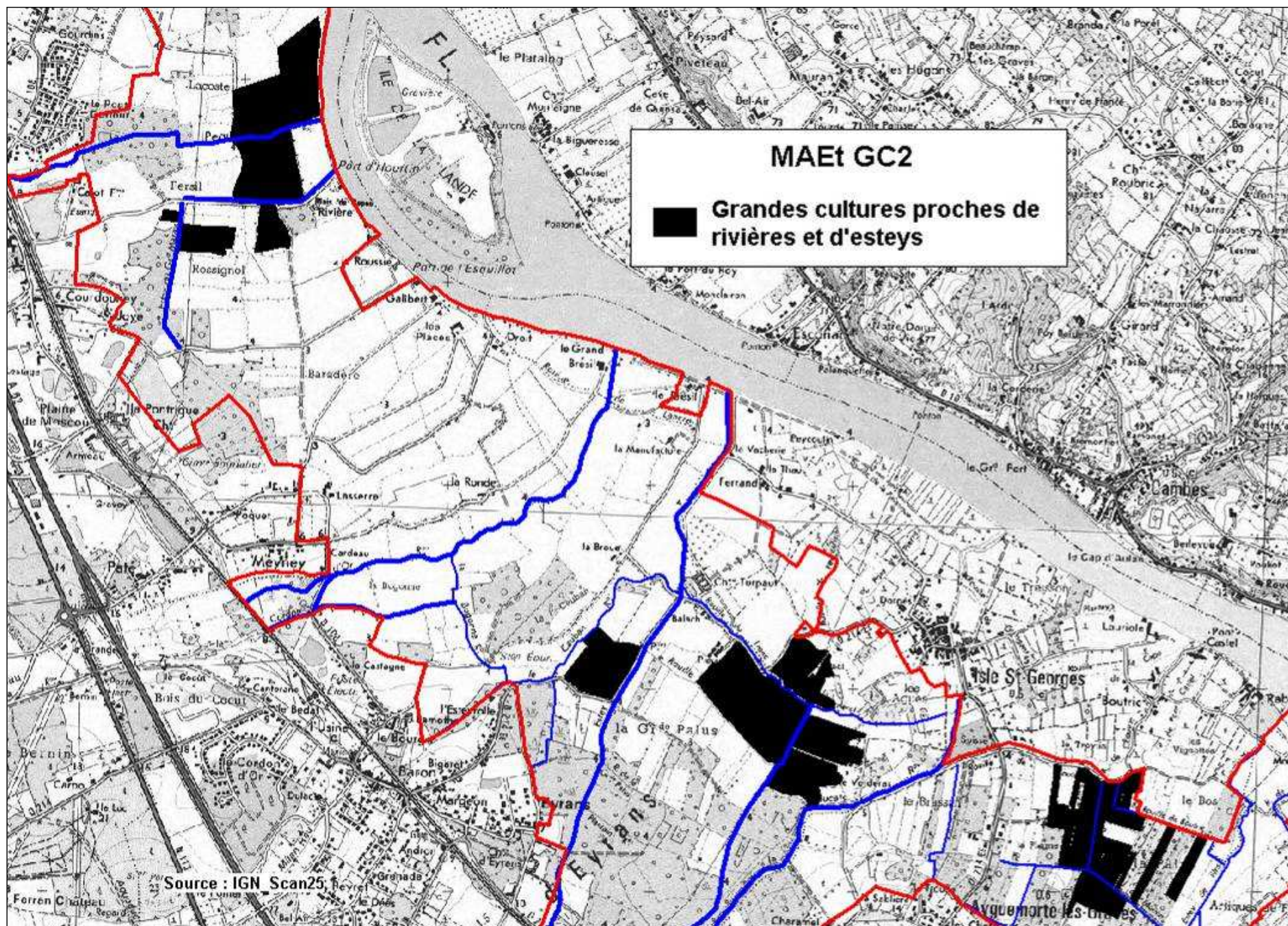
Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l’aide		Contrôles sur place		Sanctions	
CII ou CI2		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Suivi d’une formation agréée dans les 2 années suivant l’engagement		Vérification de l’existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitive	Principale, Totale
FERTI_01					
Analyse annuelle de la valeur fertilisante de chaque type d'effluent épandu.		Documentaire	Résultats des analyses	Réversible	Principale, Seuils : en fonction du nombre d'analyses non réalisées par rapport au nombre d'analyses à faire
En moyenne sur l’ensemble des parcelles engagées, respect de la limitation des apports de fertilisants azotés totaux organiques et minéral, définie sur le territoire et du sous-plafond minéral défini sur le territoire.		Analyse du cahier de fertilisation	Cahier de fertilisation	Réversible	Principale Seuils : en fonction du nombre d'unités d'azotes apportées en plus / nombre d'unités autorisées. Rapporté à la surface totale de l'exploitation engagée dans la mesure
Limitation des apports fertilisants azotés totaux (organique et minéral) selon la valeur de référence fixée sur le territoire		Analyse du cahier de fertilisation	Cahier de fertilisation	Réversible	Secondaire Seuils : en fonction du nombre d'unités d'azotes apportées en plus / nombre d'unités autorisées.
PHYTO_01					
Réalisation 5 bilans annuels accompagnés avec l’appui d’un technicien dont la structure et la méthode ont été agréées, au cours des 5 ans		Vérification des bilans annuels accompagnés et des factures éventuelles	Bilan annuel + factures éventuelles	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Principale, Totale
PHYTO_04					
Respect de l’IFT « herbicides » maximal fixé pour l’année, sur l’ensemble des parcelles de l’exploitation en grandes cultures		Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Feuille de calcul de l’IFT « herbicides » + Factures d’achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale, Seuils : en fonction du niveau de dépassement. Rapporté à la surface totale de l’exploitation engagée dans la mesure
Respect de l’IFT « herbicides » de référence du territoire, à partir de l’année 2, sur l'ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans la mesure.					Secondaire, Seuils : idem
PHYTO_06					
Respect d’une proportion maximale annuelle de surfaces en maïs dans la surface totale engagée inférieure à 60 %		Visuel + mesurage	Néant	Réversible	Principale, Totale
Respect de l’IFT « hors herbicides » maximal fixé pour l’année, sur l’ensemble des parcelles de l’exploitation en grandes cultures engagées dans la mesure		Vérification du cahier d’enregistrement des pratiques phytosanitaires + Contrôle de cohérence, sur un produit pris au hasard, entre les factures, le stock et les apports enregistrés pour ce produit	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires + Feuille de calcul de l’IFT « hors herbicides » + Factures d’achat de produits phytosanitaires	Réversible	Principale, Seuils : en fonction du niveau de dépassement. Rapporté à la surface totale de l’exploitation engagée dans la mesure
Respect de l’IFT « hors herbicides » de référence du territoire, à partir de l’année 2, sur l’ensemble des parcelles en grandes cultures non engagées dans la mesure					Secondaire, Seuils : idem



Code Action : AQ_BOC_GC2 Engagements unitaires : FERTI01, et PHYTO03 + CI1 ou CI2 Libellé action : Maîtrise des apports en produits polluants dans le réseau hydraulique principal.		Montant forfaitaire : 467,06 €/ha/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 2
Objectifs	Prioritaire : maîtriser la qualité de l'eau sur le bocage, préserver l'équilibre des herbiers aquatiques et favoriser la présence d'espèces animales amphibiennes et aquatiques. Secondaire : favoriser l'hivernage de l'avifaune (ressource alimentaire de qualité et refuge).		
Périmètre d'application	Toutes les parcelles actuellement cultivées en céréales.		
Codes habitats / espèces	3260 - Rivières de l'étage planitiaire avec végétation du <i>Ranunculion fluitantis</i> et du <i>Callitricho-Batrachion</i> 1044-Coenagrion mercuriale, 1041-Oxygastra curtisii , (1220- <i>Emys orbicularis</i> , 1356- <i>Mustela lutreola</i>), poissons + avifaune en hivernage.		
Conditions d'éligibilité	Grandes cultures en bordure de réseau hydraulique primaire et secondaire (cours d'eau et esteyes).		
Engagements	Éléments techniques ➔ CI1 ou CI2 : Formation (montant = 90 €/an, plafonné à 20 % du montant total de la mesure). <input checked="" type="checkbox"/> suivi d'une formation agréée d'au moins 3 jours, au total, dans les 2 ans suivant la signature de l'engagement ou dans un délai défini au niveau régional avant la demande d'engagement. ➔ FERTI_01 : limitation de la fertilisation azotée totale et minérale. Montant = (2,34 x 70 unités d'azote économisées) - 26,74 € /ha /an <input checked="" type="checkbox"/> analyse annuelle de la valeur fertilisante de chaque type d'effluent épandu. <input checked="" type="checkbox"/> limitation des apports azotés totaux à 140 UN/ha/an en moyenne sur l' ensemble des parcelles engagées , dont 40 UN/ha/an d'azote minéral. <input checked="" type="checkbox"/> limitation des apports azotés totaux à 210 UN/ha/an en moyenne sur l' ensemble des parcelles non engagées . ➔ PHYTO_03 : absence de tout traitement phytosanitaire de synthèse (sauf traitement localisé lié à un éventuel arrêté préfectoral). Montant = 240 €/ha/an <input checked="" type="checkbox"/> respect du cahier des charges et du pourcentage minimal de superficie (au minimum 70% de la superficie de l'exploitation sur le site). <input checked="" type="checkbox"/> enregistrement des pratiques alternatives.		Obligation Secondaire Principale Principale Secondaire Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation de l'ensemble de l'exploitation et des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3 (parcelles et portions de parcelles concernées) + documents demandés lors des contrôles (cf. tableau suivant).		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Superficie concernée par rapport à la superficie totale des grandes cultures jouxtant des rivières ou des esteyes. <u>Parcelle(s) engagée(s)</u> : ➔ suivi des concentrations en azote et de certains produits phytosanitaires dans les cours d'eau à l'aval des exploitations engagées.		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide		Contrôles sur place		Sanctions	
CI1 ou CI2		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Suivi d'une formation agréée dans les 2 années suivant l'engagement		Vérification de l'existence de justificatifs de suivi d'une formation agréée	Justificatifs de suivi de formation	Définitive	Principale, Totale

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide		Contrôles sur place		Sanctions	
FERTI_01		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Analyse annuelle de la valeur fertilisante de chaque type d'effluent épandu.		Documentaire	Résultats des analyses	Réversible	Principale, Seuils : en fonction du nombre d'analyses non réalisées par rapport au nombre total d'analyses à faire
En moyenne sur l'ensemble des parcelles engagées, respect de la limitation des apports de fertilisants azotés totaux organiques et minéral, définie sur le territoire et du sous-plafond minéral défini sur le territoire.		Analyse du cahier de fertilisation	Cahier de fertilisation	Réversible	Principale Seuils : en fonction du nombre d'unités d'azotes apportées en plus / nombre d'unités autorisées. Rapporté à la surface totale de l'exploitation engagée dans la mesure
Limitation des apports fertilisants azotés totaux (organique et minéral) selon la valeur de référence fixée sur le territoire		Analyse du cahier de fertilisation	Cahier de fertilisation	Réversible	Secondaire Seuils : en fonction du nombre d'unités d'azotes apportées en plus / nombre d'unités autorisées.
PHYTO_03					
Absence d'utilisation de traitements phytosanitaires de synthèse à partir du 15 mai de l'année du dépôt de la demande (sauf traitement localisé, conforme à l'éventuel arrêté préfectoral de lutte contre les plantes envahissantes et traitements pour la lutte obligatoire définis par arrêté pris au titre de l'article L.251-8 du code rural)		Visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Enregistrement des pratiques alternatives		Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires	Cahier d'enregistrement des pratiques phytosanitaires et des pratiques alternatives	Réversible	Secondaire, Totale

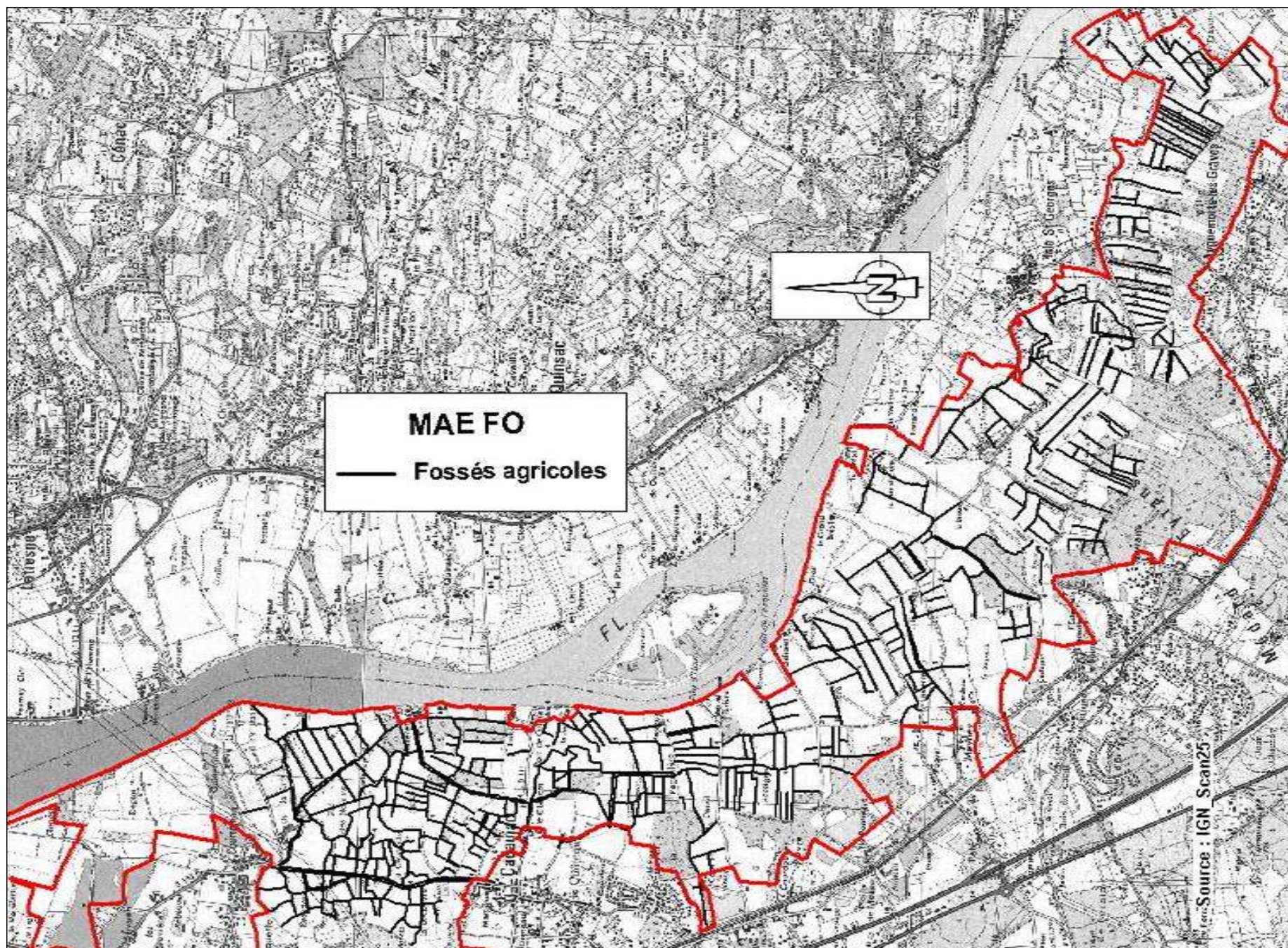


Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Cahier d'enregistrement des interventions ou factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photo de l'ouvrage en période de hautes eaux (noter la date précise)
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Linéaire concerné par rapport au linéaire total sur le site. <u>Ouvrage(s) engagé(s)</u> : ➔ Vérification annuelle des écoulements (même période de hautes eaux que l'état initial) ➔ Vérification annuelle de la présence de la jussie (évolution du linéaire colonisé ou du nombre de pieds). ➔ maintien, régression ou progression des stations de plantes rares (vérification visuelle à mi-parcours et en fin de contrat).
Modalités de paiement	(n années/5) x 2,84 €/ml/an <u>Exemple</u> : pour 3 années d'intervention, le montant total perçu sera de 3 x 2,84 €/ml. Toutefois, les paiements seront échelonnés sur les 5 années du contrat, soit des versements de $(3 \times 2,84)/5 \text{ €/ml/an} = 1,704 \text{ €/ml/an}$ Montant perçu sur 5 ans = $5 \times 1,704 = 8,52 \text{ €/ml}$

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
LINEA_06	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Sélection du plan de gestion correspondant au fossé engagé	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Mise en oeuvre du plan de gestion pour le type de fossé engagé : respect du nombre et de la fréquence des tailles requis.	Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Principale, Totale
Respect des périodes d'interventions indiquées dans le cahier des charges	Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Secondaire, Seuils par tranches de 5 j
Absence de recalibrage ou redressement des fossés et rigoles. Le cas échéant : recalibrage autorisé dans la limite du gabarit initial (restauration)	Contrôle visuel	Néant	Définitif	Principale, Totale

Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- Si le fossé est bordé d'éléments arborés linéaires, il est souhaitable de contractualiser également pour l'une des mesures linéaires **AQ_BOC_HA1** ou **AQ_BOC_HA2**.
- Si le fossé est bordé d'une prairie, il est souhaitable de contractualiser également pour la mesure **AQ_BOC_HE1** ou **AQ_BOC_HE2**.



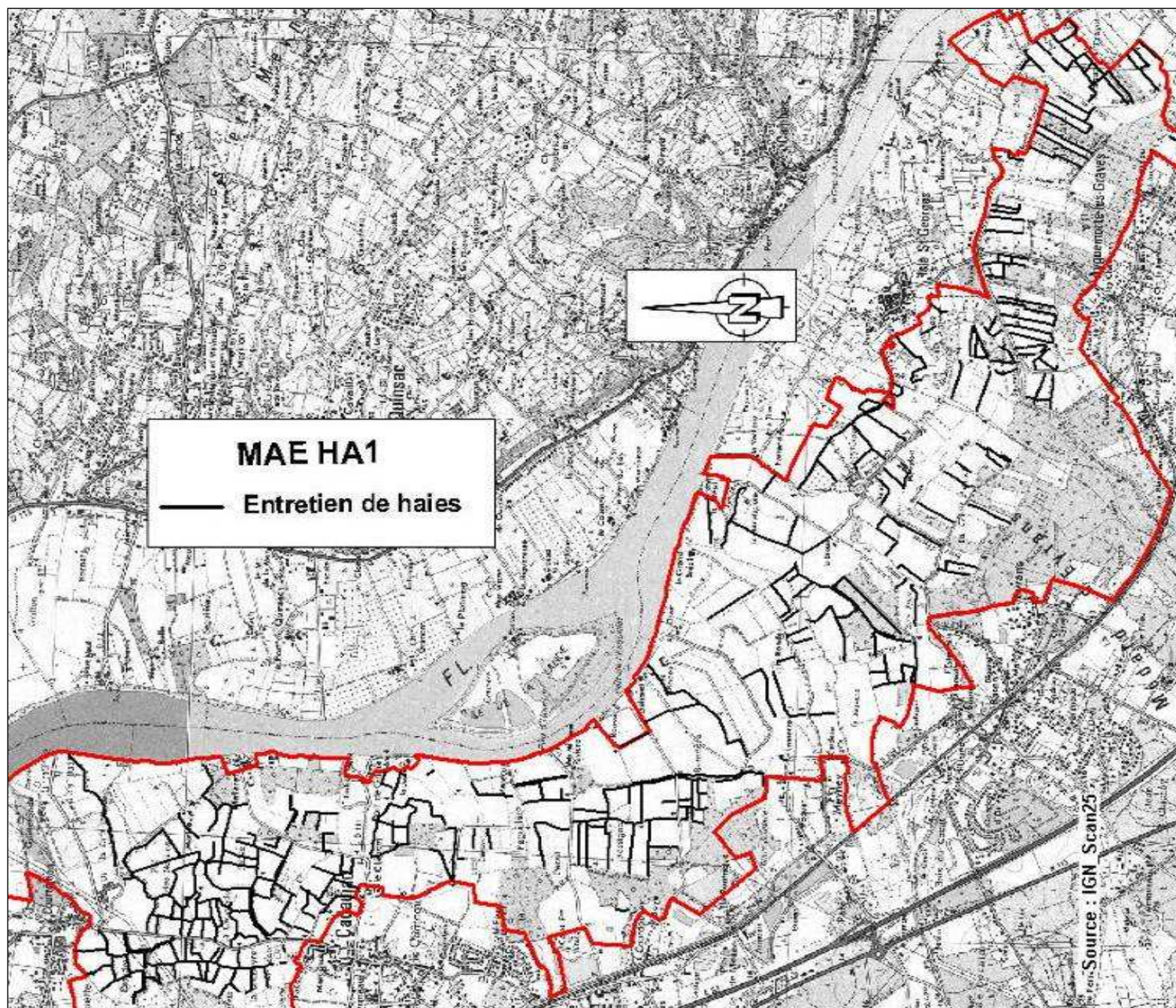
Code Action : AQ_BOC_HA1 Engagement unitaire : LINEA_01 Libellé action : Entretien des haies.		Montants forfaitaires : 0,282 €/ml/an (1 côté) à 0,516 €/ml/an (2 côtés)	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 2
Objectifs	Eviter l'élargissement progressif des haies arborées qui appauvrit le peuplement d'oiseaux liés aux prairies. Eviter la fermeture progressive de certaines prairies peu ou pas exploitées afin de préserver la flore favorable au cuivré des marais ou à l'agrion de Mercure (en bordure de cours d'eau). Permettre l'entretien des fossés dont la dégradation est un frein à la bonne gestion des prairies. Préserver une structure diversifiée du bocage afin d'offrir des niches écologiques variées pour la faune. Assurer la pérennité d'un couvert arboré sur les berges (stabilité du terrain).		
Périmètre d'application	Toutes les haies sur les secteurs de prairies ou cultures, soit 63 450 ml ; Objectif de réalisation sur 5 ans = 25 % du linéaire.		
Codes habitats / espèces	(6510-prairies de fauche, potentialité) 1074-Eriogaster catax , 1088-Cerambyx cerdo , A074-Milvus milvus , A338-Lanius collurio , torcol fourmilier, chevêche d'Athéna, chauves-souris.		
Conditions d'éligibilité	Haie existante bordant une prairie (haie haute) ou une culture (haie basse ou haute), accompagnée ou non d'un fossé. Les haies ou alignements d'essences décoratives (platanes, marronniers, etc.), ne sont pas éligibles, de même que les plantations linéaires de peupliers.		
Engagements Un cahier des charges est composé de plusieurs engagements, la totalité des engagements doit être respectée. Chaque engagement est classé dans une catégorie qui conditionne le niveau de la sanction.	Éléments techniques		Obligation
	➔ Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée.		Principale
	➔ Si les travaux sont réalisés par le propriétaire ou l'exploitant lui-même, tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation, date, outils)		Secondaire
	➔ Mise en oeuvre du plan de gestion : ➤ haie ne nécessitant pas de préserver l'accès au réseau hydraulique (pour l'entretien) ☑ gyrobroyage annuel au pied de la haie, à partir du mois de septembre. ☑ taille des branches basses et élagage des branches hautes des arbres en années 1, 3 et 5, durant l'automne ou l'hiver. ☑ les prunelliers, aubépines et autres arbustes présents dans la haie peuvent être taillés mais pas supprimés. ➤ haie nécessitant de préserver l'accès au réseau hydraulique ☑ aille des branches basses et élagage des branches hautes des arbres en années 1, 3 et 5, durant l'automne ou l'hiver. ☑ les arbustes buissons et qui ont colonisés les espaces entre les arbres seront en partie supprimés afin de créer une alternance de couverts ligneux et de couverts herbacés sur ces espaces. ➤ quelle que soit l'accessibilité aux fossés ☑ si les 2 côtés de la haie sont accessibles, entretenir les 2 côtés (estimation : environ 75 % des cas sur le site) ☑ le traitement en haie basse est possible au niveau des cultures, pas au niveau des prairies (pas d'étêtage). ☑ aucune limite de largeur n'est imposée, mais il est nécessaire d'éviter la progression des ligneux vers l'intérieur des prairies. ☑ en bord de cultures, les haies souvent incomplètes peuvent faire l'objet de restauration en utilisant de jeunes plants d'essences locales (l'achat des plants n'est pas pris en compte dans le financement de la mesure mais peut faire l'objet d'une demande d'aide à hauteur de 40 % dans le cadre du PVE (Plan Végétal Environnement).		Principale
	➔ La taille des branches basses ou le nettoyage entre les arbres s'effectuera entre novembre et janvier inclus.		Secondaire
	➔ Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.		Principale
	➔ Utilisation d'un matériel qui taille proprement, sans éclater les branches.		Secondaire

Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Cahier d'enregistrement des interventions ou factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photo de la haie avant et après travaux.
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Linéaire concerné par rapport au linéaire total éligible sur le site. <u>Elément(s) engagé(s)</u> : ➔ linéaire traité par rapport au linéaire total de l'exploitation (taux d'engagement) et au linéaire engagé (taux de réalisation). ➔ vérification de la présence éventuelle de la pie grièche écorcheur en année 1 et année 5. ➔ vérification de la présence de la laineuse du prunellier en année 1 et année 5 (recherche des chenilles d'avril à juillet)
Modalités de paiement	$(n \text{ années} / 5) \times (0,08 + 0,39 \times n \text{ côtés}) \text{ € / ml / an}$ <u>Exemple</u> : pour 3 années d'intervention le montant total perçu sera de $3 \times 0,47 \text{ €/ml}$ ou $3 \times 0,86 \text{ €/ml}$. Toutefois, les paiements seront échelonnés sur les 5 années du contrat, soit des versements de $(3 \times 0,47)/5 \text{ €/ml/an}$ ou $(3 \times 0,86)/5 \text{ €/ml/an} = 0,282 \text{ €/ml/an}$ ou $0,516 \text{ €/ml/an}$. Montant perçu sur 5 ans = $5 \times 0,188 = 1,41 \text{ €/ml}$ ou $5 \times 0,344 = 2,58 \text{ €/ml}$.

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide	Contrôles sur place		Sanctions	
LINEA_01	Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie engagée	Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions	Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Mise en oeuvre du plan de gestion pour le type de haie engagé : respect du nombre et de la fréquence des tailles requis et respect du nombre de côtés sur le(s)quel(s) l'entretien est requis.	Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Principale, Totale
Respect des périodes d'interventions indiquées dans le cahier des charges	Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Secondaire, Seuils par tranches de 5 j
Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.	Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches	Visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale

Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- S'ils ne présentent pas de danger pour les personnes, conserver les arbres morts.
- Pour les résidus de coupe, les techniques de compostage ou de broyage sont à favoriser par rapport à celle du brûlage. Si la technique du brûlage doit être utilisée, ne pas le faire à proximité de la haie.
- Plantez les jeunes plants sous paillis végétal ou biodégradable (pas de paillage plastique) et utiliser des essences locales.

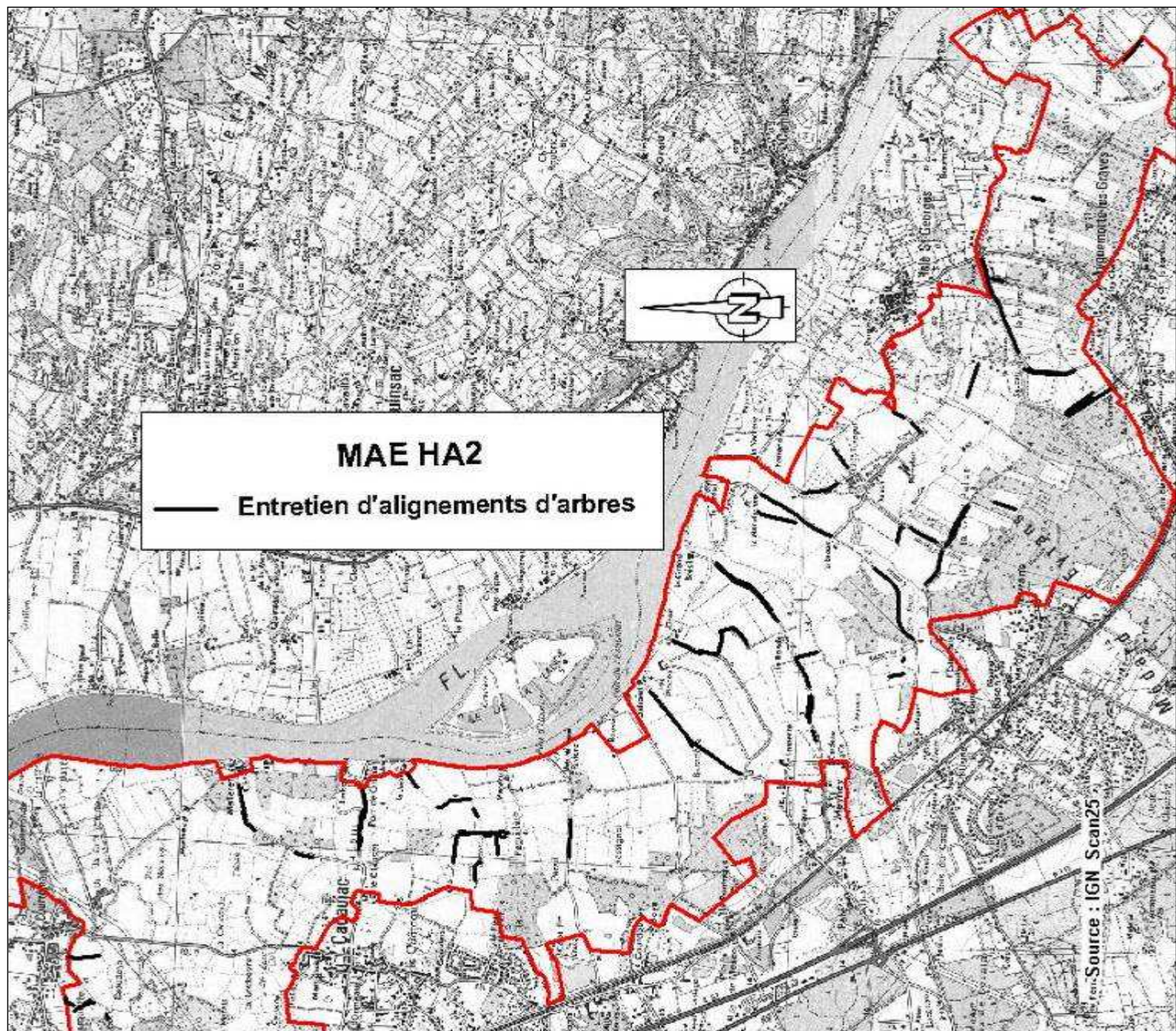


Code Action : AQ_BOC_HA2 Engagement unitaire : LINEA_02 Libellé action : Entretien d'arbres en alignement.		Montants forfaitaires Cas 1 : 3,474 €/arbre taillé/an Cas 2 : 6,948 €/arbre taillé/an Cas 3 : 10,422 €/arbre taillé/an	MAE territorialisée 55 % FEADER 45 % Etat - MAP
Territoires visés	Site Natura2000 du Bocage humide de Cadaujac et St-Médard d'Eyrans		Priorité 2
Objectifs	Préserver une structure diversifiée du bocage afin d'offrir des niches écologiques variées pour la faune. Assurer la pérennité d'un couvert arboré sur les berges (stabilité du terrain). Fournir des lieux de refuge, d'alimentation ou de reproduction pour la faune, les arbres têtards étant particulièrement favorables à cela par la présence de crevasses, de cavités et d'un houppier dense en phase de développement de la végétation.		
Périmètre d'application	Tous les alignements d'arbres sur les secteurs de prairies ou cultures. Cela représente un linéaire de 12 400 m, soit environ 900 arbres ; Objectif de réalisation sur 5 ans = 25 % des arbres.		
Codes habitats / espèces	Chauves-souris (1324-Myotis myotis), 1088-Cerambyx cerdo, A074-Milvus milvus, torcol fourmilier, chevêche d'Athéna.		
Conditions d'éligibilité	Tout alignement d'arbres ou d'arbustes bordant des prairies, des cultures ou un fossé. Les arbres taillés en têtards ne pourront être que des frênes, ormes, saules, érables champêtres et chênes, éventuellement des aulnes. Les alignements d'espèces décoratives (platanes, marronniers, etc.), ne sont pas éligibles, de même que les alignements de peupliers.		
Engagements	Éléments techniques ➔ Sélection du plan de gestion correspondant effectivement à la haie ou à l'alignement d'arbres engagé. ➔ Si les travaux sont réalisés par le propriétaire ou l'exploitant lui-même, tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (type d'intervention, localisation, date, outils) ➔ Mise en oeuvre du plan de gestion : Cas 1 : entretien d'un arbre têtard : une taille sur les 5 ans. Cas 2 : formation d'un arbre têtard : une taille adaptée la première année et une recépée la seconde année. Cas 3 : pour les essences à croissance rapide (comme le saule blanc), une troisième taille la cinquième année. ➔ Respect des dates d'intervention définies : octobre à janvier. ➔ Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles. ➔ Utilisation d'un matériel qui taille proprement, sans éclater les branches.		Obligation Principale Secondaire Principale Secondaire Principale Secondaire
Documents et enregistrements obligatoires	Tableau et plan de localisation des engagements sur fond cadastral ou photographie aérienne, au format A4 ou A3. Cahier d'enregistrement des interventions ou factures détaillées si travaux réalisés par une entreprise. Photo de la haie ou de l'alignement traité avant et après travaux.		
Suivi de l'action	<u>Site</u> : ➔ Nombre d'actions souscrites ➔ Linéaire concerné par rapport au linéaire total éligible sur le site. <u>Élément(s) engagé(s)</u> : ➔ linéaire traité par rapport au linéaire total de l'exploitation (taux d'engagement) et au linéaire engagé (taux de réalisation). ➔ nombre d'arbres têtards restaurés ou formés et photographie de l'élément à la fin du contrat (comparaison visuelle de l'évolution).		
Modalités de paiement	(n années/5) x 17,37 €/arbre/an <u>Exemple</u> : si 2 années d'intervention sont nécessaires, le montant total perçu sera de 2 x 17,37 €/arbre. Toutefois, les paiements seront échelonnés sur les 5 années du contrat, soit des versements de (2 x 17,37)/5 €/arbre/an = 6,948 €/arbre/an Montant perçu sur 5 ans = 5 x 6,948 = 34,74 €/arbre		

Obligations du cahier des charges à respecter en contrepartie du paiement de l'aide		Contrôles sur place		Sanctions	
LINEA_02		Modalités de contrôle	Pièces à fournir	Caractère de l'anomalie	Niveau de gravité
Sélection du plan de gestion correspondant à la haie ou à l'alignement d'arbres engagé		Contrôle visuel	Néant	Définitive	Principale, Totale
Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions		Vérification du cahier d'enregistrement	Cahier d'enregistrement	Réversible Définitif au 3 ^{ème} constat	Secondaire, Totale
Mise en oeuvre du plan de gestion pour le type de haie engagé : respect du nombre et de la fréquence des tailles requis.		Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Principale, Totale
Respect des périodes d'interventions indiquées dans le cahier des charges		Visuel et vérification du cahier d'enregistrement ou des factures	Factures si prestation Cahier d'enregistrement des interventions sinon	Réversible	Secondaire, Seuils par tranches de 5 j
Absence de traitement phytosanitaire, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certains nuisibles.		Contrôle visuel	Néant	Réversible	Principale, Totale
Utilisation de matériel n'éclatant pas les branches		Visuel	Néant	Réversible	Secondaire, Totale

Recommandations (ne font pas l'objet de contrôles ni de sanctions)

- S'ils ne présentent pas de danger pour les personnes, conserver les arbres morts.
- Pour les résidus de coupe, les techniques de compostage ou de broyage sont à favoriser par rapport à celle du brûlage. Si la technique du brûlage doit être utilisée, ne pas le faire à proximité de la haie.



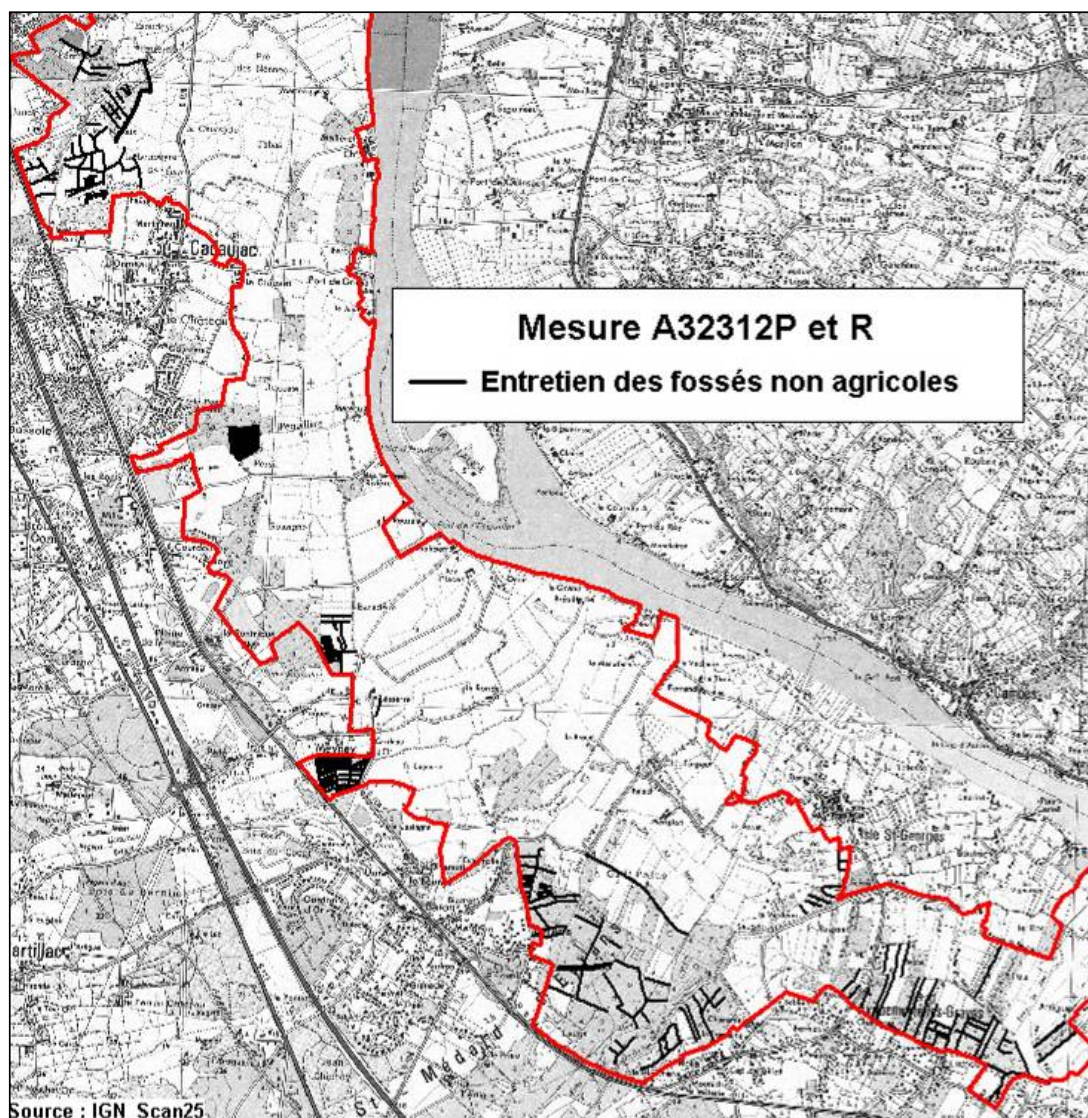
2.3.2 Cahiers des charges des mesures non agricoles

Liste des actions : codes et intitulés

Action	Mesure
EAU1	A32312P et R Curage locaux des canaux et fossés dans les zones humides
EAU2	A32310R Chantier d'entretien mécanique et de faucardage des formations végétales hygrophiles
GHR2	A32311P Restauration de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
GHR3	A32311R Entretien de ripisylves, de la végétation des berges et enlèvement raisonné des embâcles
GMH2_1	A32304R Gestion par une fauche d'entretien des milieux ouverts
GMH2_2	A32305R Chantier d'entretien des milieux ouverts par gyrobroyage ou débroussaillage léger
GZH2	A32309R Entretien de mares
EAU3	A32314P Restauration des ouvrages de petite hydraulique A32314R Gestion des ouvrages de petite hydraulique A32319P Restauration de frayères
GMH1	A32301P Chantier lourd de restauration de milieux ouverts par débroussaillage
GZH1	A32309P Rétablissement de mares
GZH3	A32327P Opérations innovantes au profit d'espèces ou d'habitats
LEI1	F22711 Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce en milieux forestier
GHR1	A32306R Chantier d'entretien d'alignements d'arbres en bord de rivières et esteyes (pas de ripisylves)
GHR4	A32325P Prise en charge de certains coûts visant à réduire l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires
GMH3	F22701 Création ou rétablissement de clairières
INFO1	A32326P Aménagements visant à informer les usagers pour limiter leur impact F22714 Investissements visant à informer les usagers de la forêt

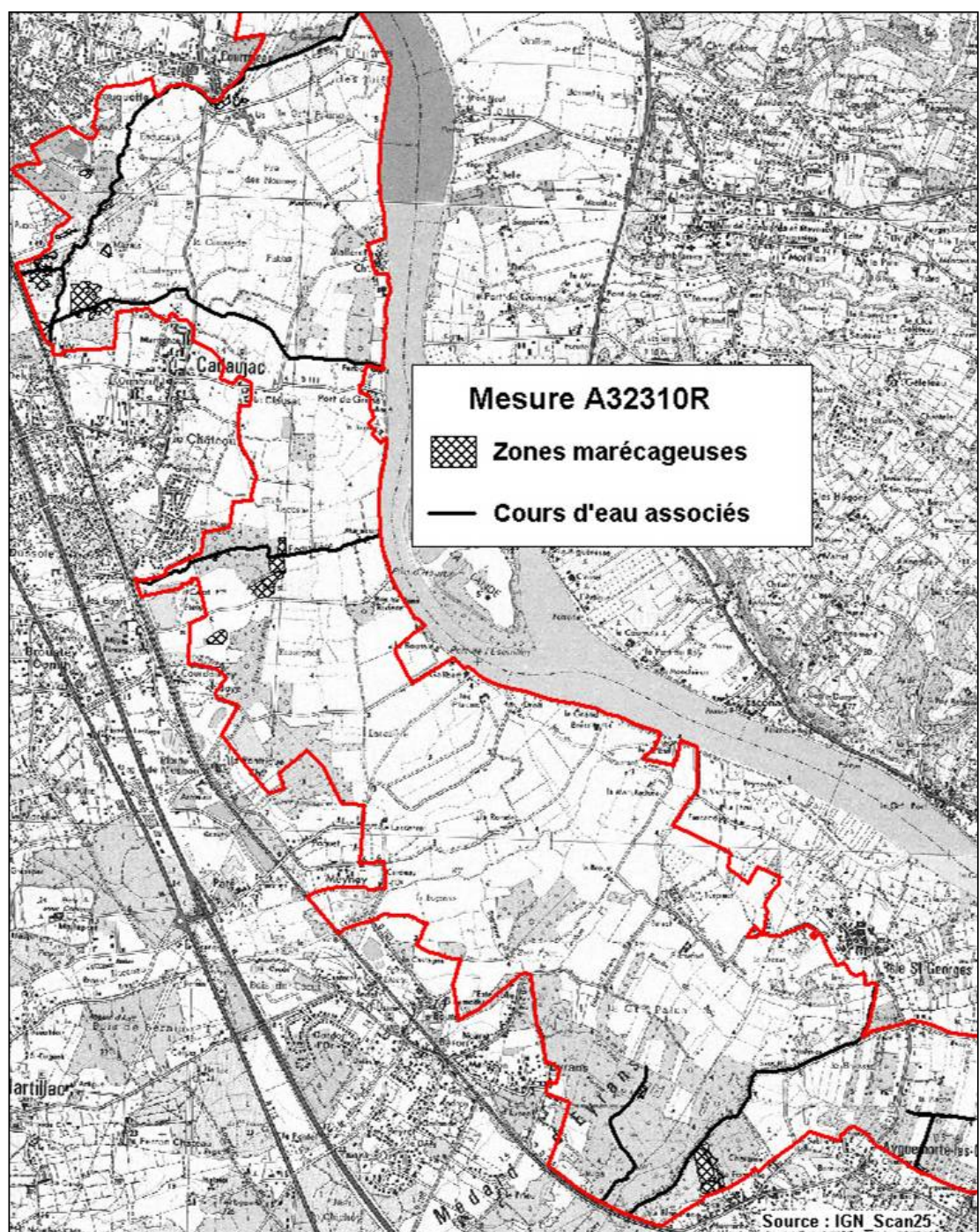
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action EAU1 Mesure : A32312P et R	Amélioration de la circulation de l'eau	Priorité 1
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	5,7 à 6,84 € HT/ml (6,82 à 8,18 € TTC/ml), hors frais d'expertise.	
Type de milieu visé	Canaux et fossés.	
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 3260 - Rivières de l'étage planitiaire avec végétation du Ranunculon fluitantis et du Callitricho-Batrachion, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles.</i> <i>Espèces : 1041-Oxygastra curtisii, 1044-Coenagrion mercuriale, (1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius), 1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 7,5 ha (entre 35 000 et 40 000 mètres linéaires).	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	9 500 mètres linéaires, les secteurs prioritaires concernant les vallées de l'Eau Blanche et du Saucats.	
Objectifs	Restaurer les fossés non fonctionnels afin de favoriser une meilleure répartition de l'eau sur le site, sans assécher les zones humides.	
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Concerne les fossés existants, en zones humides non agricoles et non sylvicoles, à condition qu'ils n'accueillent pas des stations d'espèces rares et/ou protégées (diagnostic de l'animateur ou expertise). - Les travaux ne doivent pas aboutir à l'inondation des terrains situés à l'aval, hormis si le débouché du fossé correspond déjà à une zone inondable non exploitée qui peut servir de bassin d'étalement des eaux. - Si les conditions ci-dessus sont respectées, d'autres fossés que ceux présentés sur la carte annexée peuvent être éligibles. 	
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février.	P
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S
	- Les curages ne seront réalisés que sur les fossés très comblés (profondeur inférieure à 40 cm)	P
	- Les travaux de curage seront réalisés à la pelle, jamais au godet.	P
Engagements rémunérés	Année 1	P
	• Diagnostic de l'animateur ou expertise	
	En cas de gêne à l'écoulement	P
	• Arrachage manuel des pieds de jussie	P
	• Nettoyage des encombres	S
	• Faucardage	P
	• Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux	
	Ou, en cas de comblement avancé	
	• Curage manuel ou mécanique (profondeur maximale de 40 cm)	P
	• Evacuation des matériaux de curage et de nettoyage	P
	• Mise en décharge des matériaux	P
	Années 3 et 5	
	• Arrachage manuel des pieds de jussie	P
	• Gyrobroyage des abords	P
	• Nettoyage des encombres	P
	• Faucardage	S
	• Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux	P

Interdiction de cumul avec :	Sans objet
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos de l'état initial • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation format A4, échelle entre le 1/5 000 et le 1/25 000 (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Linéaire traité / linéaire engagé.</p> <p>Relevés floristiques avant et après travaux.</p>
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure • Nettoyage : 1,7 €/ml <p>ou</p> <ul style="list-style-type: none"> • curage initial : 2,84 €/ml <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrachage manuel des pieds de jussie : 0,7 €/ml/an • Gyrobroyage des abords : 0,3 €/ml/an • Nettoyage des encombres : 0,2 €/ml/an • Faucardage : 0,6 €/ml/an • Ramassage et évacuation des matériaux : 0,2 €/ml/an
Ressources financières	FEADER, Etat.
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



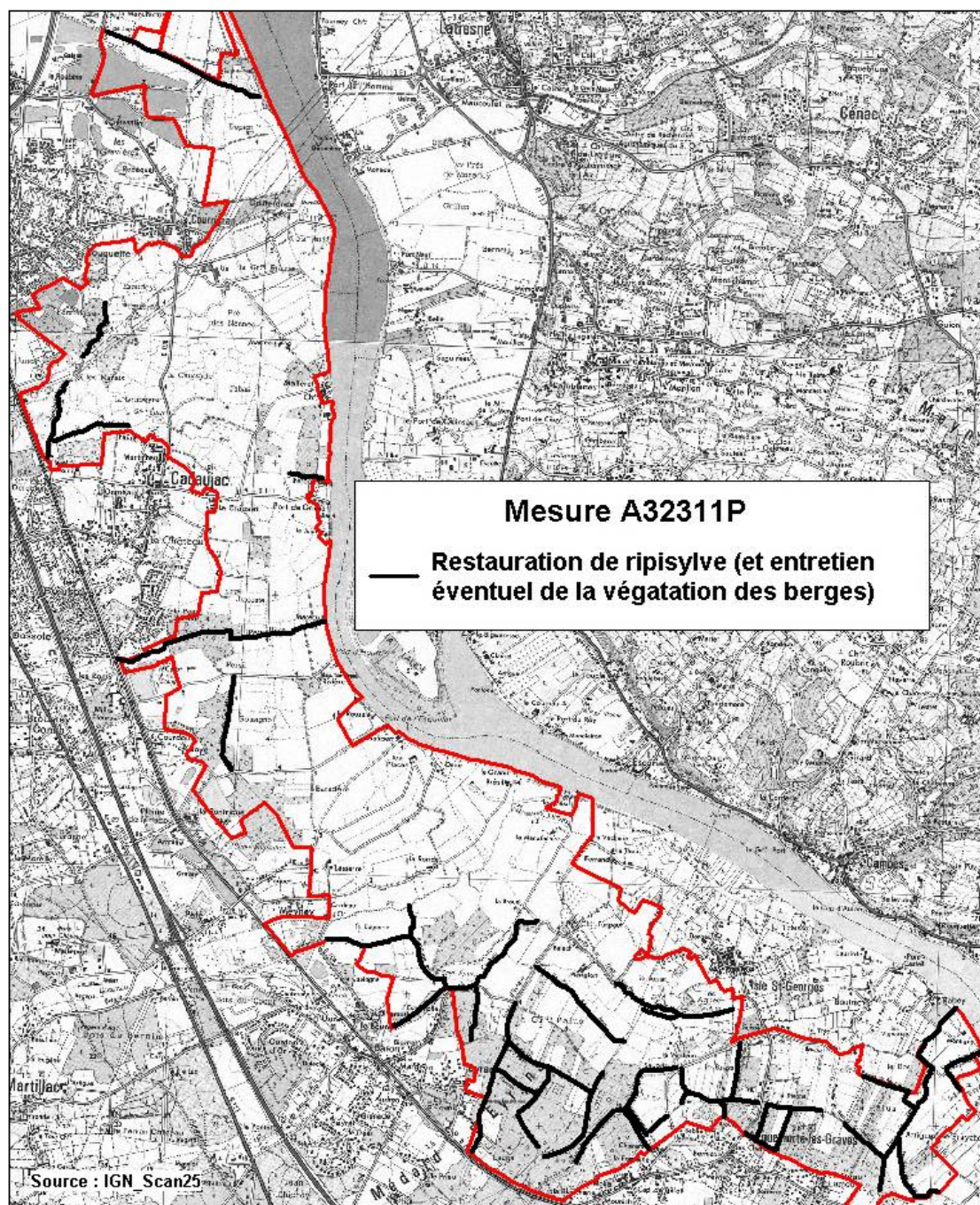
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action EAU2 Mesure : A32310R	Maîtrise des milieux herbacés inondables récemment abandonnés ou irrégulièrement entretenus	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	1 080 € HT/ha (1 291,68 € TTC/ha) , hors frais d'expertise.		
Type de milieu visé	Zones marécageuses en cours de fermeture, berges basses des cours d'eau et herbiers aquatiques.		
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>		
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 3260-Herbiers aquatiques des rivières de plaine, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1041-Oxygaster curtisii, 1044-Coenagrion mercuriale, 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, 1356-Mustela lutreola, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis</i>		
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 20 ha.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	En priorité, la zone inondable du Moulin Noir et les formations marécageuses des alentours (5 ha).		
Objectifs	Préserver les habitats spécifiques accueillant les espèces animales liées à l'eau, ainsi que les espèces végétales vulnérables ou rares.		
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Marais inondés en permanence (uniquement le secteur du Moulin Noir). - Marais à inondation temporaire, si une intervention en période d'étiage risque de dégrader les habitats ou de fortement perturber la faune. - Végétation hygrophile des cours d'eau, sur les tronçons en contact avec des zones marécageuses et si aucune plante protégée n'est présente. - Des contrats peuvent être acceptés hors des 20 ha cartographiés, à condition que les milieux concernés n'accueillent pas des espèces végétales rares et protégées. 		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Le faucardage ne sera réalisé que depuis les berges de la zone inondée (pas de barge et pas d'engins dans le lit mineur) - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols. 	P	
		P	
		S	
Engagements rémunérés	Expertise préalable si le secteur traité n'est pas connu (vérification de la flore présente) Années 1, 3 et 5 <ul style="list-style-type: none"> • Faucardage automnal de préférence. Si des ligneux sont présents sur la zone inondée accessible aux engins, ils seront également taillés depuis la berge. En ce qui concerne le linéaire, il s'agit de nettoyer les formations à nénuphar jaune présentes dans le lit mineur. • Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux issus du faucardage 	P	
		P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 		
Interdiction de cumul avec :	A32301P, A32304R, A32305R, A32312		

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie ou linéaire traité / superficie ou linéaire engagé.</p> <p>Relevés odonates et/ou avifaune.</p>
Modalités financières	<p>Frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure</p> <p>Années 1, 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Faucardage : 180 €/ha/an • Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux : 180 €/ha/an
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



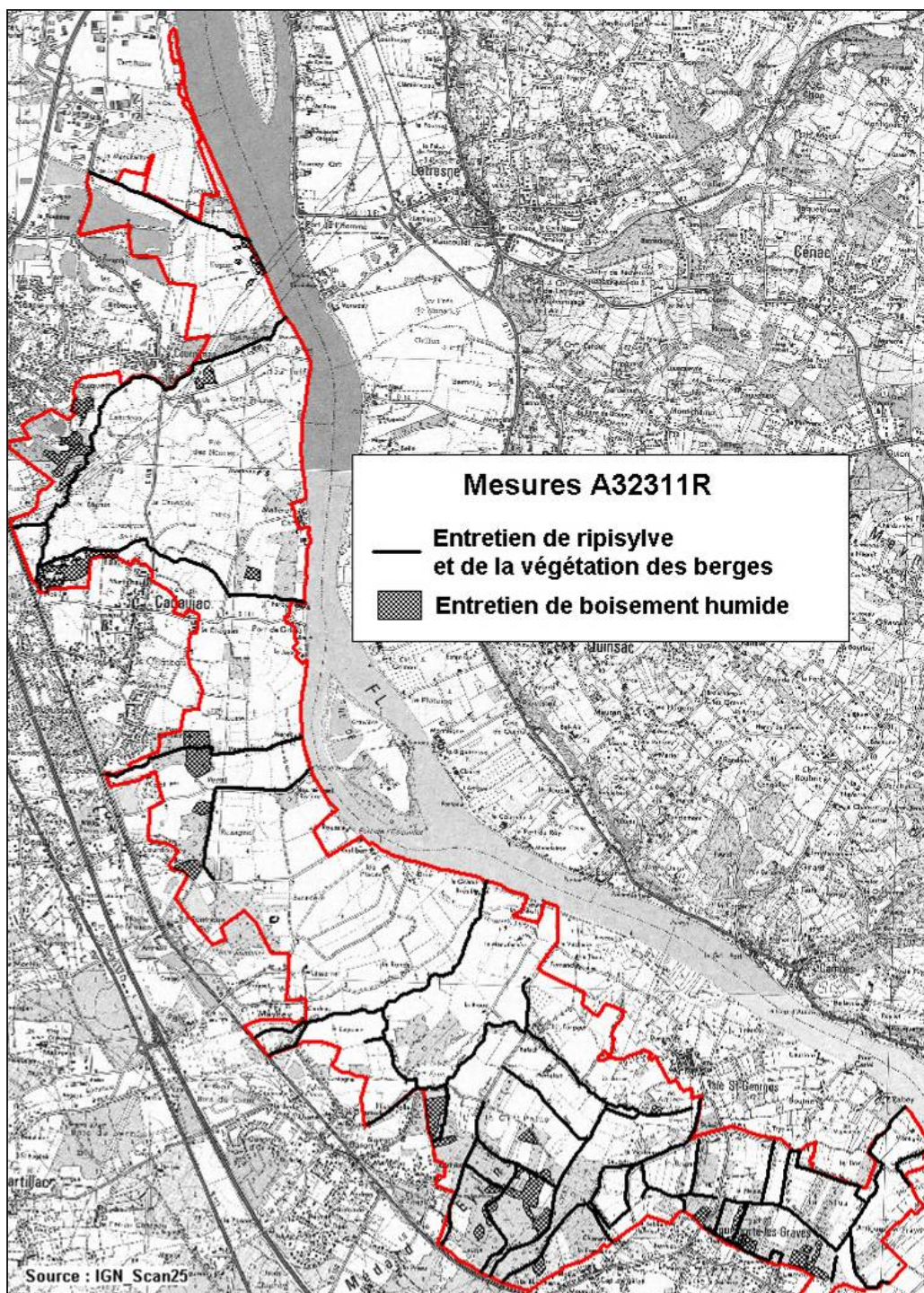
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action GHR2 Mesure : A32311P (A32311R)	Préservation des habitats rivulaires	Priorité 1
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	4,05 € HT/ ml (4,84 € TTC/ml), hors frais d'expertise.	
Type de milieu visé	Boisements linéaires sur berges le long des cours d'eau et estey.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaies-frênaies non marécageuses à hautes herbes, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles.</i> <i>Espèces : 1356-Mustela lutreola, 1041-Oxygastra curtisii, 1044-Coenagrion mercuriale, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis.</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 25 000 mètres linéaires (12,5 ha).	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	Le choix des tronçons à traiter sera fait en fonction des programmes de travaux définis dans les DIG du Saucats et de l'Eau Blanche. Cette mesure doit constituer un accompagnement ou un complément aux DIG. Une première série d'interventions serait souhaitable au niveau de l'Eau Blanche, la Carruade, la Péguillère, du Cauban, de la Bugonne, de l'Estey Mort et de Charamel, soit 6 250 m.	
Objectifs	Restaurer les boisements linéaires bordant le réseau hydrographique principal et préserver les habitats d'espèces, en particulier pour le vison d'Europe.	
Conditions d'éligibilité	- Ne concerne pas les alignements d'arbres. - Si la condition ci-dessus est respectée, d'autres ripisylves que celles présentées sur la carte annexée peuvent être éligibles.	
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février.	P
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S
Engagements rémunérés	Année 1	
	• Expertise	P
	• Coupe de bois : élimination des fûts risquant de tomber et ne pouvant pas être redressés par une simple taille, ainsi que des arbres malades. Les souches sont laissées en place.	P
	• Taille d'arbres : le but est de redresser des arbres penchés et/ou de permettre le développement de jeunes plants.	P
	• Débroussaillage et dégagement des abords. Cette opération n'est à réaliser que sur les secteurs fortement embroussaillés et nécessite une approche très précautionneuse (vérification que les buissons ne servent pas de gîte ou de cache à la petite faune, particulièrement le vison d'Europe).	P
	• Si nécessaire, plantation ou bouturage (essences locales)	S
	• Exportation des produits de coupe	P
	Années 3 et 5	
	• Taille d'arbres	P
	• Débroussaillage et dégagement des abords	P
	• Exportation des produits de coupe	S

Engagements rémunérés (suite)	<p>Option (sur avis de l'animateur, si les encombres ou la végétation rivulaire créent des problèmes d'écoulement ou d'érosion)</p> <ul style="list-style-type: none"> Faucardage bisannuel de la végétation hygrophile sur berge Nettoyage des encombres 	C C
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Photos avant/après Devis et factures de travaux Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	
Interdiction de cumul avec :	A32310R, A32312P et R, A32319P	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>	
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Linéaire traité / linéaire engagé.</p> <p>Relevés faunistiques (odonates, amphibiens et reptiles en fin de travaux)</p> <p>Si possible, réalisation d'une campagne de piégeage avant et après travaux.</p>	
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure Coupe de bois : 1,4 €/ml/an Taille d'arbres : 0,15 €/ml/an Débroussaillage et dégagement des abords : 0,3 €/ml/an Si nécessaire, plantation ou bouturage : 0,7 €/ml/an Exportation des produits de coupe : 0,2 €/ml/an <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Taille des arbres : 0,15 €/ml/an Gyrobroyage des abords : 0,3 €/ml/an Ramassage et évacuation des matériaux : 0,2 €/ml/an <p>Options</p> <ul style="list-style-type: none"> Nettoyage des encombres : 0,2 €/ml/an Faucardage : 0,6 €/ml/an 	
Ressources financières	FEADER, Etat	
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %	



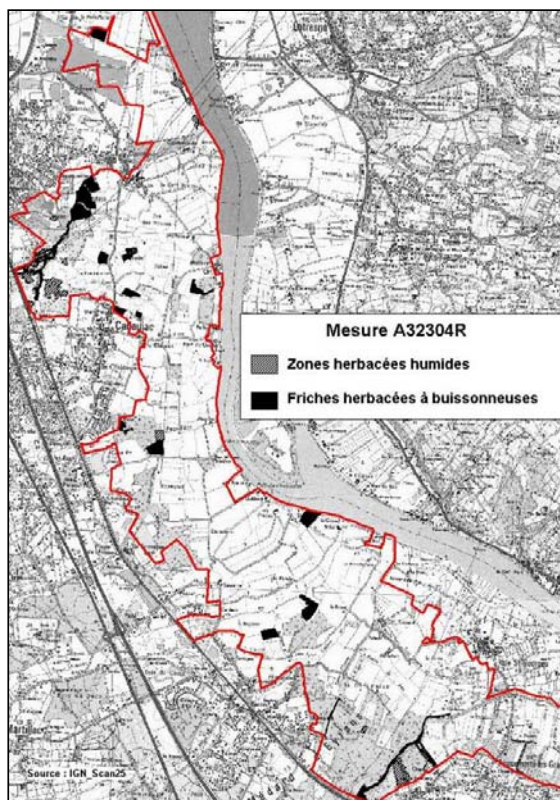
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action GHR3 Mesure : A32311R	Préservation des habitats rivulaires	Priorité 1	Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	960 € HT/ha et 3,75 € HT/ml (1 148,16 € TTC/ha et 4,49 € TTC/ml)		
Type de milieu visé	Boisement humides et boisements linéaires sur berges le long des cours d'eau et estey.		
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>		
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaies-frênaies non marécageuses à hautes herbes, 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles.</i> <i>Espèces : 1356-Mustela lutreola, 1041-Oxygastra curtisii, 1044-Coenagrion mercuriale, 1220-Emys orbicularis, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis.</i>		
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 52 ha + 37 000 mètres linéaires.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	13 ha sur les secteurs de l'Eau Blanche et de Péguillère + 9 350 mètres linéaires concernant des tronçons de cours d'eau dispersés sur le site.		
Objectifs	Préserver ou restaurer l'aulnaie-frênaie et la saulaie blanche, ainsi que les habitats d'espèces, en particulier pour le vison d'Europe.		
Conditions d'éligibilité	- Ne concerne pas les alignements d'arbres. - Si la condition ci-dessus est respectée, d'autres boisements que ceux présentés sur la carte annexée peuvent être éligibles.		
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février. - Les travaux du type « gyrobroyage » devront être réalisés en commençant par le haut des buissons ou ronciers afin de fournir une vue de la base et de vérifier qu'aucun mammifère n'y est dissimulé. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	P	
		P	
		S	
Engagements rémunérés	Années 1, 3 et 5 - Ripisylves (boisements linéaires) <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage et dégagement des abords • Taille des arbres (redressement des sujets) • Faucardage des pieds de berges • Nettoyage des encombres et évacuation des matériaux - Aulnaies-frênaies et saulaies (surfaciques) <ul style="list-style-type: none"> • Taille d'arbres (éclaircissement du sous-bois) • Nettoyage des encombres et évacuation des matériaux 	P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	P	
		P	
Interdiction de cumul avec :	A32310R, A32312P et R, A32319P		

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Linéaire traité / linéaire engagé.</p> <p>Relevés faunistiques (odonates, amphibiens et reptiles en fin de travaux)</p> <p>Si possible, réalisation d'une campagne de piégeage avant et après travaux.</p>
Modalités financières	<p>Années 1, 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ripisylves (boisements linéaires) <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage et dégagement des abords : 0,3 €/ml/an • Taille des arbres : 0,15 €/ml/an • Faucardage : 0,6 €/ml/an • Nettoyage des encombres et évacuation des matériaux : 0,2 €/ml/an - Aulnaies-frênaies et saulaies surfaciques <ul style="list-style-type: none"> • Taille d'arbres : 140 €/ha/an • Nettoyage des encombres et évacuation des matériaux : 180 €/ha/an
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



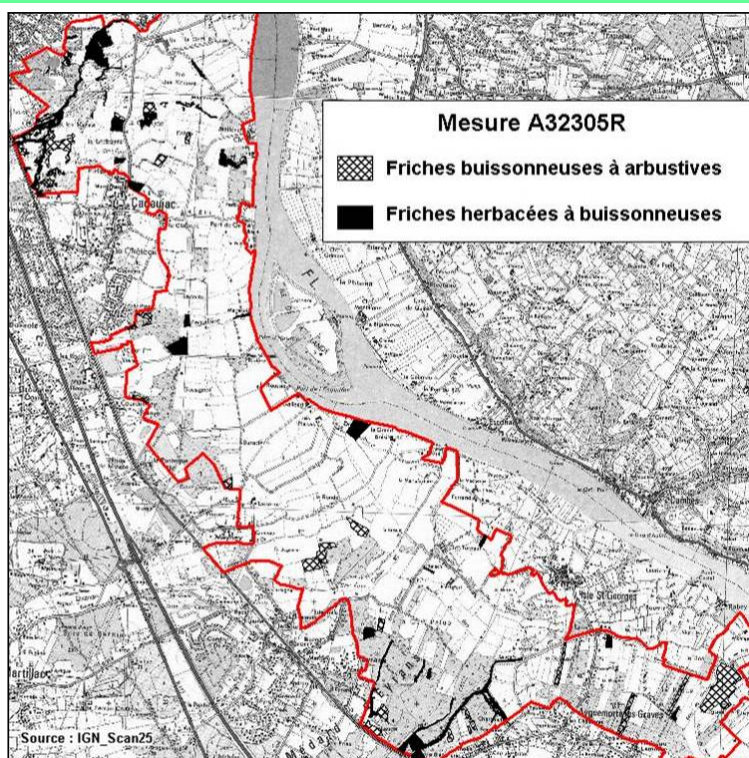
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action GMH2_variante1 Mesure : A32304R	Maîtrise des milieux ouverts récemment abandonnés ou irrégulièrement entretenus	Priorité 1	Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	702 €HT/ha (Min 162 €HT/ha - Max 852 €HT/ha).		
Type de milieu visé	Prairies mésophiles à humides, marais et autres milieux herbacés.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles, 6510-Prairies maigres de fauche de basse altitude Espèces : 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, A074-Milvus milvus, A082-Circus cyaneus, A224-Caprimulgus europaeus, A338-Lanius collurio		
Surface totale estimée de l'habitat	Les friches herbacées à buissonneuses nécessitant une intervention légère mais rapide correspondent à environ 55 ha.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	13,8 ha, sur la vallée de l'Eau Blanche, à « Moulin Noir » et Rouquette »		
Objectifs	Empêcher la colonisation complète des milieux herbacés par les ligneux. Permettre le maintien des espèces de milieux ouverts ou de lisière.		
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Friches récentes présentant une strate arbustive ou arborée nulle ou peu développée. - Des contrats peuvent être acceptés hors des parcelles cartographiées à condition qu'une expertise préalable soit réalisée pour définir les sensibilités écologiques. 		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols. - Pas de retournement du sol - Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux - Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau - Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires 	P	
		S	
Engagements rémunérés	Année 1 : <ul style="list-style-type: none"> - Si nécessaire, gyrobroyage en année 1 uniquement (diagnostic de l'animateur) - Fauche - Ramassage optionnel des produits de fauche (obligatoire en milieu humide, avec conditionnement et évacuation des matériaux) Années 3 et 5 <ul style="list-style-type: none"> - Fauche - Ramassage optionnel des produits de fauche (obligatoire en milieu humide, avec conditionnement et évacuation des matériaux) 	P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 		
Interdiction de cumul avec :	F22701, A32301P		

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Relevés de végétation en année 1 et 5</p>
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> • Gyrobroyage : 150 €/ha/an • Fauche : 54 €/ha/an • Exportation des produits et stockage : 180 €/ha/an <p>En raison du caractère humide de la plupart des terrains concernés, le coût unitaire « moyen » intègre une fauche et une exportation des produits par an.</p>
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



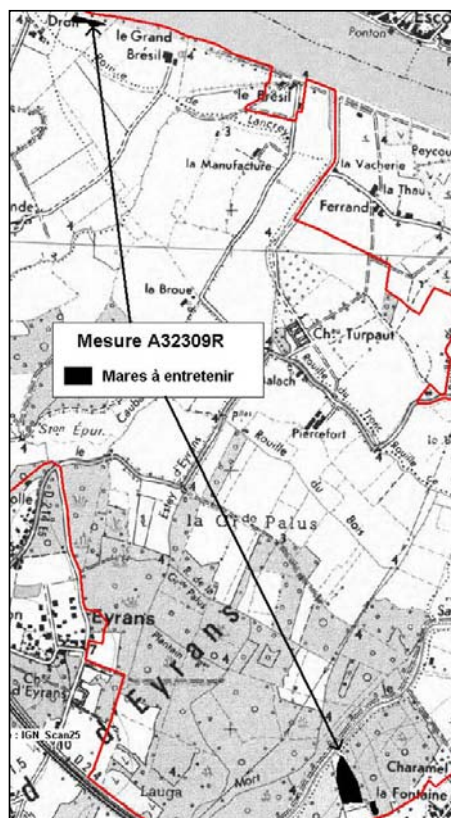
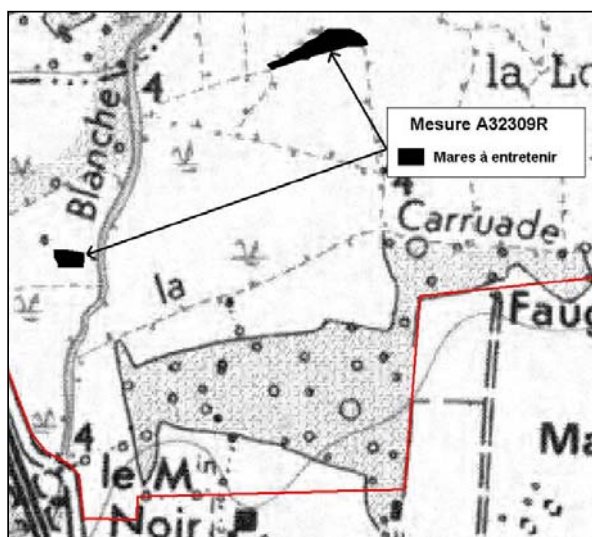
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action GMH2_variante 2 Mesure : A32305R	Maîtrise des milieux ouverts récemment abandonnés ou irrégulièrement entretenus	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	630 € HT/ha (753,48 € TTC/ha).		
Type de milieu visé	Prairies mésophiles à humides ou marais en cours de fermeture.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles, 6510-Prairies maigres de fauche de basse altitude Espèces : 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, A074-Milvus milvus, A082-Circus cyaneus, A224-Caprimulgus europaeus, A338-Lanius collurio		
Surface totale estimée de l'habitat	Les friches herbacées à arbustives correspondent à environ 165 ha. Une partie des friches herbacée est colonisée par des ronces ou de jeunes ligneux et une partie des friches arbustives n'est pas totalement colonisée par des arbustes développés. En conséquence, environ 70 ha sont considérés comme nécessitant un gyrobroyage.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	18 ha, en priorité sur les parcelles au nord du Moulin Noir, Péguillère, la Bugonne, Charamel et Artigues de Frayche.		
Objectifs	Empêcher la colonisation complète des milieux herbacés par les ligneux. Permettre le maintien des espèces de milieux ouverts ou de lisière.		
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Friches herbacées à arbustives jeunes. - Des contrats peuvent être acceptés hors des parcelles cartographiées à condition qu'un diagnostic préalable soit réalisé par l'animateur, pour définir les sensibilités écologiques. 		
Engagements non rémunérés	- Seuls les secteurs herbacés à buissonneux seront traités sur les friches arbustives (pas de défrichement).	P	
	- Eviter la période comprise entre le mois de mars (inclus) et le mois d'août (inclus) pour la réalisation de travaux.	P	
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S	
	- Pas de retournement du sol	P	
	- Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux	P	
Engagements rémunérés	- Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau	P	
	- Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires	P	
	Année 1 :		
	- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche, avec exportation et destruction des produits de la coupe hors de la zone traitée.	P	
	Années 3 et 5		
Documents et enregistrements obligatoires	- Débroussaillage, gyrobroyage, fauche, sans exportation des produits de la coupe.	P	
	• Photos avant/après		
	• Devis et factures de travaux		
	• Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire		
	• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)		
Interdiction de cumul avec :	F22701, A32301P		

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Nombre d'arbres coupés (par essence).</p> <p>Nombre de souches enlevées ou dévitalisées.</p>
Modalités financières	<p>Année 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage : 150 €/ha/an • Exportation des produits et stockage : 180 €/ha/an <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage : 150 €/ha/an
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



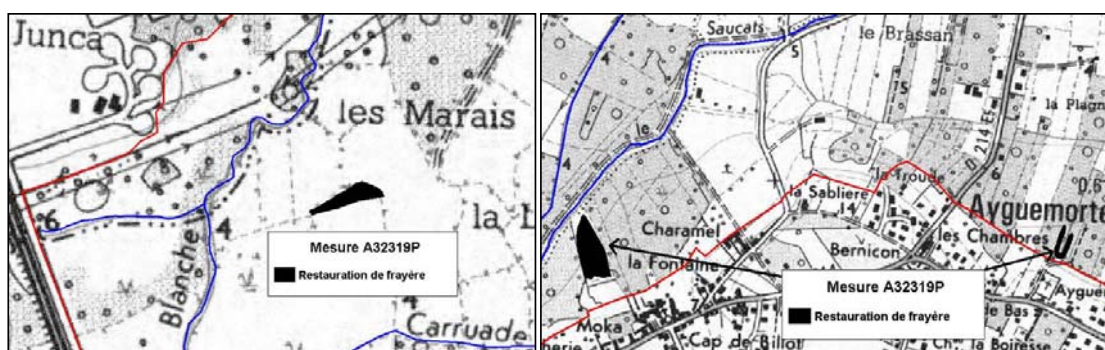
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action GZH2 Mesure : A32309R	Gestion conservatoire des milieux aquatiques	Priorité 1	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	510 € HT/ha et 4,8 € HT/ml (609,96 € TTC/ha et 5,74 € TTC/ml)		
Type de milieu visé	Mares temporaires.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1041-Oxygaster curtisii, 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, 1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis		
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 2,1 ha.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	Entretien des 3 petites mares (2 près de l'Eau Blanche et 1 près du Saucats).		
Objectifs	Préserver les habitats spécifiques accueillant les espèces animales liées à l'eau, ainsi que les espèces végétales vulnérables ou rares. Restaurer de la mégaphorbiaie.		
Conditions d'éligibilité	Ne concerne que les mares peu comblées ou déjà restaurées.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois d'août au mois de février. - Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols. 	P	
		S	
Engagements rémunérés	Années 1 et 5 : <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage et dégagement des abords. • Si nécessaire, arrachage manuel des pieds de jussie • Faucardage Année 3 <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage et dégagement des abords. • Si nécessaire, arrachage manuel des pieds de jussie. 	P	
		P	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	P	
		P	
Interdiction de cumul avec :	A32301P, A32304R, A32305R, A32310R, A32319P		
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.		
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 		

Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Relevés floristiques avant et après travaux. Relevés faunistiques annuels (odonates, lépidoptères, cistude et indices de présence mammifères).
Modalités financières	Années 1 et 5 : <ul style="list-style-type: none"> Débroussaillage et dégagement des abords : 1,6 €/ml Arrachage manuel des pieds de jussie : 50 €/ha/an Faucardage : 180 €/ha/an Année 3 <ul style="list-style-type: none"> Débroussaillage et dégagement des abords : 1,6 €/ml Si nécessaire, arrachage manuel des pieds de jussie : 50 €/ha/an
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



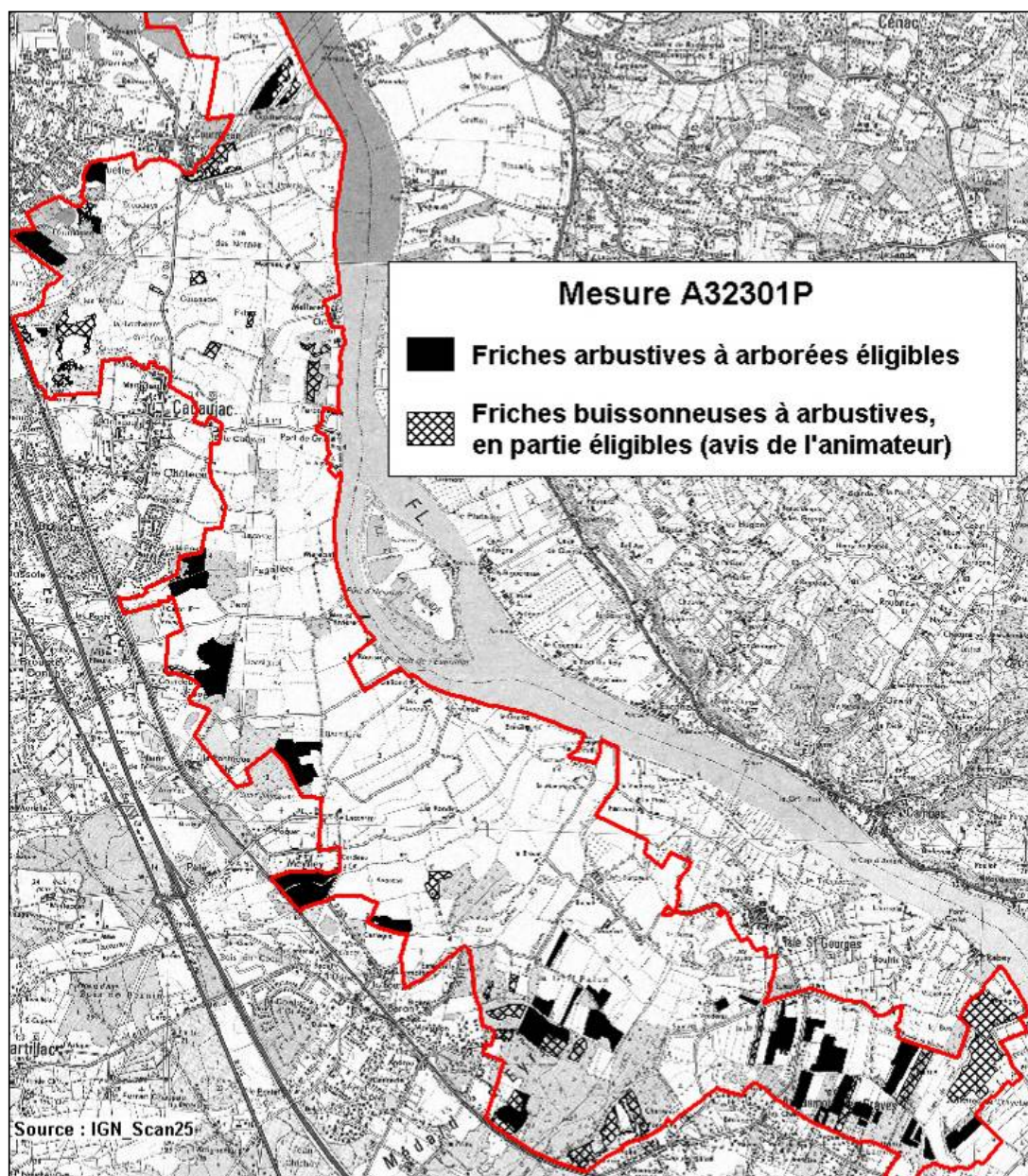
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action EAU3 Mesures : A32319P A32314P A32314R	Préservation de zones inondables pour l'accueil de la faune	Priorité 2	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	12 430 € HT/frayère (14 866,28 € TTC/frayère), sans tenir compte d'éventuels travaux en périphérie de la zone inondable ni des frais d'expertise.		
Type de milieu visé	Zones inondables existantes plus ou moins connectées au réseau hydraulique		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1041-Oxygastra curtisii, 1059-Maculinea teleius, 1060-Lycaena dispar, 1071-Coenonympha oedippus, 1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola, A229-Alcedo atthis (et Esox lucius)		
Surface totale estimée de l'habitat	1,68 ha (sur 3 entités)		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1 entité (lieu dit « Moka »)		
Objectifs	Restaurer des zones humides fonctionnelles et leur accessibilité à la faune piscicole.		
Conditions d'éligibilité	Zones inondables existantes, en cours de colonisation par les ligneux, proches d'un cours d'eau ou d'un estey et pouvant se connecter à ce réseau hydrographique. Trois secteurs ont été identifiés mais d'autres pourront être retenus s'ils répondent à ces conditions.		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none">- Sur la zone inondable, réaliser les travaux en période d'étéage.- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.- Pour l'entretien des terrains, intervenir au maximum une fois par an, pendant les périodes les moins perturbantes pour la faune et la flore (octobre – novembre ou à défaut septembre – décembre).- Ne pas procéder à la destruction chimique du couvert végétal.- Ne pas pratiquer l'écobuage	P	S
		P	P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none">• Etudes et frais d'expert (dans le cas retenu pour une mise en oeuvre prioritaire, l'étude est déjà réalisée) Année 1 <ul style="list-style-type: none">• Restauration de fossés (lien avec le cours d'eau)• Restauration d'un ouvrage hydraulique Années 1, 3 et 5 <ul style="list-style-type: none">• Restauration et entretien de la frayère (gyrobroyage, fauche, faucardage)• Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux• Suivi et entretien de l'ouvrage hydraulique• Défrichement et/ou nettoyage des terrains en périphérie de la zone inondable	P	
		P	P
		P	P
		C	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none">• Photos avant/après• Programme et plan détaillés des travaux à réaliser (ou rapport d'étude)• Devis et factures de travaux• Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)		

Interdiction de cumul avec :	A32309P et A32309R. Les mesures A32301P, A32304R et A32305R ne peuvent pas être cumulées sur la zone inondable mais peuvent être utilisées en périphérie de la zone.
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Superficie traitée / superficie engagée. Superficie, hauteur et durée de l'inondation. Présence d'alevins après travaux (par espèce) et suivi de la colonisation du site par les odonates, les lépidoptères, la cistude d'Europe et l'avifaune.
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> Etudes et frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure <p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> Restauration et entretien des fossés (300 m) : 3 €/ml/an Restauration d'un ouvrage hydraulique : 10 000 € <p>Années 1, 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> Restauration et entretien de la frayère (gyrobroyage, fauche, faucardage) : 150 €/ha/an Ramassage, conditionnement et évacuation des matériaux : 180 €/ha/an Suivi et entretien de l'ouvrage hydraulique : 180 €/an Défrichage et/ou nettoyage des terrains en périphérie de la zone inondable : coût à évaluer au cas par cas
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



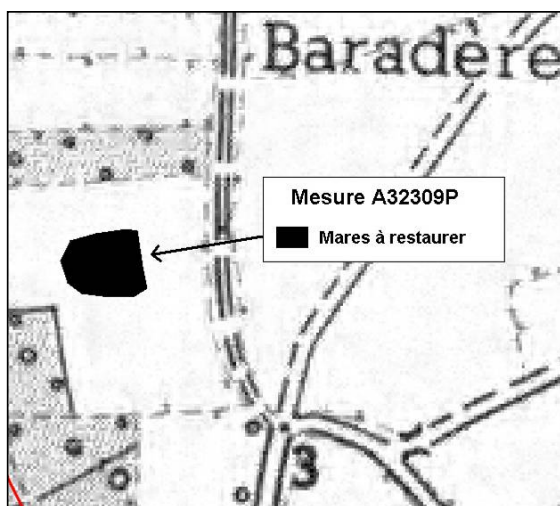
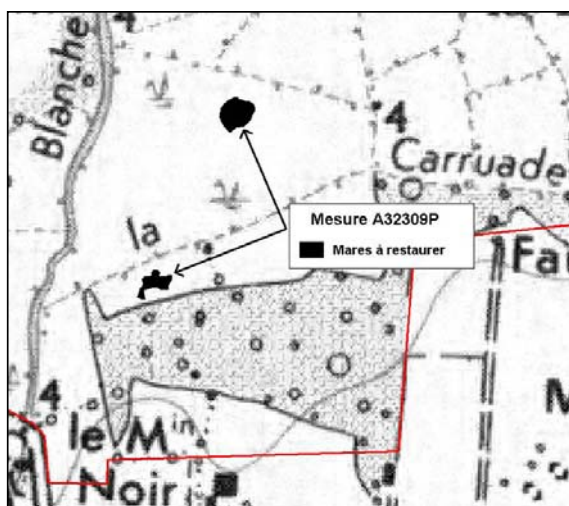
SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action GMH1 Mesure : A32301P	Reconquête des milieux ouverts dont l'abandon ancien a induit une perte d'intérêt écologique	Priorité 2	Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	2 570 € HT/ha (3 073,72 € TTC/ha), hors frais d'expertise.		
Type de milieu visé	Anciennes prairies ou marais fortement colonisés par les ligneux.		
Localisation	Renvoi à la cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles, 6510-Prairies maigres de fauche de basse altitude Espèces : 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, A074-Milvus milvus, A082-Circus cyaneus, A224-Caprimulgus europaeus, A338-Lanius collurio		
Surface totale estimée de l'habitat	Les friches arborées/arbustives constituent environ 420 ha sur le site. Toutefois, 90 ha sont considérés comme prioritaires pour une réouverture, en raison de leur localisation et de leur participation à des ensembles de milieux globalement diversifiés.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	22,5 ha, en priorité sur la vallée du Saucats (entre la voie ferrée et la rouille du Bois) et la vallée de l'Eau Blanche (entre « Moulin Noir » et « Rouquette »).		
Objectifs	Restaurer la diversité des milieux sur les secteurs à l'abandon qui se sont totalement ou fortement boisés. Permettre le retour ou le maintien des espèces de milieux ouverts ou de lisière.		
Conditions d'éligibilité	- Friches arborées et/ou arbustives, hormis les terrains bordant une rivière, un estey (recul de 5 m à respecter) ou un fossé (recul de 2 m à respecter). Ne peut concerner que des parcelles non agricoles et non sylvicoles. - Des contrats peuvent être acceptés hors des zones prioritaires à condition que les terrains soient toujours situés sur les secteurs boisés présentés sur la carte annexée, qu'il ne s'agisse ni de parcelles agricoles ni de parcelles sylvicoles et qu'il n'y ait pas une faune « forestière » à préserver, ni d'habitats de l'annexe I (niveau de priorité 3).		
Engagements non rémunérés	- La suppression de la strate arborée devra concerner au minimum 50 % de la superficie engagée d'un seul tenant et au maximum 90 % de cette superficie. Les arbres laissés en place seront sélectionnés parmi les plus beaux sujets.	P	
	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février.	P	
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S	
	- Pas de retournement du sol	S	
	- Pas de mise en culture, de semis ou de plantation de végétaux	P	
	- Ne pas assécher, imperméabiliser, remblayer ou mettre en eau	P	
- Ne pas fertiliser, ni amender, ni utiliser de produits phytosanitaires	P		

Engagements rémunérés	<p>Année 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expertise (et étude spécifique si nécessaire). - Bûcheronnage, coupe d'arbres, abattage des végétaux ligneux. En cas de difficultés techniques, cette opération pourra être réalisée par tranches sur 2 ou 3 ans. - Dessouchage ou dévitalisation, si nécessaire (érable negundo, robinier, ailante, « carolin »). - Enlèvement des souches et grumes hors de la parcelle (le procédé de débardage sera choisi pour être le moins perturbant possible pour les espèces et habitats visés par le contrat). <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> - Débroussaillage, gyrobroyage, fauche, avec exportation et destruction des produits de la coupe hors de la zone humide. 	<p>C</p> <p>P</p> <p>S</p> <p>S</p> <p>P</p>
Interdiction de cumul avec :	F22701, A32304R, A32305R	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos de l'état initial • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation format A4, échelle entre le 1/5 000 et le 1/25 000 (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. 	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>	
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Nombre d'arbres coupés (par essence).</p> <p>Nombre de souches enlevées ou dévitalisées.</p> <p>Relevés floristiques simplifiés (années 1 et 5) : espèces dominantes ; espèces protégées ou rares (livres rouges).</p>	
Modalités financières (coûts hors taxes)	<p>Année 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure • Débroussaillage : 150 €/ha/an • Exportation des produits et stockage : 180 €/ha/an • Bûcheronnage (+ dessouchage si nécessaire) : 1 400 €/ha/an • Enlèvement des grumes : 180 €/ha/an <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage : 150 €/ha/an • Exportation des produits et stockage : 180 €/ha/an 	
Ressources financières	FEADER, Etat	
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %	



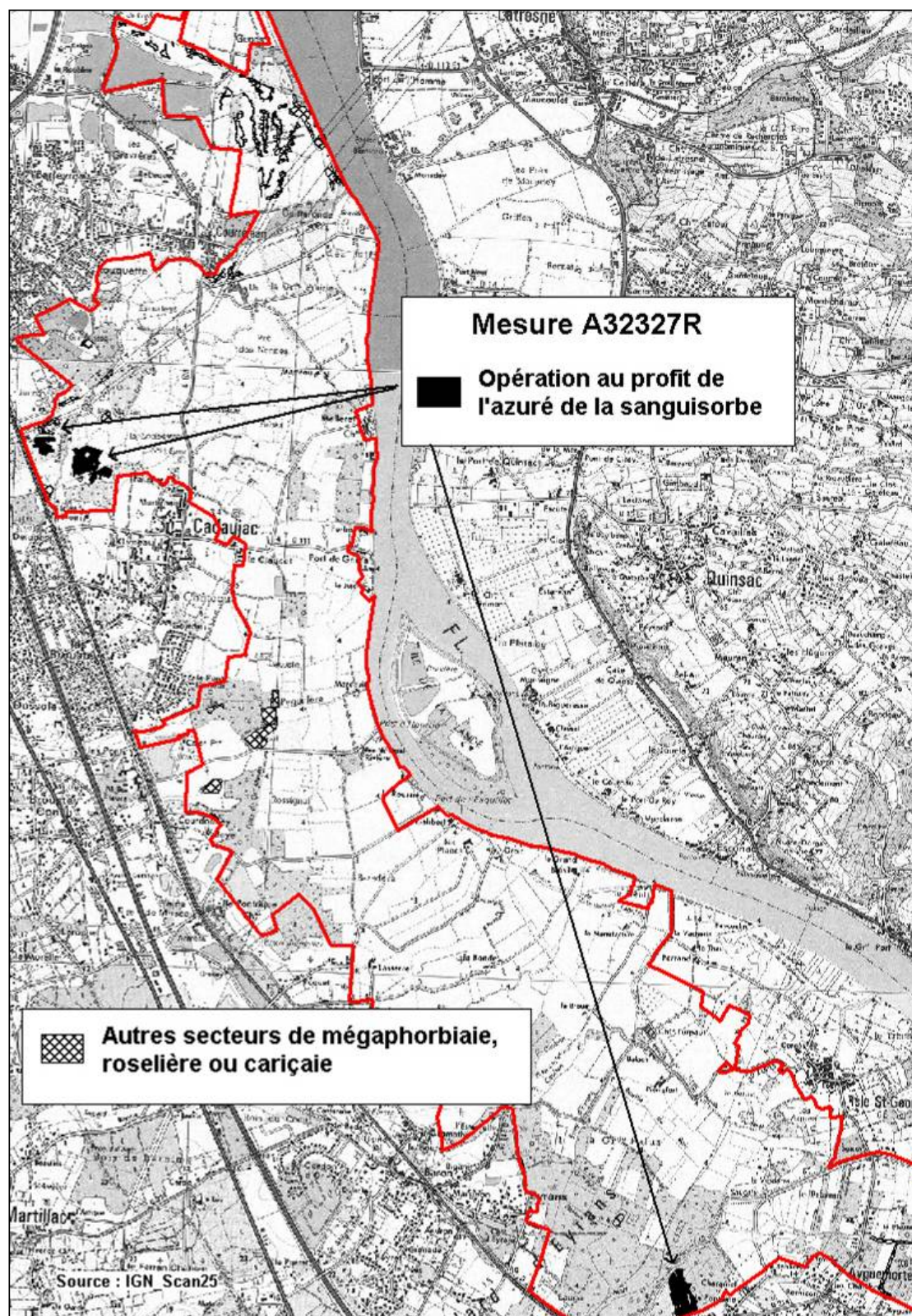
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action GZH1 Mesure : A32309P	Gestion conservatoire des milieux aquatiques	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	925 € HT/ha et 4,8 € HT/ml (1 106,3 € TTC/ha et 5,74 € TTC/ml)	
Type de milieu visé	Mares temporaires.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles</i> <i>Espèces : 1041-Oxygastra curtisii, 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius, 1220-Emys orbicularis, 1356-Mustela lutreola, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	Environ 0,5 ha.	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	Restauration d'une des mares proches de l'Eau Blanche	
Objectifs	Préserver les habitats spécifiques accueillant les espèces animales liées à l'eau, ainsi que les espèces végétales vulnérables ou rares. Restaurer de la mégaphorbiaie	
Conditions d'éligibilité	- Mares fortement comblées et/ou colonisées par la jussie. - Si la démarche est justifiée, cela peut aussi concerner la création de mares (lieux judicieux pour l'accueil de la faune et ne portant pas atteinte à des habitats présentant un intérêt écologique et/ou patrimonial).	
Engagements non rémunérés	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois d'août au mois de février.	P
	- En cas de présence de la cistude, les individus devront être déplacés sur une autre plan d'eau proche, au moins durant les travaux de curage.	P
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S
Engagements rémunérés	Année 1 :	
	• Expertise préalable (présence de jussie, présence d'espèces végétales protégées, présence de la cistude)	P
	• Débroussaillage et dégagement des abords.	S
	• Si nécessaire, arrachage manuel des pieds de jussie, tous les ans. En cas de forte colonisation par la jussie, il pourra s'agir en première année d'un arrachage mécanique en combinaison avec le curage. Dans tous les cas, il est important de veiller à rassembler tous les pieds arrachés pour leur destruction hors du site.	P
	• Conditionnement et évacuation des résidus végétaux	P
	• Curage et gestion des produits de curage. Le curage sera réalisé en première année, sur une épaisseur variant entre 25 cm (restauration) et 50 cm (création) au maximum.	P
	Années 3 et 5	
	• Débroussaillage et dégagement des abords.	S
	• Si nécessaire, arrachage manuel des pieds de jussie, tous les ans.	P
Documents et enregistrements obligatoires	• Photos avant/après • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)	

Interdiction de cumul avec :	A32301P, A32304R, A32305R, A32319P
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Superficie traitée / superficie engagée.</p> <p>Relevés floristiques en année 1 et 5. En cas de présence initiale de la cistude, vérification de sa présence après travaux.</p>
Modalités financières	<p>Année 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Etudes et frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure • Arrachage manuel des pieds de jussie : 225 €/ha/an • Débroussaillage et dégagement des abords : 1,6 €/ml • Curage et gestion des produits de curage : 300 €/ha/an <p>Années 2 à 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrachage manuel des pieds de jussie : 100 €/ha/an <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage et dégagement des abords : 1,6 €/ml
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %



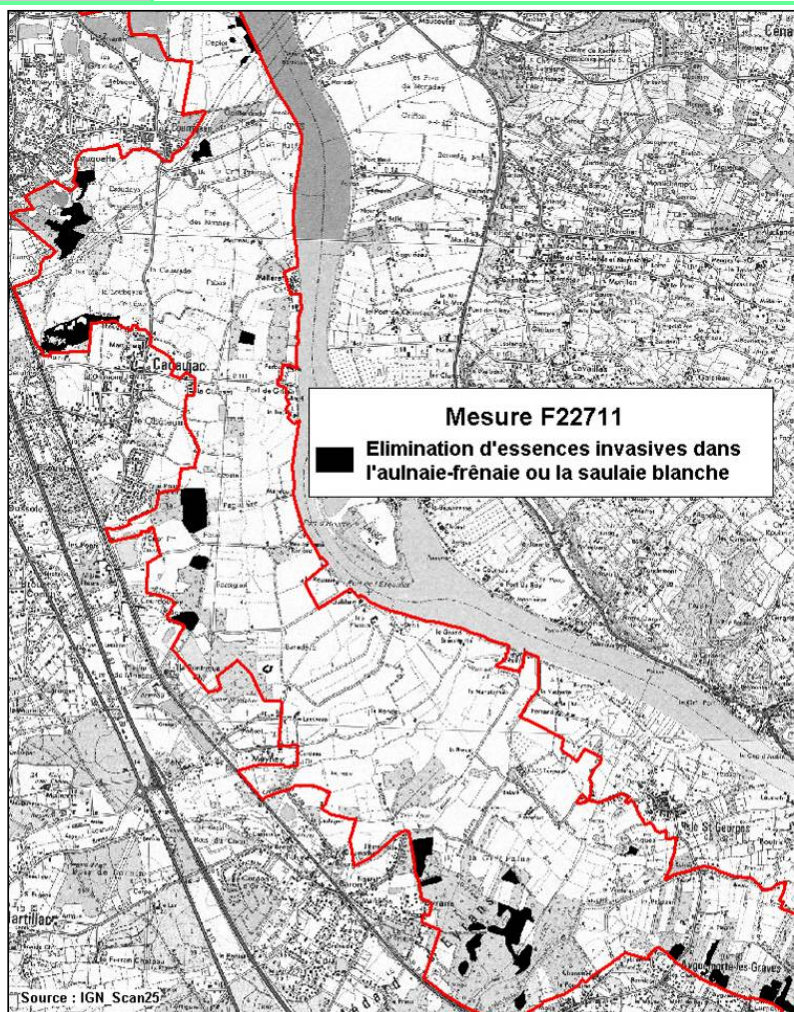
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action GZH3 Mesure : A32327P	Opération innovante au profit de l'azuré de la sanguisorbe	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	17 500 € HT par secteur (20 930 € TTC).	
Type de milieu visé	Milieux herbacés humides (mégaphorbiaie, roselière, cariçaies, jeunes friches) et les fossés associés à ces milieux.	
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges	
Codes Habitats / Espèces concernés	Habitats : 6430-Mégaphorbiaies hygrophiles Espèces : 1060-Lycaena dispar, 1059-Maculinea teleius	
Surface totale estimée de l'habitat	Sur les 23,5 ha de zones herbacées très humides, trois secteurs présentent des caractéristiques favorables (colonisation par les ligneux limitée, inondation régulière, difficulté d'accès limitant les risques de pénétration). Ces 3 secteurs représentent 7,75 ha.	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1 secteur (le secteur de Moka) devrait faire l'objet d'une restauration de frayère. Il est donc le plus indiqué pour une opération pilote complémentaire.	
Objectifs	Permettre la réintroduction de l'azuré de la sanguisorbe, papillon qui était présent sur le site mais a disparu depuis une vingtaine d'années, de même que sa plante hôte.	
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Cette action ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de restauration et/ou d'entretien des milieux (A32301P, A32304R, A32305R, A32310R, A32319P). - Des contrats peuvent être acceptés hors des 3 sites cartographiés, à condition de rester dans les limites des milieux cartographiés (mégaphorbiaies, roselières, cariçaie) et de respecter la condition précédente. - Le protocole détaillé de la mesure devra être validé par le CSRPN d'Aquitaine 	
Engagements non rémunérés	- Mise en place d'un groupe de travail par l'animateur : Conservatoire botanique Aquitaine/Poitou-Charentes et jardin botanique de Bordeaux pour la problématique « sanguisorbe ». Jacques Lhonoré, laboratoire de biosystématique des insectes, université du Maine, pour les problématiques « azuré » et « fourmis ».	P
	- Engagement du propriétaire ou de l'ayant droit qui souhaite s'engager dans cette mesure, à contacter l'animateur du DOCOB et à attendre les conclusion du groupe de travail avant la mise en œuvre des actions de gestion.	P
	- Engagement à laisser le libre accès aux parcelles, pour les scientifiques et spécialistes chargés du suivi de l'action et ses effets.	P
Engagements rémunérés	Années 1 à 5	
	<ul style="list-style-type: none"> - Restauration de stations à sanguisorbe officinale <ul style="list-style-type: none"> • acquisition de graines de sanguisorbe officinale auprès d'un fournisseur pouvant garantir l'origine des graines, puis semis ou • recherche de stations proches du site (Gat Mort), collecte de graines, semis ou culture des graines pour multiplier les pieds sur un site à déterminer, puis semis sur le secteur à restaurer. - Recherche de la présence de fourmis de la bonne espèce (<i>Myrmica scabrinodis</i>, voire <i>M. ruginodis</i>). Si nécessaire, implantation sur le site. 	<p>P</p> <p>P</p>

Engagements rémunérés	<p>Le déroulement de cette phase de 5 années fera l'objet d'une évaluation régulière. En fonction des résultats obtenus, la démarche pourra être accélérée ou ralentie.</p> <p>La suite de la mesure se déroulerait sur les 5 à 10 années suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Elevage du papillon, à partir d'une souche Girondine dans la mesure du possible (dans ce cas, la population d'origine devrait être étudiée pour vérifier sa capacité à supporter un prélèvement et un dossier réglementaire serait nécessaire). - Introduction des papillons d'élevage accompagnée d'un suivi rigoureux. 	<p>C</p> <p>C</p>
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Le protocole de mise en place et de suivi • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	
Interdiction de cumul avec :	F22701, A32301P	
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>	
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente. Rapport d'expertise après travaux. 	
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>	
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Un protocole de suivi détaillé sera élaboré pour les années 1 à 5 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comptage annuel des pieds de sanguisorbe - estimation annuelle des effectifs de fourmis (<i>Myrmica sp</i>) sur le secteur à sanguisorbe. 	
Modalités financières	<p>Année 1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définition précise de la démarche et analyse de la faisabilité (source de graines, préparations nécessaires sur le terrain) <p>Année 2</p> <ul style="list-style-type: none"> • Étude sur la présence de <i>Myrmica scabrinodis</i> et <i>M. ruginodis</i> : 2 500 € <p>Années 2 à 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Préparation du stock de graine : 14 000 € • Préparation du terrain et semis : 1 000 € 	
Ressources financières	FEADER, Etat	
Plan de financement	<p>FEADER = 50 %, Etat = 50 %</p> <p>Financements complémentaires à rechercher pour assurer la rémunération des experts intervenant dans l'opération, la réussite de la production de graines et, dans le futur, l'opération d'élevage et de réintroduction du papillon.</p> <p>Sources de financement possibles : Etat, conseil régional, conseil général, communauté de communes de Montesquieu, commune de Villenave d'Ornon.</p>	



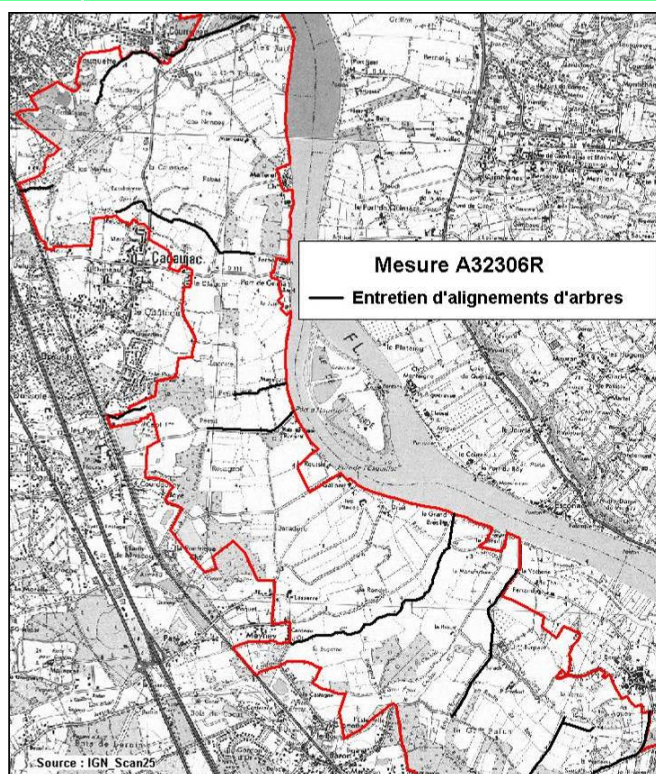
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action LEI1 Mesure : F22711	Préservation de la qualité des boisements naturels	Priorité 2
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	531 € HT/ha (635,08 € TTC/ha), hors frais d'expertise.	
Type de milieu visé	Boisements ou friches arborées.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : 91E0-Aulnaie-Frênaie et Saulaie blanche, 91F0-Forêts mixtes à Quercus robur, Ulmus laevis, Ulmus minor, Fraxinus excelsior ou Fraxinus angustifolia, riveraines des grands fleuves.</i> <i>Espèces :</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	52 ha (habitat 91E0), dont 25 ha dans les boisements des vallées de l'Eau Blanche et du Saucats.	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	6,25 ha concernant en priorité la vallée de l'Eau Blanche.	
Objectifs	Préserver ou restaurer l'aulnaie-frênaie et la saulaie blanche dans leur composition et leur structure.	
Conditions d'éligibilité	- Ne concerne pas les plantations d'arbres, quel que soit le type. - Peut concerner tous les autres types de formations arborées ou arbustives.	
Engagements non rémunérés	- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)	P
	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février.	P
	- Lors des travaux, veillez à adapter le matériel utilisé à la portance des sols.	S
Engagements rémunérés	Années 1, 3 et 5	P
	• Expertise initiale pour repérer et marquer tous les arbres et arbustes à éliminer sur les terrains engagés.	P
	• Tronçonnage des pieds d'érable <i>négundo</i> , d'ailante (et de « carolins », uniquement si la détermination confirme qu'il ne s'agit pas de peupliers noirs)	P
	• Dévitalisation par annellation (ou tout autre méthode respectant le milieu, y compris par traitement chimique si chaque pied est traité individuellement au pinceau et non pas par projection).	
Interdiction de cumul avec :	A32301P et F22701	
Documents et enregistrements obligatoires	• Photos de l'état initial • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation format A4, échelle entre le 1/5 000 et le 1/25 000 (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)	
Contrôles	La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur. L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat. En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.	

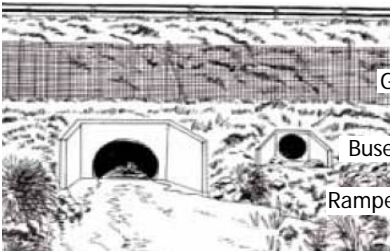
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Surface traitée / surface engagée. Vérification de l'efficacité de la dévitalisation. Bilan du nombre de pieds éliminés.
Modalités financières (H.T.)	Années 1, 3 et 5 <ul style="list-style-type: none"> • Frais d'expert : au maximum, 12 % du coût de la mesure. • Tronçonnage des fûts et dévitalisation : 177 €/ha/an.
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 55 %, Etat = 45 %



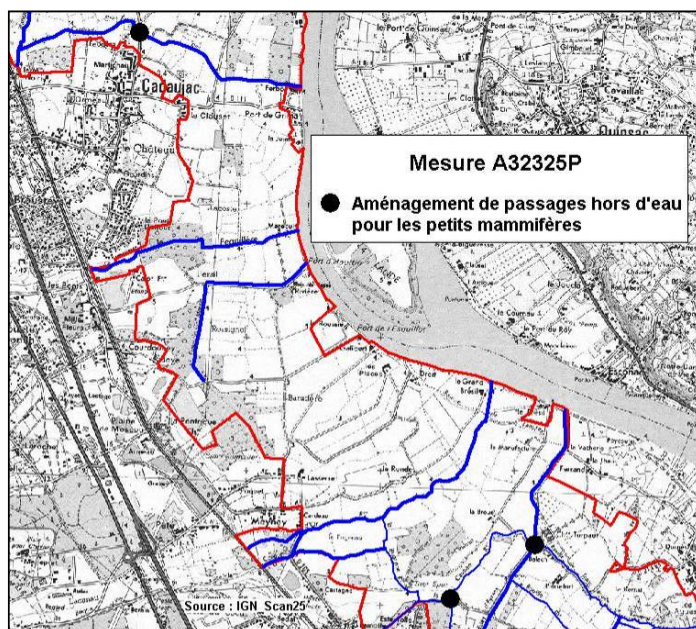
SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action GHR1 Mesure : A32306R	Gestion des éléments linéaires du bocage	Priorité 3
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	6,90 € HT/ml (8,25 € TTC/ml)	
Type de milieu visé	Les formations arborées linéaires et l'interface terre-eau.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : Espèces : 1083-Lucanus cervus, 1088-Cerambyx cerdo, A074-Milvus milvus, A229-Alcedo atthis, A338-Lanius collurio et divers oiseaux cavernicoles, divers chiroptères.</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	10 400 mètres linéaires, soit environ 52 ha.	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	2 600 mètres linéaires, soit environ 260 arbres	
Objectifs	Préserver une structure diversifiée du bocage afin d'offrir des niches écologiques variées pour la faune. Fournir des lieux de refuge, d'alimentation ou de reproduction pour la faune, les arbres têtards étant particulièrement favorables à cela par la présence de crevasses, de cavités et d'un houppier dense en phase de développement de la végétation.	
Conditions d'éligibilité	<ul style="list-style-type: none"> - Cette mesure ne concerne que les alignements d'arbres (fûts espacés sans formation ligneuse intercalaire), pas les boisements linéaires. Elle ne peut donc absolument pas concerner une ripisylve. - Des contrats peuvent être acceptés hors des linéaires cartographiés, à condition de respecter la condition exposée ci-dessus. 	
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> - Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février. - Ne pas utiliser de fertilisants - Ne pas utiliser de produits phytosanitaires 	P S P
Engagements rémunérés	Années 1, 3 et 5 <ul style="list-style-type: none"> - Entretien des arbres têtards, en priorité - Taille, élagage des arbres sains (éventuellement, formation d'arbre têtard) - Débroussaillage et dégagement des abords (gyrobroyage et/ou fauche) - Exportation des déchets de coupe (si nécessaire) 	P P S S
Interdiction de cumul avec :	A32311P et R (en revanche, le cumul avec la mesure A32310R est possible, voire recommandé)	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos de l'état initial • Devis et factures de travaux • Cahier d'enregistrement des pratiques sur les parcelles engagées obligatoire • Plan de localisation format A4, échelle entre le 1/5 000 et le 1/25 000 (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 	

Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Linéaire traité / linéaire engagé.</p> <p>Nombre d'arbres têtards restaurés et photographie de l'élément à la fin du contrat (comparaison visuelle de l'évolution).</p>
Modalités financières	<p>Trois interventions en 5 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien ou formation d'arbre têtard, taille, élagage (et exportation des déchets de coupe) : 17 €/arbre (ou 1,7 €/ml) • Nettoyage des abords : 0,6 €/ml
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %

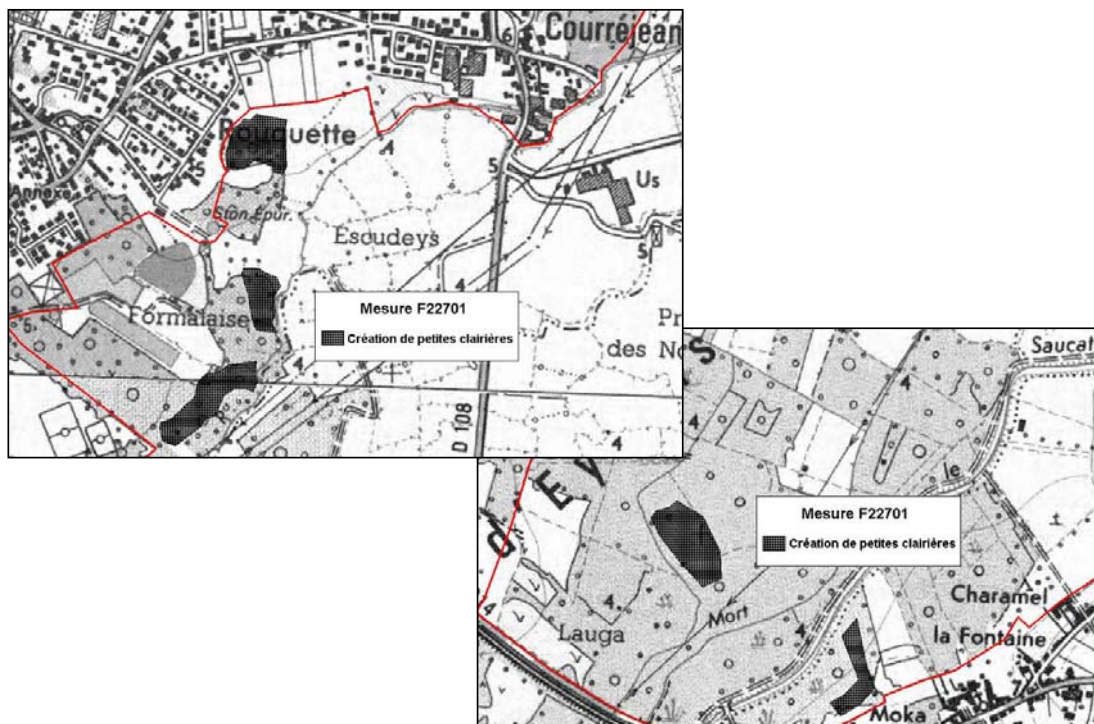


SITE : FR7200688 BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS		
Action GHR4 Mesure : A32325P	Aménager les traversées de route pour le vison d'Europe.	Priorité 3
		Mesure Contractuelle Hors SAU
Montant unitaire retenu	7 800 € HT/ouvrage (9 328,80 € TTC/ouvrage), hors frais d'expert.	
Type de milieu visé	Cours d'eau fréquentés ou non par le vison d'Europe et traversés par des voies à circulation importante.	
Localisation	<i>Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges</i>	
Codes Habitats / Espèces	<i>Espèces : 1356-Mustela lutreola</i>	
Surface totale estimée de l'habitat	900 ha (superficie du site où le réseau hydraulique principal est traversé par des voies de circulation à fréquentation moyenne ou élevée ; 3 franchissements à aménager).	
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	1 franchissement	
Objectifs	Permettre le déplacement du vison d'Europe et des autres petits mammifères sur les berges des cours d'eau, en réduisant les risques de mortalité au niveau des franchissements de certaines routes.	
Conditions d'éligibilité	Franchissement de rivière ou d'estey par les routes départementales D108 ou D214 (ouvrages existants), lorsque les berges du cours d'eau ne sont pas accessibles ou sont inondables sous l'ouvrage. Les travaux nécessitant un dossier réglementaire, avec mesures d'insertion, ne sont pas pris en compte pour cette mesure.	
Engagements non rémunérés	- Si un nettoyage préalable de la végétation est nécessaire au niveau de l'aménagement, vérifier au préalable l'absence de gîte.	P
	- Commencer les travaux par la pose des protections en bord de route.	P
	- Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux en régie)	P
	- Afin de préserver les différentes espèces animales potentiellement présentes, les travaux seront réalisés du mois de septembre au mois de février.	P
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> Assistance au maître d'œuvre pour la définition précise des caractéristiques de l'aménagement et l'accompagnement durant les travaux. 	P
	<ul style="list-style-type: none"> Pose d'un grillage au niveau de l'ouvrage de franchissement, sur chaque côté de la route et sur chaque rive (4 fois 25 m de protection). Le grillage de maille inférieure à 25 mm doit être enterré sur 30 cm à sa base et doit avoir une hauteur minimale de 1 m. 	P
	<ul style="list-style-type: none"> Buse sèche (Ø 800) 	P
	<ul style="list-style-type: none"> Rampe d'accès : 1 rampe en pente douce sur chaque rive, permettant un accès aisé à la buse. 	P
 <p>Grillage</p> <p>Buse</p> <p>Rampe d'accès</p>		

Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> • Photos avant/après • Programme et plan détaillés des travaux à réaliser (ou rapport d'étude) • Devis et factures de travaux • Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan)
Interdiction de cumul avec :	Sans objet
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Suivi des indices de présence de petits mammifères.</p> <p>Si possible, réalisation d'une campagne de piégeage avant et après travaux.</p>
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> • Frais d'expert : coût à évaluer au cas par cas • Grillage : 20 €/ml (pose comprise) sur 100 m par ouvrage • Une buse sèche : 380 €/ml (longueur de 10 m) • Rampe d'accès : 1000€/rampe, pour 2 rampes par buse.
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 %

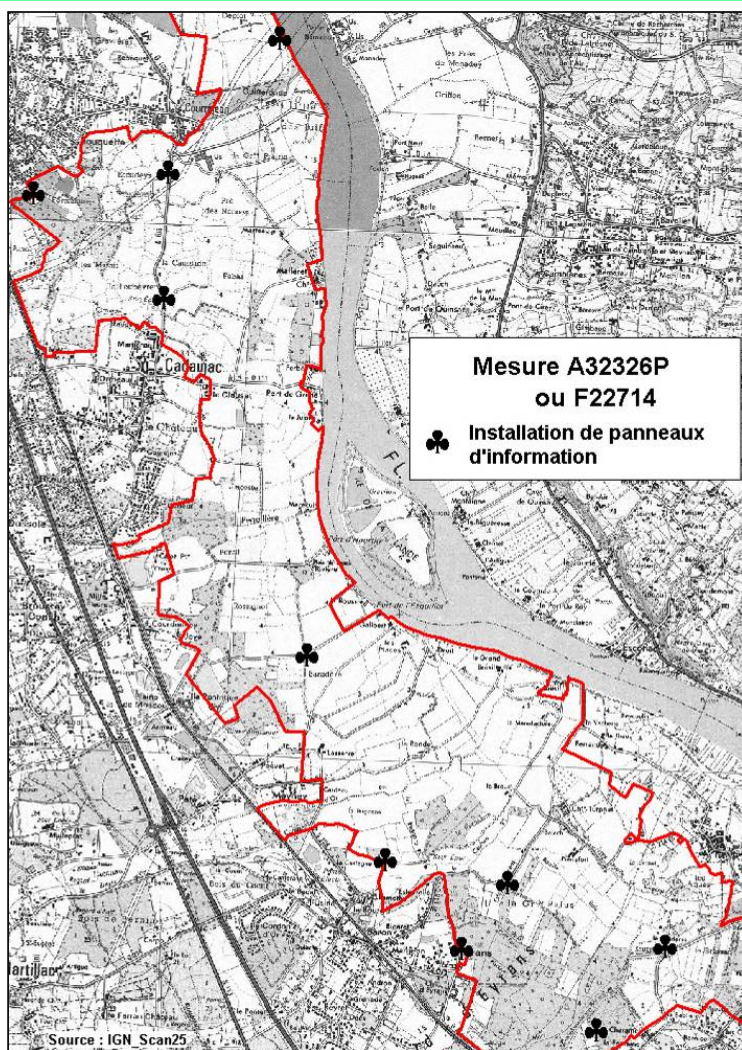


Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA).</p> <p>Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>
Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	<p>Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée</p>
Suivi de la mise en œuvre de l'action	<p>Surface traitée / surface engagée.</p> <p>Recherche de chiroptères à partir de l'année 2.</p> <p>Relevés floristiques simplifiés (années 1 et 5) : espèces dominantes et espèces protégées ou rares (livres rouges).</p>
Modalités financières	<p>Année 1</p> <ul style="list-style-type: none"> • Tronçonnage des fûts et dévitalisation par annellation : 500 €/ha/an. <p>Années 3 et 5</p> <ul style="list-style-type: none"> • Débroussaillage : 150 €/ha/an
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 55 %, Etat = 45 %



SITE : FR7200688		BOCAGE HUMIDE DE CADAUJAC ET SAINT-MEDARD D'EYRANS	
Action INFO1 Mesure : A32326P F22714	Informer le public	Priorité 3	
		Mesure Contractuelle Hors SAU	
Montant unitaire retenu	150 € HT/panneau (179,40 € TTC/panneau)		
Type de milieu visé	Tous types de milieux vulnérables, souvent en raison des espèces qu'ils accueillent.		
Localisation	Renvoi à une cartographie annexée au présent cahier des charges		
Codes Habitats / Espèces concernés	<i>Habitats : tous les habitats de l'annexe I identifiés sur le site, ainsi que les habitats d'espèces</i> <i>Espèces : les mammifères, oiseaux et insectes identifiés sur le site.</i>		
Surface totale estimée de l'habitat	L'ensemble du site (1 587 ha), nécessitant une dizaine de panneaux.		
Nombre d'unités et/ou surface cumulée éligible	3 panneaux en priorité aux lieux dits Formalaise, la Loubeyre et Moka.		
Objectifs	<p>L'action concerne les aménagements visant à informer les usagers afin de les inciter à limiter l'impact de leurs activités sur des habitats d'intérêt communautaire dont la structure est fragile, ou sur des espèces d'intérêt communautaire sensibles.</p> <p>Cette action repose sur la mise en place de panneaux d'interdiction de passage ou de recommandations (pour ne pas détruire une espèce, par exemple), en fonction des schémas de circulation sur le site.</p>		
Conditions d'éligibilité	<p>Cette action ne peut être contractualisée qu'accompagnée d'autres actions de gestion.</p> <p>L'action doit être géographiquement liée à la présence d'un habitat ou d'une espèce identifiée dans le DOCOB</p> <p>L'action ne se substitue pas à la communication globale liée à la politique Natura 2000. Les panneaux finançables sont ceux destinés aux utilisateurs qui risquent, par leur activité, d'aller à l'encontre de la gestion souhaitée.</p>		
Engagements non rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> Pas d'utilisation de poteaux creux comme supports des panneaux. Respect de la charte graphique ou des normes existantes Tenue d'un cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre des travaux réalisés par le bénéficiaire) 	P S P	
Engagements rémunérés	<ul style="list-style-type: none"> Conception des panneaux. Fabrication. Pose Entretien des équipements d'information. 	P P P S	
Documents et enregistrements obligatoires	<ul style="list-style-type: none"> Photos avant/après Devis et factures de travaux Plan de localisation (selon disponibilité, cadastre ou orthophotoplan) 		
Interdiction de cumul avec :			
Contrôles	<p>La réception des travaux peut faire l'objet d'une visite sur place du service instructeur.</p> <p>L'ensemble des pièces mentionnées ci-dessus, depuis la souscription de l'action, peuvent s'avérer utiles dans les 4 années suivant la fin du contrat.</p> <p>En cours de contrat, le dossier peut faire l'objet d'un contrôle sur place qui porte sur l'ensemble des critères d'éligibilité et des engagements (CNASEA). Ce contrôle requiert la présence du contractant ou celle de son représentant et la mise à disposition des documents de suivi mentionnés ci-dessus.</p>		

Objets de contrôle	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et tenue du cahier d'enregistrement des interventions (dans le cadre de travaux réalisés par le bénéficiaire). • Réalisation effective par comparaison des engagements du cahier des charges et du plan de localisation avec les aménagements réalisés. • Vérification des factures ou des pièces de valeur probante équivalente.
Sanctions	Les engagements de l'action sont classés en 3 catégories (P, S et C) d'importance décroissante relativement à la finalité de l'action et à leur prise en compte dans la justification du montant de l'aide. Le non respect d'un seul engagement entraîne une sanction fonction de la catégorie dans laquelle il est classé et de la superficie concernée.
Suivi de la mise en œuvre de l'action	Vérification annuelle de l'état de conservation des parcelles concernées par les panneaux.
Modalités financières	<ul style="list-style-type: none"> • Conception, fabrication et pose des panneaux : 150 € par panneau
Ressources financières	FEADER, Etat
Plan de financement	FEADER = 50 %, Etat = 50 % (mesure A32326P) FEADER = 55 %, Etat = 45 % (mesure F22714)



2.3.3 Evaluation financière

Tous les coûts sont exprimés hors taxes.

2.3.3.1 - Mesures agro-environnementales

Les objectifs sur 5 ans sont théoriques et correspondent à un maximum que l'on souhaite atteindre.

Priorité	Code action	Quantité	Unité	Objectif sur 5 ans		Unité	Coût unitaire annuel	
				Pourcentage	Quantité			
1	HE1	485	ha	25%	121,25	ha	175,44€	
1	HE2	215	ha	25%	53,75	ha	160,20€	
1	FO	105500	ml	25%	26375	ml	1,70€	
2	GC1	62	ha	25%	15,5	ha	355,07€	
2	GC2	95	ha	25%	23,75	ha	467,06€	
2	HA1	63450	ml	25%	15862,5	ml	0,51€	
2	HA2_Cas1	310	arbres	25%	77,5	arbres	3,47€	
2	HA2_Cas2	620	arbres	25%	155	arbres	6,94€	
2	HA2_Cas3	310	arbres	25%	77,5	arbres	10,42€	

Répartition annuelle des coûts

Priorité	Code action	An1	An2	An3	An4		
1	HE1	21 272,71 €	21 272,71 €	21 272,71 €	21 272,71 €	21	
1	HE2	8 610,75 €	8 610,75 €	8 610,75 €	8 610,75 €	8	
1	FO	9 172,77 €		9 172,77 €		9	
2	GC1	11 092,68 €	11 092,68 €	11 092,68 €	11 092,68 €	11	
2	GC2	44 943,00 €	44 943,00 €	44 943,00 €	44 943,00 €	44	
2	HA1	13 641,75 €		13 641,75 €		13	
2	HA2_Cas1	269,24 €					
2	HA2_Cas2	2 692,35 €	2 692,35 €				
2	HA2_Cas3	1 346,18 €		1 346,18 €		1	
		113 041,41 €	88 611,48 €	110 079,83 €	85 919,13 €	110	

2.3.3.2 - Mesures non agricoles

Les objectifs sur 5 ans sont théoriques et correspondent à un maximum que l'on souhaite atteindre.

Priorité	Code action	Code mesure	Qté	Unité	% (obj sur 5 ans)	Qté objectif	Unité		
1	EAU1	<i>A32312P et R</i>	38000	ml	25%	9500	ml		
1	EAU2	<i>A32310R</i>	20	ha	25%	5	ha		
1	GHR2	<i>A32311P</i>	25000	ml	25%	6250	ml		
1	GHR3	<i>A32311R</i>	52 37400	ha ml	25% 25%	13 9350	ha ml		
1	GMH2_1	<i>A32304R</i>	55	ha	25%	13,75	ha		
1	GMH2_2	<i>A32305R</i>	71,25	ha	25%	18	ha		
1	GZH2	<i>A32309R</i>	2,124 1708	ha ml	25% 25%	0,531 427	ha ml		
2	EAU3	<i>A32314P</i> <i>A32314R</i> <i>A32319P</i>	3	frayère	33%	1	entité		
2	GMH1	<i>A32301P</i>	90	ha	25%	22,5	ha		
2	GZH1	<i>A32309P</i>	0,49 475	ha ml	25% 25%	0,1225 118,75	ha ml		
2	GZH3	<i>A32327P</i>	7,75	ha sur 3	50 % sur 1 secteur	0,5	secteur		
2	LEI1	<i>F22711</i>	25	ha	25%	6,25	ha		
3	GHR1	<i>A32306R</i>	10400	ml	25%	2600	ml		
3	GHR4	<i>A32325P</i>	3	entité	33%	1	entité		
3	GMH3	<i>F22701</i>	7,3	ha sur 5	20%	1,46	ha		
3	INFO1	<i>A32326P</i> <i>F22714</i>	10	panneaux	30%	2 1	panneau		

Répartition annuelle des coûts

Action	Mesure	Priorité	An1	An2	An3	An4	An5	TOTAL
EAU1	A32312P et R	1	12 996,00 €	12 996,00 €	12 996,00 €	12 996,00 €	12 996,00 €	64 980,00 €
EAU2	A32310R	1	1 080,00 €	1 080,00 €	1 080,00 €	1 080,00 €	1 080,00 €	5 400,00 €
GHR2	A32311P	1	5 062,50 €	5 062,50 €	5 062,50 €	5 062,50 €	5 062,50 €	25 312,50 €
GHR3	A32311R	1	9 508,50 €	9 508,50 €	9 508,50 €	9 508,50 €	9 508,50 €	47 542,50 €
GMH2_1	A32304R	1	1 930,50 €	1 930,50 €	1 930,50 €	1 930,50 €	1 930,50 €	9 652,50 €
GMH2_2	A32305R	1	2 268,00 €	2 268,00 €	2 268,00 €	2 268,00 €	2 268,00 €	11 340,00 €
GZH2	A32309R	1		2 320,41 €				2 320,41 €
EAU3	A32314P A32314R A32319P	2		6 215,00 €	6 215,00 €			12 430,00 €
GMH1	A32301P	2	11 565,00 €	11 565,00 €	11 565,00 €	11 565,00 €	11 565,00 €	57 825,00 €
GZH1	A32309P	2			683,31 €			683,31 €
GZH3	A32327P	2		6 250,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	3 750,00 €	17 500,00 €
LEI1	F22711	2	663,75 €	663,75 €	663,75 €	663,75 €	663,75 €	3 318,75 €
GHR1	A32306R	3	3 588,00 €	3 588,00 €	3 588,00 €	3 588,00 €	3 588,00 €	17 940,00 €
GHR4	A32325P	3					7 800,00 €	7 800,00 €
GMH3	F22701	3				584,00 €	584,00 €	1 168,00 €
INFO1	A32326P	3				300,00 €		300,00 €
	F22714	3				150,00 €		150,00 €
TOTAL			48 662,25 €	63 447,66 €	59 310,56 €	53 446,25 €	60 796,25 €	285 662,97 €

2.3.3.3 - Répartition des coûts par financeur

Mesures agro-environnementales

	An1	An2	An3	An4		
FEADER (55 %)	76 633,87 €	27 044,68 €	75 005,00 €	25 563,89 €	75	
Etat-MAP (45 %)	62 700,44 €	22 127,46 €	61 367,72 €	20 915,91 €	61	
TOTAL	139 334,30 €	49 172,14 €	136 372,72 €	46 479,79 €	136	

Mesures non agricoles

	An1	An2	An3	An4		
FEADER (50 à 55 %)	24 364,31 €	31 757,02 €	29 688,47 €	26 793,01 €	30	
Etat-MEDAD (45 à 50 %)	24 297,94 €	31 690,64 €	29 622,09 €	26 653,24 €	30	
TOTAL	48 662,25 €	63 447,66 €	59 310,56 €	53 446,25 €	60	

Mesures de niveau de priorité 1 (agricoles et non agricoles)

	An1	An2	An3	An4	A	
FEADER (50 à 55 %)	37 903,67 €	34 018,86 €	37 903,67 €	32 858,65 €	37	
Etat (45 à 50 %)	33 998,05 €	31 030,51 €	33 998,05 €	29 870,31 €	33	
TOTAL	71 901,73 €	65 049,37 €	71 901,73 €	62 728,96 €	71	

2.4. Les mesures hors contrat

2.4.1 L'animation

2.4.1.1 - Descriptif de la mesure

La structure animatrice constitue le référent du site au niveau local pour répondre aux questionnements, aux demandes relatives à l'avancement des travaux, faire remonter les propositions et favoriser les échanges entre acteurs.

↪ S'approprier et préparer la mise en oeuvre du DOCOB

- informer et sensibiliser régulièrement les acteurs locaux sur le déroulement du dossier afin de faciliter la mise en œuvre des actions.
- identifier les propriétaires et les ayants droit du site
- identifier les organismes socioprofessionnels ou administratifs sur lesquels la mise en œuvre du DOCOB pourra s'appuyer.

↪ Mettre en oeuvre les mesures contractuelles de gestion

- établir des contacts directs avec les propriétaires ou ayants droits.
- visite des parcelles concernées pour définir leur éligibilité et les mesures les mieux adaptées au contexte. La structure animatrice peut demander l'intervention d'un expert pour analyser les points dépassant sa compétence. Elle fournit au futur contractant une liste d'experts, à charge pour le contractant de demander un devis qui sera intégré au contrat s'il ne dépasse pas 12 % du coût de la mesure.
- préparation des dossiers et suivi administratif. La structure animatrice est un contact privilégié avec les services de l'Etat. Elle suit également le plan de financement et élabore les dossiers de demande de subventions nécessaires à la mise en oeuvre du DOCOB.
- certaines actions peuvent nécessiter des dossiers réglementaires. L'animateur doit, grâce à son travail préparatoire en collaboration avec la DDAF, pouvoir aider le contractant à définir les besoins éventuels, comme par exemple :
 - suppression de la strate arborée ; autorisation de défrichement nécessaire, selon la classification des terrains (bois, friche de plus de 20 ans, etc.).
 - travaux de curage : déclaration ou autorisation à obtenir (selon l'ampleur et les caractéristiques du projet).

↪ Initiation et soutien des actions Hors Contrat

- mise en place des actions hors contrat par un travail de coordination des acteurs locaux (organisation de réunions préalables, recherche de porteurs de projets, etc.) et d'aide au montage du projet (recherche de financements, apports techniques et scientifiques, etc.).

- recenser les adhérents potentiels à la charte 2000 et promouvoir l'adhésion à la charte (explication et justification du contenu de ce document, ainsi que le contrôle du respect des engagements).

↳ Synthèse et bilan

- bilan annuel des mesures de gestion mises en oeuvre sur le site. Le bilan financier permet de recadrer les budgets prévisionnels.
- définition et application des critères d'évaluation des actions engagées
- organisation et synthèse des opérations de suivis
- organisation et secrétariat des réunions du comité de pilotage de l'animation.

↳ Assistance technique et scientifique aux porteurs de projets - Accompagnement des programmes de travaux

La structure animatrice, qui dispose des données naturalistes sur le site, de la connaissance des objectifs du DOCOB, des exigences de conservation des habitats et espèces, de la démarche Natura 2000, peut apporter son expertise aux différents maîtres d'ouvrages pour une prise en compte des objectifs de conservation du DOCOB dans leur projet. Elle peut également être amenée à apporter un accompagnement technique au cours des phases de travaux.

A la demande des services de l'Etat en charge de l'instruction des dossiers, la structure animatrice peut-être amenée à se prononcer sur le bien fondé des projets localisés à l'intérieur du site.

↳ Favoriser la cohérence des politiques publiques avec le DOCOB

Cette mission consiste à faire valoir les objectifs du DOCOB dans le cadre de la définition de politiques publiques en cours ou à venir sur le territoire (documents d'urbanisme, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Plans de Prévention des Risques, zones de préemption, etc.), mais aussi l'organisation des ASA du site ou la réalisation de plans de gestion.

2.4.1.2 - Evaluation financière

Mission	Priorité	Nombre de journées					
		An1	An2	An3	An4	An5	Total
Préparation (dont formation)	1	20	20	5	5	5	55
Communication	1	10	10	10	10	10	50
Mise en œuvre des mesures contractuelles	1	60	70	80	80	80	370
Assistance pour la mise en œuvre des mesures hors contrats	1	20	15	15	15	15	80
Préparation des COPIL, évaluation de la mise en œuvre du DOCOB et suivi des besoins financiers	1	15	15	20	15	20	85
Assistance technique et scientifique à des programmes de travaux	1	10	5	5	5	5	30
Sensibilisation, information, conseils, avis	1	15	15	15	15	15	75
Total		150	150	150	145	150	745

Mission	Priorité	Coût en euros (106 € par jour)					
		An1	An2	An3	An4	An5	Total
Préparation (dont formation)	1	2 120,00 €	2 120,00 €	530,00 €	530,00 €	530,00 €	5 830,00 €
Communication	1	1 060,00 €	1 060,00 €	1 060,00 €	1 060,00 €	1 060,00 €	5 300,00 €
Mise en œuvre des mesures contractuelles	1	6 360,00 €	7 420,00 €	8 480,00 €	8 480,00 €	8 480,00 €	39 220,00 €
Assistance pour la mise en œuvre des mesures hors contrats	1	2 120,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	8 480,00 €
Préparation des COPIL, évaluation de la mise en œuvre du DOCOB et suivi des besoins financiers	1	1 590,00 €	1 590,00 €	2 120,00 €	1 590,00 €	2 120,00 €	9 010,00 €
Assistance technique et scientifique à des programmes de travaux	1	1 060,00 €	530,00 €	530,00 €	530,00 €	530,00 €	3 180,00 €
Sensibilisation, information, conseils, avis	1	1 590,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	1 590,00 €	7 950,00 €
Total		15 900,00 €	15 900,00 €	15 900,00 €	15 370,00 €	15 900,00 €	78 970,00 €

Animation

	An1	An2	An3	An4	An5	Total
FEADER (25 %)	3 975,00 €	3 975,00 €	3 975,00 €	3 842,50 €	3 975,00 €	19 742,50 €
Etat-MEDAD (25 %)	3 975,00 €	3 975,00 €	3 975,00 €	3 842,50 €	3 975,00 €	19 742,50 €
Agence de l'Eau (30 %)	4 770,00 €	4 770,00 €	4 770,00 €	4 611,00 €	4 770,00 €	23 691,00 €
Autofinancement (20 %)	3 180,00 €	3 180,00 €	3 180,00 €	3 074,00 €	3 180,00 €	15 794,00 €
Total	15 900,00 €	15 900,00 €	15 900,00 €	15 370,00 €	15 900,00 €	78 970,00 €

2.4.2 Autres actions hors contrat

2.4.2.1 - Etudes et suivis

Action ES1 : Suivi de populations de lépidoptères

En plus des suivis préconisés en accompagnement des contrats Natura 2000, il est souhaitable d'améliorer la connaissance sur le cuivré des marais et la laineuse du prunellier (répartition et, si possible, effectifs).

Recherche et suivi du cuivré des marais

Observations de terrain, sur l'ensemble des prairies du bocage, un passage en juin et un passage en août. Année 2 (4 journées) et année 5 (4 journées).

Recherche et suivi de la laineuse du prunellier

Observations de terrain sur les secteurs les moins humides présentant des haies avec aubépines et/ou prunelliers, de préférence exposés au sud. Recherche des nids communautaires de chenilles ou d'arbustes plus ou moins défoliés, d'avril à juillet. Année 2 (4 journées) et année 5 (4 journées).

Partenaires techniques : LPO Aquitaine, SEPANSO, Société Linnéenne de Bordeaux, autres associations (?).

Sources de financement : Etat, CG33, région Aquitaine, CCM, commune de Villenave d'Ornon.

Action ES2 : Suivi des « habitats »

Il s'agit en fait d'effectuer un suivi ponctuel de l'occupation du sol afin de vérifier que les habitats de l'annexe I n'ont pas subi d'interventions provoquant leur dégradation ou leur disparition.

Cette analyse se fait par interprétation des photographies aériennes les plus récentes possibles et comparaison avec la cartographie des habitats qui accompagne ce DOCOB. Ce travail sera réalisé en fin de DOCOB (année 5).

Acquisition de la photographie aérienne de l'IGN la plus récente, couvrant l'ensemble du site : 600 € H.T.

Photo-interprétation simplifiée : 1 journée.

Vérifications ponctuelles sur le terrain : 2 journées.

Partenaires techniques : organisme chargé de l'animation.

Sources de financement : CCM, commune de Villenave d'Ornon, commune de Bègles.

Action ES3 : Diagnostics floristiques et suivis des plantes rares ou protégées

En plus des suivis préconisés en accompagnement des contrats Natura 2000, il est indispensable de mettre en place un suivi permettant d'évaluer l'évolution de la richesse floristique du site, quelle que soit la gestion menée sur les parcelles.

La progression ou la régression de certaines plantes rares ou protégées fournira des indices importants sur l'évolution des habitats et des pratiques, en fonction de l'écologie de ces espèces (assèchement ou engorgement des sols, acidification, eutrophisation, piétinement, etc.).

Objectifs opérationnels

- vérifier la répartition des espèces cartographiées dans le cadre du DOCOB et aisément repérables (animateur, années 3 et 5, 4 jours par année).

- vérifier les niveaux d'abondance des espèces sur un échantillon de stations (CBN, années 3 et 5, 6 jours par année)
- effectuer des relevés phytosociologiques sur les parcelles du Grand Brésil (CBN, accompagnement du plan de gestion des ENS, année 5, 2 journées).

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
<i>Frillaria meleagris</i>												
<i>Anacamptis laxiflora</i>												
<i>Ranunculus ophioglossifolius</i>												
<i>Hottonia palustris</i>												
<i>Oenanthe silaifolia</i>												
Habitats : prairies du Grand Brésil												

Partenaires techniques : organisme chargé de l'animation, CBN Sud Atlantique, Société Linnéenne de Bordeaux.

Sources de financement : Etat, CG33, CCM, commune de Villenave d'Ornon, commune de Bègles.

Action ES4 : Étude des mustélidés sur le site

Même s'il n'a pas été capturé depuis 1997, le vison d'Europe fait partie des espèces potentiellement présentes sur le site.

Dans le cadre du plan de restauration du vison d'Europe, les piégeages sont arrêtés depuis 5 ans et ne devraient pas recommencer dans les 5 prochaines années. Toutefois, différentes opérations ou projets peuvent relativiser cette situation :

- les piégeages de ragondins continuent et peuvent aboutir à la capture accidentelle de mustélidés (putois, vison d'Europe, vison d'Amérique).
- le putois est encore classé dans les espèces nuisibles en Gironde, alors que l'état de ses populations est mal connu.
- la progression du vison d'Amérique est inquiétante et une réflexion est menée sur l'éventualité de campagnes de piégeage dans le sud de la Gironde et sur les affluents de la rive gauche de la Garonne.
- enfin, un programme de réintroduction du vison d'Europe est en cours d'élaboration. La mise en œuvre de ce programme impliquerait une meilleure connaissance de la répartition actuelle de l'espèce, donc une reprise des opérations de suivi par piégeage.

Tous ces éléments militent en faveur d'une implication de l'animateur du DOCOB dans ces programmes, donc dans les opérations de piégeage, que ce soit au niveau de l'organisation, de la préparation ou de la réalisation et du suivi.

En conséquence, l'animateur devrait suivre une formation au piégeage et demander un agrément en préfecture, ce qui faciliterait son intervention auprès du groupe local de piégeurs en lui donnant plus de crédibilité :

- concertation pour l'arrêt de l'élimination du putois tant que les effectifs de la population locale ne sont pas connus.
- encadrement du groupe de piégeurs de ragondins pour assurer une démarche préservant les mustélidés et repérant la présence éventuelle du vison d'Amérique.
- collaboration avec la mission « vison d'Europe » dans le cadre des opérations liées au plan de restauration.

Partenaire technique : ONCFS, DIREN

Source de financement : Etat

Action ES5 : Suivi de la qualité de l'eau

Aucun point de suivi permanent de la qualité de l'eau sur le site, un renforcement du réseau régional est proposé, sur l'Eau Blanche et le Saucats.

Sur le site, un point de contrôle annuel pour chacune des rivières : température, pH, oxygène, conductivité, azote, phosphore, COT, COD, MES. Réaliser un IBGN tous les 5 ans. Des analyses bactériologiques seraient certainement souhaitables, mais ce point devra être défini et programmé en collaboration avec la DDASS.

Partenaires techniques : DIREN Aquitaine (SEMA), CG33, CCM (services techniques).

Sources de financement : Etat, AEAG, CG33

Action ES6 : Étude géomorphologique et hydraulique de l'Eau Blanche et de la Carruade

Lors du diagnostic du bassin versant de l'Eau Blanche, dans le cadre du projet de programmation des travaux d'entretien et de restauration, il est ressorti la nécessité prioritaire d'effectuer une étude du profil en long de la Carruade et de l'Eau Blanche (sur le site du bocage), ainsi que du fonctionnement de l'ouvrage hydraulique à la jonction de ces deux cours d'eau.

Dans le cadre du DOCOB, il est clair que les dysfonctionnements et les dépôts sableux observés nuisent fortement à la qualité biologique de ces cours d'eau et ne permettent l'installation durable de certaines espèces telles que l'agrion de Mercure.

Cette étude sera prise en charge dans le cadre de la DIG (déclaration d'intérêt public) du programme de travaux du bassin versant de l'Eau Blanche. Le programme technique détaillé est en cours d'élaboration et va faire l'objet d'un appel d'offre auprès des entreprises susceptibles de réaliser l'étude.

Les partenaires techniques et le coût de l'opération seront définis dans le cadre de la DIG. Cette action est toutefois intégrée au DOCOB dans la mesure où elle présente un intérêt élevé pour la restauration spontanée d'herbiers aquatiques, le développement des populations d'agrions de Mercure et de cuivrés des marais.

Action ES7 : Etude de faisabilité pour la protection de l'accès à une zone vulnérable du bocage de Cadaujac.

Cette action est une réponse au problème de pénétration massive des gens du voyage sur certaines prairies du bocage, en un point d'accès bien précis et sur des prairies présentant une flore particulièrement riche et fragile (la présence du cuivré des marais peut également s'y envisager, mais pas dans le contexte actuel).

Dans le cadre de Natura 2000, une mesure d'investissement peut être proposée pour la protection de l'accès, mais il n'est pas possible de proposer cette mesure en l'absence d'une étude de faisabilité.

- analyse technique de l'accès
- définition des contraintes (type de sol, possibilités de vandalisme, etc.)
- analyse de la faisabilité d'un ouvrage pérenne, efficace et non fracturable.

Le coût de l'étude est estimé à 5000 € mais devra être confirmé sur devis.

Sources de financement : CG33, région, CCM.

Action ES8 : Etude sur la dissémination des peupliers hybrides.

Cette proposition d'action provient d'une contradiction entre les observations de terrain du GERE A et les données bibliographiques sur les bords de Garonne, mises en avant par le CRPF. Selon ces études récentes, il n'y aurait pas de peupliers hybrides fertiles le long de la Garonne, du moins de sexes différents et pouvant se croiser.

Selon les observations du GERE A, il y a eu moins un secteur du site (entre « Geneste » et « Guitteronde ») où des peupliers du type *Populus deltoides* (peuplier noir d'Amérique) semblent se disséminer, sans que cela résulte de simples rejets.

Eu égard aux capacités importantes de colonisation des peupliers en phase pionnière, il est nécessaire de vérifier la situation et, si cela s'avère nécessaire, de prendre les mesures adéquates pour limiter les risques de dissémination.

L'étude devrait porter au moins sur les points suivants :

- détermination spécifique précise des pieds de peupliers ; vérification qu'il ne s'agit pas de peupliers noirs autochtones (*Populus nigra*) ou d'hybrides issus de croisements entre *Populus nigra* et d'anciens cultivars.
- s'il s'agit bien de peupliers hybrides issus de plantations, recherche des plants producteurs de semences. Un plan d'élimination de ces plants devra ensuite être envisagé.

Partenaires techniques : CRPF, GIPA, autres experts ?

Sources de financement : Etat, AEAG, CG33

2.4.2.2 - Organisation de la maîtrise des pollutions et autres nuisances

Action PN1 : Amélioration de la connaissance et de la maîtrise des sources de pollution sur et à l'amont du site

Les résultats des analyses effectuées sur différents cours d'eau du site ont montré que la qualité de l'eau sur le site était le plus souvent passable, parfois mauvaise.

- mettre en place un groupe de travail intercommunal sur les deux bassins versants (à conforter avec les communes du bassin versant du Gat Mort ?).
- faire un point complet des sources de pollution, localisées et diffuses, par synthèse des études déjà disponibles et par enquête auprès des services techniques et des administrations (DRIRE, DDASS, CATER, etc.).
- définir des stratégies d'action (outils réglementaires, techniques, financiers), ainsi que des objectifs prioritaires. Etablir un programme décennal d'actions.

Partenaires techniques : DIREN Aquitaine (SEMA), CG33, DDASS33, AEAG, CCM (services techniques), communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Action PN2 : Mettre en place un groupe de travail pour la maîtrise des espèces invasives en milieux aquatiques, sur l'ensemble du site

Dans les milieux aquatiques et les zones humides du site, 3 espèces animales (ragondin, écrevisse de Louisiane et tortue de Floride) et une espèce végétale (jussie) ont été identifiées et présentent parfois une progression inquiétante de leurs effectifs et de leur répartition. Ces espèces exotiques pouvant rentrer en concurrence ou détruire la faune et la flore locale, il est indispensable d'agir à une échelle cohérente (totalité du bocage, voire des bassins versants).

- organisation du groupe de travail et secrétariat des réunions
- recherche de partenaires financiers et techniques
- recherche des contraintes réglementaires.
- définition des techniques et des calendriers d'action

Action LEI2 : Encadrement ou accompagnement des opérations de lutte contre les espèces invasives

Cette action découle de la précédente et vient compléter la mesure LEI1 proposée dans les mesures contractuelles non agricoles.

- Jussie : limiter l'expansion de la jussie. Cette espèce est en partie traitée dans le cadre de certaines mesures Natura2000 mais, ces mesures faisant l'objet de contrats localisés, il est nécessaire de les compléter par des campagnes générales d'arrachage et d'exportation des pieds de jussie.
Cette action doit être répétée tous les ans, avec une programmation mettant la priorité sur les secteurs peu colonisés qui peuvent faire l'objet d'opérations légères d'arrachage manuel. Les secteurs fortement colonisés nécessitent une analyse préalable de la situation afin de définir la technique la plus efficace. Dans tous les cas, l'arrachage doit se faire avec précaution : tout le pied de jussie doit être prélevé et doit être stocké à l'écart des milieux aquatiques ou humides, avant sa destruction. Aucun fragment de jussie ne doit être dispersé sur le site traité en raison des fortes capacités de bouturage de la plante.
- Ecrevisse de Louisiane et tortue de Floride : l'acquisition de nasses (une cinquantaine dans premier temps) permettra de mettre en œuvre des campagnes de piégeage adaptées aux deux espèces. Le protocole précis devra être au préalable établi, en concertation avec les partenaires techniques, le personnel de la réserve de Bruges pouvant dans un premier temps venir exposer son expérience en la matière.
Le traitement des populations d'écrevisses de Louisiane devrait être réalisé en priorité sur l'estey d'Eyrans (très fortement colonisé) et les plans d'eau. Le piégeage n'étant pas une technique suffisante, il sera nécessaire d'organiser des campagnes de pêches intensives (pêcheurs locaux).
- Ragondin : continuer et intensifier les opérations de piégeage. Le vison d'Europe étant potentiellement présent sur le site, l'acquisition de pièges spécifiques peut être nécessaire (une cinquantaine dans un premier temps), ainsi que la formation des piégeurs.
Les campagnes de piégeage seront complétées par des campagnes de tir organisées et encadrées par les ACCA.

Partenaires techniques : fédération départementale des groupements de défense contre les ennemis des cultures en Gironde, fédérations départementales de chasse et de pêche, associations de chasse et de pêche, ONCFS, GREGE, Cistude Nature.

Sources de financement : AEAG, CG33, région, CCM, communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Action PN3 : Elimination des déchets

Le site est globalement peu dégradé mais, comme souvent dans des zones humides peu fréquentées et au niveau des plans d'eau, il existe des décharges sauvages.

De plus, dans le cadre des activités cynégétiques, le ramassage des cartouches n'est pas systématique.

- organiser un réseau de surveillance et de nettoyage des plans d'eau du site.
- accompagner les opérations existantes de ramassage des déchets « sauvages » sur le site.
- mettre en place et accompagner un groupe de gestion des cartouches usagées (fédération départementale des chasseurs de la Gironde, ACCA et sociétés de chasse). Opérations d'information et de collecte.

2.4.2.3 - Maîtrise de la déprise agricole

La baisse régulière du nombre d'éleveurs, l'absence de reprise des exploitations et la difficulté à trouver des terres à louer pour de jeunes exploitants, créent un contexte très défavorable au maintien de la qualité et de la diversité du site.

Dans un objectif de maintien de la surface en prairie, des actions volontaristes doivent être menées en faveur du **maintien de l'activité d'élevage herbivore extensif**.

Plusieurs pistes d'action sont à développer :

Action DA1 : Protéger les surfaces actuellement en prairie

Le PPRI en vigueur protège le site de l'urbanisation mais pas du retournement des prairies (en vue de devenir des terres arables).

La politique Espaces Naturels Sensibles du Conseil Général de la Gironde peut permettre d'acquérir des terrains en vue de les protéger. A ce titre une zone de préemption (ZPENS) couvre une partie du site Natura 2000.

Une stratégie d'acquisition doit être discutée entre les différents échelons de collectivités locales : Conseil Général, Communauté de Communes, Communes.

Partenaires techniques :

- CG33 : dans le cadre de la politique ENS
- SAFER en tant qu'outil d'acquisition des terrains

Action DA2 : Faciliter l'accès au foncier

Le fait de faciliter l'accès au foncier doit être vu comme une action volontariste en faveur du maintien ou de l'installation d'éleveur pratiquant l'élevage bovin ou ovin de façon extensive.

Deux stratégies peuvent être mises en œuvre :

a) Soutien ponctuel au maintien et au développement d'éleveur

La collectivité peut aider un éleveur en achetant à sa place le foncier dont celui-ci a besoin pour se maintenir ou se développer.

Une collectivité peut décider d'acquérir du terrain au coup par coup en fonction des opportunités d'achat, en vue de le rétrocéder à ces éleveurs.

b) Concept de ferme-relais (installation d'un éleveur)

Le concept de ferme-relais peut être développé. Ce concept repose sur l'achat par la collectivité de terres et/ou bâtiments permettant le démarrage d'une activité d'élevage. Un candidat exploitant est retenu (procédure de choix à déterminer). **Par la suite, l'exploitant installé sur les terres en deviendra propriétaire par un système de crédit bail.**

Dans les deux cas évoqués, la collectivité doit se positionner en termes de stratégie et moyens mis en œuvre :

- ✓ Positionnement politique (prise d'une délibération) donnant la possibilité à la collectivité d'acquérir du terrain en vue d'aider un éleveur
- ✓ Identification de secteurs stratégiques (intérêt patrimonial, exploitation sans repreneur, présence d'un bâtiment, etc.)
- ✓ Définition d'un profil d'éleveurs et choix d'un candidat à soutenir
- ✓ Arbitrage budgétaire (ampleur de l'opération, montage financier)

Concernant l'achat des terrains, la collectivité peut agir de façon volontariste ou en fonction des opportunités, et à l'amiable ou par voie de préemption.

Quelle que soit la façon d'agir, un système d'observation des ventes peut être mis en place (convention de concours technique avec la SAFER).

Partenaires techniques :

- Conseil Général de la Gironde, Conseil Régional d'Aquitaine, Communauté de Communes de Montesquieu, Commune de Villenave d'Ornon en tant que maîtres d'ouvrage et financeurs des acquisitions
- SAFER en tant qu'outil de surveillance (possibilité de signer une convention de concours technique) et d'acquisition (à l'amiable ou par voie de préemption)
- Chambre d'agriculture de la Gironde, CNASEA, FR CIVAM Aquitaine : montage opérationnel d'un projet

Action DA3 : Favoriser l'attractivité du territoire

Un territoire attractif donnera envie à un éleveur déjà en place de se maintenir et à un nouvel éleveur de s'installer. Cette attractivité passe notamment par l'assurance d'une rentabilité économique.

Les pistes envisagées sont les suivantes :

- ✓ Créer une dynamique entre producteurs (accompagnement à la vente directe, organisation de marchés fermiers,...)
- ✓ Favoriser l'émergence des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) afin de créer un système de solidarité consommateurs-producteurs.

Partenaires techniques :

- FR CIVAM Aquitaine, Communauté de Communes de Montesquieu, Commune de Villenave d'Ornon, Conseil Régional d'Aquitaine, Conseil Général de la Gironde.

2.4.2.4 - Informer les acteurs locaux et communiquer auprès du public

Qu'il s'agisse ou non d'actions menées dans le cadre du DOCOB, certaines activités humaines nécessitent des précautions particulières, particulièrement quand les milieux concernés sont vulnérables, comme les zones humides ou les cours d'eau.

Plus globalement, il est important d'informer régulièrement le public sur le déroulement du DOCOB.

C'est pourquoi différentes actions d'information ou de communication sont envisagées en compléments des mesures contractuelles et de la charte.

Action INFO2 : information sur les espèces invasives et les techniques de lutte

Certaines agences de l'eau et d'autres organismes ont élaboré des manuels techniques dont l'objet est de faciliter la reconnaissance des espèces invasives et de présenter des techniques de lutte récentes et respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre du DOCOB, il est important de diffuser ces documents auprès des acteurs du territoire impliqués dans la lutte contre les espèces invasives et plus généralement de les mettre à disposition pour les habitants des communes concernées. Ces documents sont souvent disponibles sur internet et peuvent être diffusés :

- impression des petites plaquettes et mise à disposition en mairie

- lien sur les sites internet des communes ou de la communauté de communes (documents téléchargeables (s'adresser aux auteurs pour l'autorisation de diffusion)).

Toutefois, ces documents ne ciblent pas forcément les espèces posant problème sur le site, il serait nécessaire de réaliser une plaquette complémentaire adaptée au site.

Cela permettrait aux personnes sensibilisées à ce problème de trouver plus rapidement les informations nécessaires sur les espèces qu'elles risquent de rencontrer sur le bocage et sur les précautions à prendre, adaptées aux caractéristiques du site.

Réalisation d'une plaquette comprenant une fiche générale (double page) de présentation du site et de la problématique « espèces exotiques envahissantes » et 6 fiches spécifiques d'une page (jussie, érable négundo, renouée du Japon, écrevisse de Louisiane, ragondin, tortue de Floride). Selon les besoins, des fiches supplémentaires pourront être élaborées si de nouvelles espèces s'implantent sur le site.

Nombre de journées pour l'élaboration du contenu et la mise en forme : 10 j (en régie ou sous-traitance externe, 6 000 €). Le coût de l'édition sera évalué sur devis.

Partenaires techniques : AEAG, forum des marais atlantiques, fédération départementale des groupements de défense contre les ennemis des cultures en Gironde, ONCFS, GREGE, Cistude Nature.

Sources de financement : AEAG, CG33, région, CCM, communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Action INFO3 : information sur les techniques d'entretien des cours d'eau

Certaines agences de l'eau et d'autres organismes ont élaboré des manuels techniques dont l'objet est de des informations concrètes sur l'entretien des cours d'eau (et fossés), qu'il s'agisse du cadre réglementaire et administratif ou des techniques respectueuses de l'environnement.

Dans le cadre du DOCOB, il est important de diffuser ces documents auprès des acteurs du territoire impliqués dans la gestion du réseau hydrographique et de ses annexes. Ces documents sont souvent disponibles sur internet et peuvent être diffusés :

- impression des petites plaquettes et mise à disposition en mairie
- lien sur les sites internet des communes ou de la communauté de communes (documents téléchargeables ; s'adresser aux auteurs pour l'autorisation de diffusion).

Toutefois, ces documents ne présentent pas forcément les techniques adaptées aux caractéristiques du site. De plus certaines contraintes réglementaires et certaines démarches administratives varient selon les départementaux. Il serait nécessaire de réaliser une plaquette complémentaire adaptée au site.

Cela permettrait aux acteurs impliqués dans l'entretien des cours d'eau et fossés de trouver plus rapidement les informations qui leur sont utiles, de choisir des techniques adaptées au contexte local ou de trouver facilement à qui s'adresser en cas de doute.

Le format de la plaquette est difficile à définir a priori, mais certaines informations incontournables devront s'y trouver : quand et pourquoi faire une déclaration ou une demande d'autorisation, comment entretenir les arbres sur les rives, quand et comment faucher et/ou curer, etc.). En raison de l'utilité d'un tel document, il serait possible de voir avec la CATER si une plaquette présentant un cahier des charges départemental ne serait pas préférable.

Nombre de journées pour l'élaboration du contenu et la mise en forme : 15 j (en régie ou sous-traitance externe, 8 000 €). Le coût de l'édition sera évalué sur devis.

Partenaires techniques : AEAG, CATER.

Sources de financement : AEAG, CG33, région, CCM, communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Action INFO4 : recommandations sur le comportement lors des activités de découverte

Élaboration d'une plaquette d'information destinée aux scolaires, aux randonneurs et aux touristes, à mettre à disposition dans les écoles et les offices du tourisme.

Cette plaquette présentera de façon synthétique et attractive les éléments d'intérêt patrimonial du site mais aussi et surtout leur vulnérabilité, ainsi que des conseils de base visant à préserver la qualité du site, l'état des milieux et des populations d'espèce.

Partenaires techniques : services du tourisme du CG33, de la CCM et des communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Sources de financement : CG33, région, CCM, communes de Villenave d'Ornon et de Bègles.

Action INFO5 : information du public et des responsables locaux

Dans le cadre de l'animation du DOCOB il est envisagé de fournir une information sur le site Natura 2000 et sur la mise en œuvre du DOCOB.

Le rythme et la forme de cette information seront adaptés en fonction de l'évolution des besoins et des actions menées.

La communauté de commune de Montesquieu ainsi que les communes concernées par le site publient un petit journal d'information à destination de leurs habitants et possèdent pour la plupart un site sur internet.

La démarche envisagée est donc l'élaboration d'une lettre du DOCOB ou de petites brèves par l'animateur. Ces textes seront transférés au format numérique à chaque commune. Chaque mairie choisira le mode de diffusion de l'information (dans son journal communal, sur son site internet).

En fonction de l'évolution de la mise en œuvre du DOCOB et de son intégration dans les politiques territoriales, il sera envisagé la réalisation de panneaux d'exposition et l'édition sur papier d'une lettre d'information à large diffusion.

Sans présager de l'évolution de cette action, on peut déjà réserver une somme minimale pour la réalisation de panneaux (environ 2 000 €) et une édition papier (environ 500 €) dans les 3 années à venir

Partenaires techniques : DIREN, DDAF, service « communication » de la CCM.

Sources de financement : Etat, CG33, autofinancement.

2.4.2.5 - Evaluation financière

Classement par type d'action

Action	Priorité	An1	An2	An3	An4	An5	Total
ES1 (lépidoptères)	2		3 200,00 €			3 200,00 €	6 400,00 €
ES2 (habitats)	2					918,00 €	918,00 €
ES3 (flore)	2			2 824,00 €		3 624,00 €	6 448,00 €
ES4 (mustélidés)	2			?		?	?
ES5 (qualité de l'eau)	1	410,00 €	420,00 €	430,00 €	440,00 €	1 180,00 €	2 880,00 €
ES6 (profil en long de l'Eau Blanche)	1	?					?
ES7 (étude pour la protection d'un accès)	2		5 000,00 €				5 000,00 €
ES8 (dissémination des peupliers hybrides)	3						
PN1 (sources de pollution)	2						
PN2 (espèces invasives: organisation)	1						
LEI2 (espèces invasives: lutte)	2	4 000,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €	5 600,00 €
PN3 (élimination des déchets)	3						
DA1 (protection des prairies)	1						
DA2 (accès au foncier)	1						
DA3 (attractivité du territoire)	1	5 000,00 €		5 000,00 €		5 000,00 €	15 000,00 €
INFO2 (information sur les espèces invasives)	1	6 000,00 €	?				6 000,00 €
INFO3 (techniques d'entretien des rives)	1	8 000,00 €	?				8 000,00 €
INFO4 (activités de loisir et de découverte)	3				?	?	?
INFO5 (information du public)	1		500,00 €	2 000,00 €			2 500,00 €
Total		23 410,00 €	9 020,00 €	8 654,00 €	840,00 €	14 322,00 €	58 746,00 €

Classement par niveau de priorité

Action	Priorité	An1	An2	An3	An4	An5	Total
ES5 (qualité de l'eau)	1	410,00 €	420,00 €	430,00 €	440,00 €	1 180,00 €	2 880,00 €
ES6 (profil en long de l'Eau Blanche)	1	?					?
PN2 (espèces invasives: organisation)	1						
DA1 (protection des prairies)	1						
DA2 (accès au foncier)	1						
DA3 (attractivité du territoire)	1	5 000,00 €		5 000,00 €		5 000,00 €	15 000,00 €
INFO2 (information sur les espèces invasives)	1	6 000,00 €	?				6 000,00 €
INFO3 (techniques d'entretien des rives)	1	8 000,00 €	?				8 000,00 €
INFO5 (information du public)	1		500,00 €	2 000,00 €			2 500,00 €
ES1 (lépidoptères)	2		3 200,00 €			3 200,00 €	6 400,00 €
ES2 (habitats)	2					918,00 €	918,00 €
ES3 (flore)	2			2 824,00 €		3 624,00 €	6 448,00 €
ES4 (mustélidés)	2			?		?	?
ES7 (étude pour la protection d'un accès)	2		5 000,00 €				5 000,00 €
PN1 (sources de pollution)	2						
LEI2 (espèces invasives: lutte)	2	4 000,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €	400,00 €	5 600,00 €
ES8 (dissémination des peupliers hybrides)	3						
PN3 (élimination des déchets)	3						
INFO4 (activités de loisir et de découverte)	3				?	?	?
Total		23 410,00 €	9 520,00 €	10 654,00 €	840,00 €	14 322,00 €	58 746,00 €

Sigles et abréviations

AEAG : Agence de l'Eau Adour-Garonne

CATER : Cellule d'Animation Technique pour l'Eau et les Rivières

CBN : mission Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique

CCM : Communauté de Communes de Montesquieu

CG33 : Conseil Général de la Gironde

CNASEA : Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles

COD : Carbone Organique Dissous

COT : Carbone Organique Total

CRPF : Centre Régional de la Propriété Forestière

DDASS33 : Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales de Gironde

DIREN : Direction Régionale de l'Environnement

DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement d'Aquitaine

FR CIVAM : Fédération Régionale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural

GIPA : Groupe Interprofessionnel du Peuplier d'Aquitaine

IBGN : Inventaire Biologique Global Normalisé

LPO : Ligue pour la Protection des Oiseaux

MES : Matières En Suspension

ONCFS : Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Région : Conseil Régional d'Aquitaine

SAFER : Société d'aménagement foncier et d'établissement rural

SEPANSO : Sociétés pour l'Étude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest

ZPENS : Zone de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles